



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 22 mai 1971

Québec, Saturday, May 22, 1971

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le **mardi**. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday**, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.



8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirée-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-printy or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Lettres patentes**A & B Noodle Mfg. (Wing Fung) Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1971, constituant en corporation: Bill Suey Wo Yuen, 5369, Hutchison, Kent Y. Lee, 5371, Hutchison, tous deux de Montréal, et Anthony F. J. Wong, 786B, Champagneur, Outremont, tous trois manufacturiers, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « A & B Noodle Mfg. (Wing Fung) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 988, Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

777-1971

A. G. Drill Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Généreux, homme d'affaires, Jacqueline Lavoie, maîtresse de maison, épouse dudit André Généreux, et Michel Brière, notaire, tous trois de Saint-Guillaume, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « A. G. Drill Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Guillaume, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1445-1971

AGF Montreal Investment Management Inc.
AGF gestion de placements Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Paul Frederick Dingle, 528, avenue Mount Pleasant, Westmount, Frederick William Benn, 3300, avenue Glencoe, Montréal, tous deux avocats, et Stephanie Anne Dark, secrétaire, fille majeure, 17502, rue Chickalo, Pierrefonds, pour les objets suivants:

S'établir expert en placements et faire affaires en cette qualité, sous le nom de « AGF Montreal Investment Management Inc.—AGF gestion de placements Montréal inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Letters Patent**A & B Noodle Mfg. (Wing Fung) Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bill Suey Wo Yuen, 5369 Hutchison, Kent Y. Lee, 5371 Hutchison, both of Montreal, and Anthony F. J. Wong, 786B Champagneur, Outremont, all three manufacturers, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "A & B Noodle Mfg. (Wing Fung) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 988 Clark, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

777-1971

A. G. Drill Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Généreux, businessman, Jacqueline Lavoie, housewife, wife of the said André Généreux, and Michel Brière, notary, all three of Saint-Guillaume, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, tools and appliances, under the name of "A. G. Drill Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Guillaume, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1445-1971

AGF Montreal Investment Management Inc.
AGF gestion de placements Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant Avenue, Westmount, Frederick William Benn, 3300 Glencoe Avenue, Montreal, both advocates, and Stephanie Anne Dark, secretary, spinster, 17502 Chickalo Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on and be engaged in the business of investment counsel, under the name of "AGF Montreal Investment Management Inc.—AGF gestion de placements Montréal inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
1240-1971

40146

Abattoir Packing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Wilfred Kravitz, étudiant en droit, 7077, avenue Chester, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viande, bestiaux, moutons, porcs, beurre, poisson et toutes sortes d'aliments, produits de la ferme et du jardin, sous le nom de « Abattoir Packing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
1372-1971

40146

Alban Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Julius Briskin, 134, chemin Finchley, Hampstead, Victor M. Melnikoff, 1310 ouest, des Pins, app. 4, tous deux avocats, et Thérèse Perreault, secrétaire, fille majeure, 11986, Jubinville, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce des produits du bois et du métal, sous le nom de « Alban Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4140, de Courtrai, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
1332-1971

40146

Alftar construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Ghislaine Deschamps, agent d'assurance, fille majeure, Alfred Tardif, industriel, tous deux de 6035, Charny, Montréal-Nord, et Lorraine Tardif, téléphoniste, épouse dudit Alfred Tardif, 2150, Dorion, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1240-1971

40146-o

Abattoir Packing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame de Grâce Avenue, both advocates, and Wilfred Kravitz, law student, 7077 Chester Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in meat, cattle, sheep, hogs, butter, fish and all food, farm and garden produce, under the name of "Abattoir Packing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1372-1971

40146-o

Alban Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Briskin, 134 Finchley Road, Hampstead, Victor M. Melnikoff, 1310 Pine West, #4, both advocates, and Thérèse Perreault, secretary, spinster, 11986 Jubinville, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood and metal products, under the name of "Alban Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4140 de Courtrai, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1332-1971

40146-o

Alftar construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ghislaine Deschamps, insurance agent, spinster of the full age of majority, Alfred Tardif, industrialist, both of 6035 Charny, Montreal North, and Lorraine Tardif, telephone operator, wife of said Alfred Tardif, 2150 Dorion, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Alftar construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 915, avenue Suzanne, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1386-1971

**Angora Leather Garments Ltd.
Vêtements de cuir Angora ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Antoine Le Calvez, administrateur, 80, 90e Avenue, Laval, Larry S. Sazant, avocat, 40, Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Micheline D. Lamarche, secrétaire, fille majeure, 12, avenue Coolbreeze, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de toutes sortes de vêtements, accessoires vestimentaires, habits et vêtements de sport, sous le nom de « Angora Leather Garments Ltd. — Vêtements de cuir Angora ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146

1371-1971

April Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lawrence Sklar, vendeur, 2755, avenue Kent, Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, et John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de robes et vêtements sport de toutes sortes pour dames, sous le nom de « April Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1331-1971

Atlas Administration Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Arnold Isaacson, notaire, 2087, Bonin,

To carry on business as general building contractors and to deal in materials of all kinds, under the name of "Alftar construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 915 Suzanne Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1386-1971

**Angora Leather Garments Ltd.
Vêtements de cuir Angora ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antoine Le Calvez, executive, 80, 90th Avenue, Laval, Larry S. Sazant, attorney, 40 Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Micheline D. Lamarche, secretary, fille majeure, 12 Coolbreeze Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, wearing apparel, garments, suits and sportswear, under the name of "Angora Leather Garments Ltd. — Vêtements de cuir Angora ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-o

1371-1971

April Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Sklar, salesman, 2755 Kent Avenue, Irwin Rudick, 6637 Baily Road, and John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' dresses and sportswear of every description, under the name of "April Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1331-1971

Atlas Administration Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnold Isaacson, notary, 2087 Bonin, Francine

Francine Barnes, épouse de Maurice Barnes, 1270, Quenneville, sous deux de Saint-Laurent, et Rickey Blitstein, fille majeure, 271, Willowdale, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Atlas Administration Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1282-1971

Atlas Maintenance Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Peter Flynn, mécanicien, 5475, avenue Rosedale, app. 805, Vito Raguseo, électricien, 9564, rue Saint-Hubert, tous deux de Montréal, et Monroe A. Charlap, avocat, 250, avenue Kensington, app. 111, Westmount, pour les objets suivants:

Prendre des contrats pour fournir des services de conciergerie et autres services, sous le nom de « Atlas Maintenance Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9564, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40146

1301-1971

Beaudi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Verdier, 3287, Achim, Saint-Laurent, Jean-Louis Verdier, Saint-Adolphe-d'Howard, et Guy Beaurivage, 2900, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, comptoirs-lunch, salles à repas, salles à manger, salles de danse, de spectacle et de réception, discothèque, salon-bar, magasins, ateliers, boutiques, dépôts et tabagies, sous le nom de « Beaudi inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$20 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1342-1971

Barnes, wife of Maurice Barnes, 1270 Quenneville, both of Saint-Laurent, and Rickey Blitstein, spinster, 271 Willowdale, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Atlas Administration Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1282-1971

Atlas Maintenance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Flynn, mechanic, 5475 Rosedale Avenue, Apt. 805, Vito Raguseo, electrician, 9564 St-Hubert Street, both of Montreal, and Monroe A. Charlap, attorney, 250 Kensington Avenue, Apt. 111, Westmount, for the following purposes:

To contract for the performance of janitorial and other services, under the name of "Atlas Maintenance Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9564 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40146-o

1301-1971

Beaudi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Verdier, 3287 Achim, Saint-Laurent, Jean-Louis Verdier, Saint-Adolphe-d'Howard, and Guy Beaurivage, 2900 des Quatre-Bourgeois, St. Foy, all three industrialists, for the following purposes:

To operate restaurants, lunch-counters, dining rooms, lunch rooms, halls for dancing, entertainment and receptions, discothèques, bars, stores, shops, work-shops, dépôts and tobacco stores, under the name of "Beaudi inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$20 each and 1,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company is at St-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1342-1971

Berkeley International Hotels Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1971, constituant en corporation: John Scofield, restaurateur, 1188 ouest, Sherbrooke, Montréal, Sydney Phillips, 5616, Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750, avenue Smart, tous deux de Côte Saint-Luc, Laizer Sirota, 2475, Major, Saint-Laurent, tous trois avocats, et Theslyn Miller, secrétaire, fille majeure, 7919, Chouinard, Lasalle, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Berkeley International Hotels Ltd. », avec un capital divisé en 2,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1348-1971

Blouin, Lafond, Rochon & Blouin, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Camille Blouin, 2510, du Sault, Céline Lemieux, épouse de Pierre Blouin, 2000, avenue Royale, tous deux de Courville, J.-Ernest Lafond, 129, des Érables est, Saint-Émile, et Denis Rochon, 387, 47e Rue ouest, Charlesbourg, tous quatre courtiers d'assurances, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurances, sous le nom de « Blouin, Lafond, Rochon & Blouin, inc. », avec un capital total de \$26,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 595, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

544-1971

Blow-Up Posters (Mtl.) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1971, constituant en corporation: Geoffroy Crocker, administrateur, 3625, avenue Ridgewood, app. 502, Barry Somervail, représentant des ventes, et Micheline Côté, surintendante, épouse dudit Barry Somervail, ces deux derniers du 3455, rue Redpath, app. 310, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

Sur demande, faire des photographies sur place et les agrandir pour en faire des « posters » ou très grandes affiches, sous le nom de « Blow-Up Posters (Mtl.) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Berkeley International Hotels Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Scofield, restaurateur, 1188 Sherbrooke West, Montreal, Sydney Phillips, 5616 Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750 Smart Avenue, both of Côte Saint-Luc, Laizer Sirota, 2475 Major, Saint-Laurent, all three attorneys, and Theslyn Miller, secretary, spinster, 7919 Chouinard, Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of holding company, under the name of « Berkeley International Hotels Ltd. », with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1348-1971

Blouin, Lafond, Rochon & Blouin, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camille Bouin, 2510 du Sault, Céline Lemieux, wife of Pierre Blouin, 2000 Royal Avenue, both of Courville, J.-Ernest Lafond, 129 des Érables East, Saint-Émile, and Denis Rochon, 387, 47th Street West, Charlesbourg, all four insurance brokers, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of « Blouin, Lafond, Rochon & Blouin, inc. », with a total capital stock of \$26,000, divided into 10 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 595 Charest Boulevard East, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

544-1971

Blow-Up Posters (Mtl.) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Geoffroy Crocker, executive, 3625 Ridgewood Avenue, Apt. 502, Barry Somervail, sales representative, and Micheline Côté, supervisor, wife of the said Barry Somervail, the latter two of 3455 Redpath Street, Apt. 310, all three of Montreal, for the following purposes:

To have photographs taken upon request on the premises and to have the photographs enlarged to poster size, under the name of « Blow-Up Posters (Mtl.) Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

710-1971

Bogil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilbert Gagnon, constructeur, Louise Fortin, ménagère, fille majeure, tous deux de 24, Normandie, app. 1, Neufchatel, et Jacques Leboeuf, comptable, 470, 51^e Rue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Bogil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146-o

1447-1971

Boutique à la Fondue Suisse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Robert Aumont, 165, rue de la Reine, Québec, René Lauzon, 3455, Maricourt, tous deux administrateurs, et Jean-Paul Bédard, comptable, 1033, de l'Église, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce sur toutes ses formes, de spécialités, tels les céramiques, porcelaine, poterie, terres cuites, verrerie, argenterie, cuir, cuivre et cadeaux de toutes sortes, sous le nom de « Boutique à la Fondue Suisse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3455, rue Maricourt, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146-o

1275-1971

La boutique d'Or (Lasalle) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Robert Collin, Leslie Collin, tous deux bijoutiers, et Katalin Kardos, ménagère, épouse dudit Leslie Collin, tous trois du 4156 rue Cunard, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

710-1971

Bogil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Gagnon, builder, Louise Fortin, housewife, spinster of the full age of majority, both of 24 Normandie, Apt. 1, Neufchatel, and Jacques Leboeuf, accountant, 470, 51st Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Bogil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

1447-1971

Boutique à la Fondue Suisse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Aumont, 165 de la Reine Street, Québec, René Lauzon, 3455 Maricourt, both executives, and Jean-Paul Bédard, accountant, 1033 de l'Église, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To deal in all kinds of specialties, ceramics, china, earthenware, terra-cotta, glassware, silverware, leather, copper and gifts of all kinds, under the name of "Boutique à la Fondue Suisse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3455 Maricourt Street, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1275-1971

La boutique d'Or (Lasalle) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Collin, Leslie Collin, both jewellers, and Katalin Kardos, housewife, wife of the said Leslie Collin, all three of 4156 Cunard Street, Montreal, for the following purposes:

S'établir bijoutiers, orfèvres, diamantaires, sertsseurs de pierres précieuses, horlogers et artisans de l'or, sous le nom de « La boutique d'Or (Lasalle) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Newman Plaza Shopping Centre, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions,
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146

1573-1971

À la boutique du Petit Soulier (Sept-Iles) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1971, constituant en corporation: Gérard Ross, comptable, 749, Beaulieu, Pierre Messier, commis, 131, des Braves, et Jeannette Savard, commerçante, épouse de Yves-A. Rioux, 100, de l'Acadie, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et chaussures de toutes sortes, sous le nom de « À la boutique du Petit Soulier (Sept-Iles) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 760, Laure, Édifice L'Arcade, Sept-Iles, district judiciaire de Hauteville.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

885-1971

**Cabot Explorations Limited
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Richard Meagher, 20, avenue Roselawn, Jerry Meretsky, 21, avenue Mayfair, tous deux administrateurs, Igor Kaplan, avocat, 4 nord, rue Sherbourne, Cara Ruth secrétaire, épouse dudit Igor Kaplan, 21 nord, rue Sherbourne, et Lynn Alexander, réceptionniste, épouse divorcée de James Terrence Alexander, 3008 est, rue Queen, tous de Toronto, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Cabot Explorations Limited » (No personal liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 635 ouest, boulevard Dorchester, bureau 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1186-1971

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "La boutique d'Or (Lasalle) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Newman Plaza Shopping Centre, Lasalle, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-o

1573-1971

À la boutique du Petit Soulier (Sept-Iles) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Ross, accountant, 749 Beaulieu, Pierre Messier, clerk, 131 des Braves, and Jeannette Savard, trader, wife of Yves-A. Rioux, 100 de l'Acadie, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in clothing and shoes of all kinds, under the name of "À la boutique du Petit Soulier (Sept-Iles) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 760 Laure, L'Arcade Building, Sept-Iles, judicial district of Hauteville.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146

885-1971

**Cabot Explorations Limited
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Meagher, 20 Roselawn Avenue, Jerry Meretsky, 21 Mayfair Avenue, both executives, Igor Kaplan, lawyer, 4 Sherbourne Street North, Cara Ruth, secretary, wife of the said Igor Kaplan, 21 Sherbourne Street North, and Lynn Alexander, receptionist, wife divorced of James Terrence Alexander, 3008 Queen Street East, all of Toronto, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Cabot Explorations Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o

1186-1971

Canadian Champion Die Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, Montréal, Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Nickolaos Kritikos, gérant, 18, Cumberland, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de peaux, cuirs, peaux de veaux et leurs contrefaçons naturelles ou artificielles, sous le nom de « Canadian Champion Die Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1056-1971

Can-African Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: Peter C. Casey, 453, Grosvenor, Westmount, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux de Mont-Royal, tous trois avocats, et Evelyn Hébert, secrétaire, fille majeure, 3210, Édouard-Montpetit, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Can-African Limited », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

1452-1971

Cinéma Vénus-Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat, 5034, avenue Grosvenor, Jeannine Tellier, épouse de Bernard Tellier, 6626, rue Hurteau, tous deux de Montréal, et Heather Dufour, épouse de William Dufour, 95, Crescent, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter, gérer, vendre, échanger, transférer et céder des biens immobiliers, ainsi que des cinémas et théâtres, salles et salles de spectacles pour le théâtre, les divertissements et les spectacles publics, sous le nom de « Cinéma Vénus-Joliette inc. », avec un capital total

Canadian Champion Die Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, Montreal, Irwin Rudick, 6637 Baily Road, Côte Saint-Luc, both advocates, and Nickolaos Kritikos, manager, 18 Cumberland, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes, under the name of "Canadian Champion Die Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1056-1971

Can-African Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter C. Casey, 453 Grosvenor, Westmount, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both of Mount Royal, all three advocates, and Evelyn Hébert, secretary, spinster of the full age of majority, 3210 Édouard-Montpetit, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Can-African Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

1452-1971

Cinéma Vénus-Joliette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold S. Freeman, advocate, 5034 Grosvenor Avenue, Jeannine Tellier, wife of Bernard Tellier, 6626 Hurteau Street, both of Montreal, and Heather Dufour, wife of William Dufour, 95 Crescent, Deux-Montagnes, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate, manage, sell, exchange, transfer and dispose of immovables and moving picture theatres, and theatres, halls, and auditoriums for theatrical performances, and for public entertainment and amusements, under the name of "Cinéma Vénus-Joliette

de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1075-1971

40146

Cobe Investment Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Monique Legault, fille majeure, 233, Jeannette, Lemoyne, Pauline Borduas, épouse de Jean-Paul Charbonneau, 870, Van Dyck, et Rachel Farn-don, épouse de Gilles Rodrigue, 6155, Crescent Brodeur, ces deux dernières de Brossard, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie et portefeuille, (holding), sous le nom de « Cobe Investment Corporation Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1254-1971

40146-o

Community Life Youth Clinic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Blanche Putzel, fille majeure, 507, Delmar, app. 1, Pointe-Claire, Donald A. H. Mericle, 3254, Saint-Antoine, Montréal, tous deux travailleurs sociaux, et Laurent Tardif, notaire, 2, Willowbrook, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Organiser, établir et exploiter dans le « West Island District of Montreal » une clinique pour la jeunesse dans des buts philanthropiques et charitables, sous le nom de « Community Life Youth Clinic Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est au 120, Saint-Louis, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

3535-1970

40146

Construction des Pins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1971, constituant en corporation: Claude Coulombe, 89, 1re

inc., with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1075-1971

40146-o

Cobe Investment Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Monique Legault, spinster of the full age of majority, 233 Jeannette, Lemoyne, Pauline Borduas, wife of Jean-Paul Charbonneau, 870 Van Dyck, and Rachel Farn-don, wife of Gilles Rodrigue, 6155 Crescent Brodeur, the latter two of Brossard, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Cobe Investment Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1254-1971

40146

Community Life Youth Clinic Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Blanche Putzel, spinster, 507 Delmar, Apt. 1, Pointe-Claire, Donald A. H. Mericle, 3254 St-Antoine, Montreal, both social workers, and Laurent Tardif, notary, 2 Willowbrook, Beaconsfield, for the following purposes:

To organize, set up and operate a youth clinic in the West Island District of Montreal for philanthropic and charitable aims, under the name of "Community Life Youth Clinic Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at 120 St. Louis, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

3535-1970

40146-o

Construction des Pins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Coulombe, 89, 1st Chaloupe,

Chaloupe, Notre-Dame-des-Prairies, Paul Perrault, tous deux comptables, et Françoise Mireault, ménagère, épouse dudit Paul Perrault, ces deux derniers de 220, St-Pierre, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction des Pins inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

491-1971

Notre-Dame-des-Prairies, Paul Perrault, both accountants, and Françoise Mireault, housewife, wife of the said Paul Perrault, the latter two of 220 St-Pierre, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction des Pins inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146

491-1971

Créations Jacqueline Familiant (1971) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de février 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Philip Shugar, 6267, MacDonald, Hampstead, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de robes, vêtements de nuit, cache-poussières et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Créations Jacqueline Familiant (1971) ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5555, rue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

909-1971

Créations Jacqueline Familiant (1971) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Philip Shugar, 6267 MacDonald, Hampstead, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, sleepwear, dusters and other women's apparel of every kind, under the name of "Créations Jacqueline Familiant (1971) ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5555 de Gaspé Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

909-1971

Custom Woodwork Recreational Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Béatrice Gareau, secrétaire, épouse de Bernard Gareau, 3, des Cerisiers, Saint-Jérôme, Morris Cohen, 4610, Bourret, et Sydney Pines, 4590, Reine-Marie, ces deux derniers vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de bois ronds, bois et produits du bois, châssis et cadres de portes, portes et tout article fabriqué de bois ou de métal ou dans la fabrication duquel entre du bois ou du métal, sous le nom de « Custom Woodwork Recreational Inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1229-1971

Custom Woodwork Recreational Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Béatrice Gareau, secretary, wife of Bernard Gareau, 3 des Cerisiers, Saint-Jérôme, Morris Cohen, 4610 Bourret, and Sydney Pines, 4590 Queen Mary, the latter two salesmen, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in logs, lumber and wood products, sashes, doors and any articles in the manufacture or composition of which metal or wood is a factor, under the name of "Custom Woodwork Recreational Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1229-1971

D. G. A. Sporting Goods Agencies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte Saint-Luc, Jack Lightstone, 68, chemin Stratford, Hampstead, et Morlin A. Aster, 6525, chemin de la Côte Saint-Luc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bâtons, de balles, de voitures électriques et autres articles pour le golf, ainsi que de vêtements de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de « D. G. A. Sporting Goods Agencies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 14913, avenue Sigma, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1193-1971

J. Eldor Daigneault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roméo Dubois, comptable, 645, 1re Avenue, Laval, Huguette Parent, secrétaire, fille majeure, 5370, Dudemaine, et J.-Eldor Daigneault, tailleur, 7692, St-Denis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que tous leurs produits, sous le nom de « J. Eldor Daigneault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146-o

1601-1971

Alex Davis & Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, 4865, chemin de la Reine-Marie, Richard Boucher, administrateur, 6625, 33e Avenue, Yvette Saint-Jacques, comptable, fille majeure, 9850, Papineau, et Alex Davis, marchand de machinerie, 619, Westluka, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir manufacturiers, marchands, intermédiaires, importateurs et exportateurs de bronze, zinc, fer et produits du même genre, sous le nom de « Alex Davis & Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000,

D. G. A. Sporting Goods Agencies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte Saint-Luc, Jack Lightstone, 68 Stratford Road, Hampstead, and Morlin A. Aster, 6525 Côte St. Luc Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in golf clubs, golf balls, electric golf carts, golf supplies of every and all descriptions, and clothing of all types and descriptions, under the name of "D. G. A. Sporting Goods Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 14913 Sigma Avenue, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1193-1971

J. Eldor Daigneault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Dubois, accountant, 645, 1st Avenue, Laval, Huguette Parent, secretary, spinster, 5370 Dudemaine, and J.-Eldor Daigneault, tailor, 7692 Saint-Denis, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in materials of all kinds, natural and synthetic, as well as in products thereof, under the name of "J. Eldor Daigneault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

1601-1971

Alex Davis & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Wolfson, advocate, 4865 Queen Mary Road, Richard Boucher, administrator, 6625, 33rd Avenue, Yvette St. Jacques, bookkeeper, spinster, 9850 Papineau, and Alex Davis, dealer in machinery, 619 Westluka, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, merchants, jobbers, importers and exporters of brass, cooper, zinc, iron and similar products, under the name of "Alex Davis & Associates Inc.", with a total capital stock of

divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5810, Côte de Liesse, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1392-1971

Di-Klor Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Henry Steinberg, 656, Murray Hill, Westmount, Howard Dermer, 5370, Macdonald, Montréal, tous deux avocats, Rosa Nelson, 5775, Sir Walter Scott, Côte Saint-Luc, et Laura Jones, 480, avenue Galland, Dorval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits chimiques, et tous les autres produits, articles, marchandises, fournitures de toutes sortes, sous le nom de « Di-Klor Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146

1664-1971

Les distributions Mini-Maxi (Rimouski) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilles Carrière, 10355, Bois de Boulogne, Alonzo Maltais, 9128, 16^e Avenue, tous deux de Montréal, et Yolande Dufresne, épouse de Paul Dufresne, 2730, Chicoutimi, Laval, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les distributions Mini-Maxi (Rimouski) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 116, St-Germain est, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1258-1971

Donaldi Fashions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Moe Moscovitch, 6077, avenue Wilderton, Montréal, Joseph Roy Hoffman, 5615, Pinedale, et

\$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5810 Côte de Liesse, Mount Royal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1392-1971

Di-Klor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Steinberg, 656 Murray Hill, Westmount, Howard Dermer, 5370 Macdonald, Montreal, both advocates, Rosa Nelson, 5775 Sir Walter Scott, Côte Saint-Luc, and Laura Jones, 480 Galland Avenue, Dorval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemical and all other goods, supplies, wares, products and merchandise of every kind, under the name of "Di-Klor Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

1664-1971

Les distributions Mini-Maxi (Rimouski) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Carrière, 10355 Bois de Boulogne, Alonzo Maltais, 9128, 16th Avenue, both of Montreal, and Yolande Dufresne, wife of Paul Dufresne, 2730 Chicoutimi, Laval, all three traders, for the following purposes:

To deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Les distributions Mini-Maxi (Rimouski) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 116 St-Germain East, Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1258-1971

Donaldi Fashions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton Avenue, Montreal, Joseph Roy Hoffman, 5615 Pinedale, and

Michael Marchand, 5791, avenue Melling, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Donaldi Fashions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 372 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 1373-1971

Draperies décor service Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Ernest Lanthier, concierge, 811, de l'Épée, app. 4, Montréal, Lise Lanthier, décoratrice intérieure, épouse de Jean-Pierre Denis, 1310, Castelnau, Douville, Lucien Lanthier, décorateur intérieur, et Olive Castonguay, ménagère, épouse dudit Lucien Lanthier, ces deux derniers de 12062, Laurier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de draperies, nouveautés, tapis et tous autres articles et accessoires pouvant servir à l'usage domestique ou industriel, sous le nom de « Draperies décor service Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2320, rue Ste-Anne, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 1214-1971

Jack Dunn Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jack Dunn, opérateur, 265, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, et Lawrence Diner, 4085, avenue Harvard, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires en fournissant des divertissements au public, sous le nom de « Jack Dunn Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 1196-1971

Michael Marchand, 5791 Melling Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of « Donaldi Fashions Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 372 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o 1373-1971

Draperies décor service Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Lanthier, janitor, 811 de l'Épée, Apt. 4, Montreal, Lise Lanthier, interior decorator, wife of Jean-Pierre Denis, 1310 Castelnau, Douville, Lucien Lanthier, interior decorator, and Olive Castonguay, housewife, wife of the said Lucien Lanthier, the latter two of 12062 Laurier, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of draperies, novelties, rugs and all other goods and accessories which can be used for home and industrial purposes, under the name of « Draperies décor service Québec inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2320 Sainte-Anne Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146 1214-1971

Jack Dunn Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Dunn, operator, 265 Sheraton Drive, Montreal West, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Lawrence Diner, 4085 Harvard Avenue, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of « Jack Dunn Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o 1196-1971

Duocon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de février 1971, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Joel Pinsky, 69, Downshire, et Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, ces deux derniers de Hampstead, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir conseillers, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Duocon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1184-1971

Duocon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Joel Pinsky, 69 Downshire, and Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, the latter two of Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as consultants, builders and contractors, under the name of "Duocon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1184-1971

Elegant Lady Originals Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Maurice Trager, gérant de bureau, 253, Westminster, Montréal-Ouest, Norman Souaid, 511, rue LeRoyer, Saint-Lambert, Herbert Clements Salmon, 3524, Northcliffe, Montréal, et Henry Trenholme Findlay, 611, Landsdowne, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toile, coton, laine, laine peignée et autres substance fibreuses, sous le nom de « Elegant Lady Originals Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 40, rue Molière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146

1267-1971

Elegant Lady Originals Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Trager, office manager, 253 Westminster, Montreal West, Norman Souaid, 511 LeRoyer Street, Saint-Lambert, Herbert Clements Salmon, 3524 Northcliffe, Montreal, and Henry Trenholme Findlay, 611 Landsdowne, Westmount, the latter three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in linen, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, under the name of "Elegant Lady Originals Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 40 Molière Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

1267-1971

Engel-Rubin Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Abram Engelsberg, marchand, 7461, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, Jack Boidman, 6505, chemin de la Côte Saint-Luc, et Stanley Wax, 6875, avenue Fielding, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de meubles modernes et anciens, ameublements de maison, peintures, argenterie, verrerie, poterie, articles et fantaisies d'art, sous le nom de « Engel-Rubin Ltd. », avec un capital

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abram Engelsberg, merchant, 7461 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, Jack Boidman, 6505 Côte Saint-Luc Road, and Stanley Wax, 6875 Fielding Avenue, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in modern and antique furniture, house furnishings, pictures, silverware, glassware, pottery, art goods and novelties, under the name of "Engel-Rubin Ltd.", with a total capital

Engel-Rubin Ltd.

total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6937, avenue Fielding, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1465-1971

Enrico New and Used Auto Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1971, constituant en corporation: Antonio Devito, hôtelier, 208, Bord du Lac, Pointe-Claire, Céline Lauzon, commerçante, fille majeure, et Marcel Dagenais, vendeur, ces deux derniers de 35, Bourget, Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles neuves et usagées, sous le nom de « Enrico New and Used Auto Sales Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7690, rue Lemas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146-o

604-1971

Les entreprises Beaudelles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Georges Cliche, stagiaire, 1020, 7e Rue, Lina Ouellette, épouse de Jean-Claude Ouellette, 134, Villeneuve, et Nicole Walosik, épouse de Henry Walosik, 155-B, Laurier, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les entreprises Beaudelles inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146-o

1428-1971

Entreprises Lucardie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lucien Savard, soudeur, Rita Tremblay, ménagère, épouse dudit Lucien Savard, tous deux de 359, Savard, Pierre Savard, 369, Côte de la Réserve, tous trois de Chicoutimi, Denis Tremblay, 222, Constantin, tous deux commis, et Ghislain Lépine, chef de

stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6937 Fielding Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1465-1971

Enrico New and Used Auto Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonio Devito, innkeeper, 208 Bord du Lac, Pointe-Claire, Céline Lauzon, trader, spinster of the full age of majority, and Marcel Dagenais, salesman, the latter two of 35 Bourget, Sainte-Geneviève, for the following purposes:

To deal in new and used automobiles, under the name of "Enrico New and Used Auto Sales Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7690 Lemas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

604-1971

Les entreprises Beaudelles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Cliche, articulated student, 1020, 7th Street, Lina Ouellette, wife of Jean-Claude Ouellette, 134 Villeneuve, and Nicole Walosik, wife of Henry Walosik, 155-B Laurier, the latter two secretaries, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Les entreprises Beaudelles inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 60,000 common shares of \$1 each and 40,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1428-1971

Entreprises Lucardie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Savard, welder, Rita Tremblay, housewife, wife of the said Lucien Savard, both of 359 Savard, Pierre Savard, 369 Côte de la Réserve, all three of Chicoutimi, Denis Tremblay, 222 Constantin, both clerks, and Ghislain Lépine, head of department, 240

département, 240, St-Éphrem, ces deux derniers de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Entreprises Lucardie inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1150-1971

Expo aluminium inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Chantal Sévigny, 683, Charles Lussier, Boucherville, Manon Reney, 3550, Joliette, et Mariel Desmarreau, 4522, Duquesne, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Expo aluminium inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1272-1971

F.R. Construction (Benevento) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Augusto Recine, 6775, de Gaspé, Nicola Santoro, 6766, de Gaspé, tous deux journaliers, et Cosimo Zotti, briqueteur, 6349, de Gaspé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneur et constructeur, sous le nom de « F.R. Construction (Benevento) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6349, de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

471-1971

Le fleuriste Opéra Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Françoise Gendron, secrétaire, épouse de René Gendron, 415, 13^e Rue, Laval, Gilles Blondin,

Saint-Éphrem, the latter two of Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Entreprises Lucardie inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1150-1971

Expo aluminium inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Chantal Sévigny, 683 Charles Lussier, Boucherville, Manon Reney, 3550 Joliette, and Mariel Desmarreau, 4522 Duquesne, the latter two of Montreal, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles made, in whole or in part, out of metal or wood, under the name of "Expo aluminium inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1272-1971

F.R. Construction (Benevento) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Augusto Recine, 6775 de Gaspé, Nicola Santoro, 6766 de Gaspé, both labourers, and Cosimo Zotti, brick layer, 6349 de Gaspé, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractor and builder, under the name of "F.R. Construction (Benevento) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6349 de Gaspé, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

471-1971

Le fleuriste Opéra Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Gendron, secretary, wife of René Gendron, 415, 13th Street, Laval, Gilles Blondin,

commerçant, 8191, rue St-Hubert, et Daniel Grégoire, vendeur, 65, rue Sherbrooke est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Le fleuriste Opéra ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8191, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
354-1971

40146-0

**Fleuriste Rouillard inc.
Rouillard Florist Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Michel Rouillard, 562, Allen, Jean-Paul Rouillard, tous deux fleuristes, et Jacqueline Choquette, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Rouillard, ces deux derniers de 211, 9e Avenue sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Rouillard inc. — Rouillard Florist Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 35, Wellington sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146-0

942-1971

Galaxy Mining Resources Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Michel Duranceau, 5775, Darlington, tous deux de Montréal, tous trois avocats, Jocelyne Villemure, épouse de Pierre-Paul White, 265, Garden-ville, et Françoise Brais, fille majeure, 444, Saint-Alexandre, ces deux dernières secrétaires, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration pour trouver des mines et des minéraux, sous le nom de « Galaxy Mining Resources Limited », avec un capital divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 612 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 703, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146

1599-1971

trader, 8191 Saint-Hubert Street, and Daniel Grégoire, salesman, 65 Sherbrooke Street East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed-growers, under the name of "Le fleuriste Opéra ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8191 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

354-1971

**Fleuriste Rouillard inc.
Rouillard Florist Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Rouillard, 562 Allen, Jean-Paul Rouillard, both florists, and Jacqueline Choquette, housewife, wife of the said Jean-Paul Rouillard, the latter two of 211, 9th Avenue South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Fleuriste Rouillard inc. — Rouillard Florist Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 35 Wellington South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

942-1971

Galaxy Mining Resources Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Michel Duranceau, 5775 Darlington, both of Montreal, all three lawyers, Jocelyne Villemure, wife of Pierre-Paul White, 265 Garden-ville, and Françoise Brais, fille majeure, 444 St. Alexandre, the latter two secretaries, of Longueuil, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Galaxy Mining Resources Limited", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 612 St. James Street West, suite 703, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-0

1599-1971

Galerie d'Art Longueuil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Gohier, 12457, Bergerac, Pierrefonds, Paul Viens, 1670, Bizet, Laval, tous deux administrateurs, et Viateur Héroux, comptable, 7095, Lisieux, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter une galerie d'art, sous le nom de « Galerie d'Art Longueuil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1399-1971

**Jean Gauthier Management Consultant Inc.
Jean Gauthier conseiller en administration inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Gauthier, conseiller en administration, 7627, Montbrun, Saint-Léonard, Michel Gauthier, ingénieur, 11460, Pelletier, Montréal-Nord, et Yves Gauthier, étudiant, 396, Sicard, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers et experts en sciences industrielles et dans l'administration de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « Jean Gauthier Management Consultant Inc.— Jean Gauthier conseiller en administration inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1190-1971

Gered Tube and Core Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Sjoerd H. G. Van Den Winkel, administrateur, Catharina R. Verwoerd, ménagère, épouse dudit Sjoerd H. G. Van Den Winkel, tous deux du 35, 56^e Avenue, Lachine, Janice Collette, secrétaire, épouse de Donald McGregor, 8692, Viau, Saint-Léonard, et Eddy E. De Vos, manufacturier, 230 Lakeshore Drive, Dorval, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de contenants, boîtes, canettes, sacs, matériel d'entrepôt, matériel d'emballage et d'expédition, sous le nom de « Gered Tube and Core Inc. », avec un capital total

Galerie d'Art Longueuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Gohier, 12457 Bergerac, Pierrefonds, Paul Viens, 1670 Bizet, Laval, both administrators, and Viateur Héroux, accountant, 7095 Lisieux, Saint-Léonard, for the following purposes:

To operate an art gallery, under the name of "Galerie d'Art Longueuil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1399-1971

**Jean Gauthier Management Consultant Inc.
Jean Gauthier conseiller en administration inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gauthier, management consultant, 7627 Montbrun, Saint-Léonard, Michel Gauthier, engineer, 11460 Pelletier, Montreal North, and Yves Gauthier, student, 396 Sicard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Jean Gauthier Management Consultant Inc.— Jean Gauthier conseiller en administration inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1190-1971

Gered Tube and Core Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sjoerd H. G. Van Den Winkel, executive, Catharina R. Verwoerd, housewife, wife of the said Sjoerd H. G. Van Den Winkel, both of 35, 56th Avenue, Lachine, Janice Collette, secretary, wife of Donald McGregor, 8692 Viau, Saint-Léonard, and Eddy E. De Vos, manufacturer, 230 Lakeshore Drive, Dorval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of containers, boxes, cans, bags, storage equipment, packaging and Packaging materials, under the name of "Gered Tube and Core Inc.", with a total capital stock of \$40,000,

de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de la série « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de la série « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1504-1971

Gimaco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956, Fréchette, et Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, distribuer, et transporter des produits de toutes sortes et plus spécifiquement, des produits pharmaceutiques, sous le nom de « Gimaco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions classe « A » de \$100 chacune et en 100 actions classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

3174-1970

Girard & Laferté ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Paillé, mécanicien, 2429, de Ramesay, Michel Girard, 1831, La Jonquière, et Jean-Guy Laferté, 1315, 1re Rue, ces deux derniers commerçants, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile, essence, combustibles, lubrifiants et tous autres sous-produits et dérivés du pétrole, sous le nom de « Girard & Laferté ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1831, La Jonquière, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

1403-1971

Golden Caterers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant

divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each, 10,000, class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 20,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1504-1971

Gimaco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956 Fréchette, and Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, distribute and transport products of all kinds, and specifically pharmaceuticals, under the name of "Gimaco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 class "A" shares of \$100 each and 100 class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

3174-1970

Girard & Laferté ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Paillé, mechanic, 2429 de Ramesay, Michel Girard, 1831 La Jonquière, and Jean-Guy Laferté, 1315, 1st Street, the latter two traders, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in oil, gas, fuel, lubricants and all other oil by-products and derivatives, under the name of "Girard & Laferté ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1831 La Jonquière, Trois-Rivières, judicial district of Three-Rivers.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

1403-1971

Golden Caterers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Aaron Adler, 2300, rue Beaudet, Saint-Laurent, Phil Goldenberg, et Shirley Goldenberg, épouse dudit Phil Goldenberg, ces deux derniers du 1484, Louis-Crescent, Laval, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

S'établir d'une façon générale comme traiteurs d'aliments préparés conformément à la loi juive et pourvoyeurs d'aliments et de boissons de toutes sortes, sous le nom de « Golden Caterers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 805, Gougeon, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1420-1971

Emery Gregus inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de février 1971, constituant en corporation: Doris Goldman, secrétaire, épouse de Normand Chazonoff, 1412, Elizabeth, Laval, Emery Gregus, opticien d'ordonnance, et Eva Blum, ménagère, épouse dudit Emery Gregus, ces deux derniers du 5703, Parkhaven, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

S'établir rémouleurs et fabricants de verres et de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Emery Gregus inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions de la série « A » de \$1 chacune, 10,000 actions de la série « B » de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées de la série « A » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de la série « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4933 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

717-1971

Howco Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, Stanley Wax, 6875, Fielding, app. 10, Montréal, et Jack Boidman, 6505, Côte Saint-Luc, app. 902, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, de placement, de construction et d'immeuble, sous le nom de « Howco Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées de la série « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de la série « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

rating: Aaron Adler, 2300 Beaudet Street, Saint-Laurent, Phil Goldenberg, and Shirley Goldenberg, wife of the said Phil Goldenberg, the latter two of 1484 Louis-Crescent, Laval, all three executives, for the following purposes:

To carry on business generally as kosher caterers, and purveyors, of food and drinks of every nature, under the name of « Golden Caterers Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 805 Gougeon, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1420-1971

Emery Gregus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Doris Goldman, secretary, wife of Normand Chazonoff, 1412 Elizabeth, Laval, Emery Gregus, dispensing optician, and Eva Blum, housewife, of the said Emery Gregus, the latter two of 5703 Parkhaven, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the general business of grinders and manufacturers of glass into lenses of all kinds, under the name of « Emery Gregus inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class « A » shares of \$1 each, 10,000 class « B » shares of \$1 each, 10,000 class « A » preferred shares of \$1 each and 10,000 class « B » preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4933 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

717-1971

Howco Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, Stanley Wax, 6875 Fielding, Apt. 10, Montreal, and Jack Boidman, 6505 Côte Saint-Luc, Apt. 902, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, investment, construction and real estate company, under the name of « Howco Corp. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each, 5,000 class « A » preferred shares of the par value of \$1 each and 30,000 class « B » preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146

1433-1971

Iberville Investigations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, avenue Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, Lorne H. Marchand, 3455, place Decelles, app. 312, tous trois avocats, et Susan Yanow, secrétaire, fille majeure, 4921, Glencairn, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un service privé de sécurité et d'enquête pour le compte de personnes, de corporations, d'associations et de gouvernements, sous le nom de « Iberville Investigations Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$2 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40146

2353-1970

Les immeubles Évasion de Bromont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Denis Tessier, 90, Albert, Granby, Jean Lapierre, tous deux techniciens, et Marc Lapierre, spécialiste, ces deux derniers de Brome, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les immeubles Évasion de Bromont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o

862-1971

Imprimerie A B M Cie Itée
A B M Printing Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de février 1971, constituant en corporation: Gérald Marcotte, lithographe, 2215, Marc, Denyse Huguet, secrétaire, fille majeure, 233, Lafayette, tous deux de Laval, et Jehan Perdriau, avocat, 2113, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1433-1971

40146-o

Iberville Investigations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, Lorne H. Marchand, 3455 Decelles Place, Apt. 312, all three advocates, and Susan Yanow, secretary, spinster, 4921 Glencairn, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a private investigation and security service for persons, corporations, associations and governments of every nature and kind, under the name of "Iberville Investigations Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

2353-1970

Les immeubles Évasion de Bromont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Tessier, 90 Albert, Granby, Jean Lapierre, both technicians, and Marc Lapierre, specialist, the latter two of Brome, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les immeubles Évasion de Bromont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
862-1971

40146

Imprimerie A B M Cie Itée
A B M Printing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Marcotte, lithographer, 2215 Marc, Denyse Huguet, secretary, spinster of the full age of majority, 233 Lafayette, both of Laval, and Jehan Perdriau, advocate, 2113 Jean-Talon East, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces connexes, sous le nom de « Imprimerie A B M Cie Itée — A B M Printing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 736, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

638-1971

Intergesco Holding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Micheline Giroux, secrétaire, fille majeure, 6, 101^e Rue, Montmorency, Bernard Dufour, chauffeur, 463, avenue Royale, Beauport, et René Dufour, représentant commercial, 2301, Deblois, suite 7, Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Intergesco Holding Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2301, Deblois, suite 7, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

1578-1971

Modern Crane & Transport Service Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Roy F. Potts, courtier en équipement, Gladys Whales, ménagère, épouse dudit Roy F. Potts, tous deux du 848, avenue Egan, Verdun, et John Whales, retraité, 1181, boulevard Duhamel, Pincourt, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de machinerie et de matériel de toutes sortes servant dans la construction; de machinerie servant au déplacement et au transport de terre; de grues, camions, tracteurs, remorques et bulldozers, ainsi que des accessoires et pièces qui s'y rattachent, sous le nom de « Modern Crane & Transport Service Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 848, avenue Egan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40146

5049-1970

To carry on business as printers, publishers, paper-makers, lithographers, engravers, binders, booksellers, type-founders and to deal in other related businesses, under the name of "Imprimerie A B M Cie Itée — A B M Printing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 736 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

638-1971

Intergesco Holding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Giroux, secretary, spinster of the full age of majority, 6, 101st Street, Montmorency, Bernard Dufour, chauffeur, 463 Royale Avenue, Beauport, and René Dufour, commercial representative, 2301 Deblois, Suite 7, Giffard, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Intergesco Holding Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of \$25 each.

The head office of the company is at 2301 Deblois, Suite 7, Giffard, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

1578-1971

Modern Crane & Transport Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roy F. Potts, equipment broker, Gladys Whales, housewife, wife of the said Roy F. Potts, both of 848 Egan Avenue, Verdun, and John Whales, retired, 1181 Duhamel Boulevard, Pincourt, for the following purposes:

To manufacture and deal in construction machinery and equipment of all types, earth moving machinery and equipment of all types, cranes, trucks, tractors, trailers, bulldozers, as well as parts and accessories pertaining thereto, under the name of "Modern Crane & Transport Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 848 Egan Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

5049-1970

Les jardins Duvernal ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Aaron Pollack, 900, Rockland, tous deux d'Outremont, et Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les jardins Duvernal ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 1037-1971

Jelly Bean Slacks Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Richard McConomy, stagiaire, 4790, Côte des Neiges, app. 7, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Polisenio, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières filles majeures, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un grand magasin, sous le nom de « Jelly Bean Slacks Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 1130-1971

K. G. M. Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Edward Gilmartin, 382, Frontenac, Châteauguay, Lois Carol Murphy, 19, Upper Trafalgar Square, Montréal, et Vincent Joseph Kirby, 50, chemin White Oak, Dollard-des-Ormeaux, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

S'établir investisseurs, capitalistes, financiers, courtiers et agents, sous le nom de « K. G. M. Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$1 chacune et 394 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1500, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 1299-1971

Les jardins Duvernal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Aaron Pollack, 900 Rockland, both of Outremont, and Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les jardins Duvernal ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o 1037-1971

Jelly Bean Slacks Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-E. Boisvert, advocate, 4976 Glencairn, Richard McConomy, articulated student at law, 4790 Côte des Neiges, Apt. 7, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Polisenio, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Jelly Bean Slacks Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o 1130-1971

K. G. M. Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Gilmartin, 382 Frontenac, Châteauguay, Louis Carol Murphy, 19 Upper Trafalgar Square, Montreal, and Vincent Joseph Kirby, 50 White Oak Road, Dollard-des-Ormeaux, all three executives, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents, under the name of "K. G. M. Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$1 each and 394 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1500 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o 1299-1971

Kanas Development Company Ltd.
La compagnie d'aménagement Kanas Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Arthur H. Steckler, avocat, 4665, rue Bouchette, Joseph Benny Kastner, comptable, 3775, de la Peltrie, et Lucille Matte, secrétaire, fille majeure, 7094, 14^e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, sous le nom de « Kanas Development Company Ltd. — La compagnie d'aménagement Kanas Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 210 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146

5564-1970

Kefalonia Vending Machine Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gerasimos Voutsinas, 6970, Wiseman, app. 7, Tom Eliotoulos, 6950, Stuart, app. 6, et Helen Moraitis, fille majeure, 7594, Birman, app. 6, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de machines servant à la vente de produits liquides, bonbons, confiserie, tabacs, aliments et produits laitiers et autres produits de toutes sortes, sous le nom de « Kefalonia Vending Machine Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146

1423-1971

Kiddie Kobbler (Place Cartier) Limited
Kiddie Kobbler (Place Cartier) limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de février 1971, constituant en corporation: Daniel Trottier, gérant, Richard Trottier, tous deux du 10, Firwood Crescent, et Jack Krane, 426, avenue Briar, ces deux derniers marchands, tous trois d'Ottawa, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bottes, chaussures, mitaines, gants et autres articles de cuir de toutes sortes, sous le nom de « Kiddie Kobbler (Place Cartier) Limited — Kiddie Kobbler (Place Cartier) limitée », avec un

Kanas Development Company Ltd.
La compagnie d'aménagement Kanas Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur H. Steckler, attorney, 4665 Bouchette Street, Joseph Benny Kastner, accountant, 3775 de la Peltrie, and Lucille Matte, secretary, spinster, 7094, 14th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Kanas Development Company Ltd. — La compagnie d'aménagement Kanas Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 210 St. James Street West, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-o

5564-1970

Kefalonia Vending Machine Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerasimos Voutsinas, 6970 Wiseman, # 7, Tom Eliotoulos, 6950 Stuart, #6, and Helen Moraitis, spinster, 7594 Birman, #6, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines for the vending of liquid products, candy, confectionery, tobacco products, food and dairy products and all other products of any kind, under the name of "Kefalonia Vending Machine Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o

1423-1971

Kiddie Kobbler (Place Cartier) Limited
Kiddie Kobbler (Place Cartier) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Trottier, manager, Richard Trottier, both of 10 Firwood Crescent, and Jack Krane, 426 Briar Avenue, the latter two merchants, all three of Ottawa, for the following purposes:

To deal in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds, under the name of "Kiddie Kobbler (Place Cartier) Limited — Kiddie Kobbler (Place Cartier) limitée", with a total capital stock of

capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1239-1971

Lakeshore Chapter (K-81) S.P.E.B.S.Q.S.A. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Dougals Allan, représentant des ventes, 38, chemin Lakeview, Baie d'Urfé, Denis Chopping, gérant, 105, Ivanhoe Crescent, Arnold Burt, commis, 104, avenue Parkdale, tous deux de Pointe-Claire, et Frank Andrews, comptable, 502, Oakville Circle, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager l'harmonie vocale de même que la camaraderie parmi les membres de l'association, sous le nom de « Lakeshore Chapter (K-81) S.P.E.B.S.Q.S.A. Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Fairview Chalet, Blue Haven Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

30-1971

Luc Lanthier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Guy Bourgeault, 1205, Montpellier, Laval, Gaëtan Rousseau, tous deux électriciens, et Jean-Marie Rousseau, pompier, ces deux derniers de 6607, des Écores, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Luc Lanthier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé de 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6735, 2e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

428-1971

Laval Quality Bakery, Pastry & Delicatessen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, tous deux avocats, et Grace Blackett, secrétaire, fille

\$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1239-1971

Lakeshore Chapter (K-81) S.P.E.B.S.Q.S.A. Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Douglas Allan, sales representative, 38 Lakeview Road, Baie-d'Urfé, Denis Chopping, manager, 105 Ivanhoe Crescent, Arnold Burt, clerk, 104 Parkdale Avenue, both of Pointe-Claire, and Frank Andrews, accountant, 502 Oakville Circle, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To promote and encourage vocal harmony and good fellowship among its members, under the name of "Lakeshore Chapter (K-81) S.P.E.B.S.Q.S.A. Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation is at Fairview Chalet, Blue Haven Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

30-1971

Luc Lanthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bourgeault, 1205 Montpellier, Laval, Gaëtan Rousseau, both electricians, and Jean-Marie Rousseau, fireman, the latter two of 6607 des Écores, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Luc Lanthier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6735, 2nd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

428-1971

Laval Quality Bakery, Pastry & Delicatessen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, both advocates, and Grace Blackett, secretary, spinster, all

majeure, tous trois de 1, place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de biscuits, pain, gâteaux, produits laitiers, confiserie, et charcuterie, sous le nom de « Laval Quality Bakery, Pastry & Delicatessen Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1181-1971

40146

Lexpar Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Sydney Phillips, 5616, Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750, avenue Smart, tous deux de Côte Saint-Luc, George A. Bey, 746, Upper Belmont, Westmount, et Laizer Sirota, 2475, Major, Saint-Laurent, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et experts en gestion et placement auprès de toute personne, société, corporation, institution ou organisme, sur le plan local, national ou international, sous le nom de « Lexpar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1424-1971

40146

Marbru Management Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Simon Venne, avocat, 3, Westmount, Square, Westmount, Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, Montréal, et Madeleine Labelle, 617, Oak, Saint-Lambert, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement et de gestion, sous le nom de « Marbru Management Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

1569-1971

40146

three of 1 Place Ville-Marie, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of biscuits, breads, cakes, dairy confectionery and delicatessen products, under the name of "Laval Quality Bakery, Pastry & Delicatessen Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1181-1971

40146-o

Lexpar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney Phillips, 5616 Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750 Smart Avenue, both of Côte Saint-Luc, George A. Bey, 746 Upper Belmont, Westmount, and Laizer Sirota, 2475 Major, Saint-Laurent, all four attorneys, for the following purposes:

To act as management and investment consultants and advisors to any person, firm, corporation, institution or organization, whether local, national or international, under the name of "Lexpar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1424-1971

40146-o

Marbru Management Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Venne, lawyer, 3 Westmount Square, Westmount, Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, Montreal, and Madeleine Labelle, 617 Oak, Saint-Lambert, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and management company, under the name of "Marbru Management Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

1569-1971

40146-o

Masyel Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: Peter C. Casey, 453, Grosvenor, Westmount, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, et Jean Lefrançois, 41, Morrison, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Masyel Itée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 9,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

1453-1971

Meteco Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: Lorne G. Hart, optométriste, 2147, Scott, Saint-Laurent, Marguerite Pinder, épouse de John Pinder, 45, Cedar Crescent, et Ellen Kowal, épouse divorcée de Léo Kowal, 63, avenue Saint-Louis, ces deux dernières secrétaires, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pièces, accessoires, outils, appareils, lubrifiants, ciment, dissolutions et instruments utilisés pour les automobiles, sous le nom de « Meteco Enterprises Ltd. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 13073 ouest, boulevard Gouin, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146

846-1971

Mobile Maintenance (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation: Bruce Zikman, constructeur, 5706, Kingsley, Solly Zikman, administrateur, 7460, Kingsley, tous deux de Côte Saint-Luc, et Lise Gauthier, secrétaire, fille majeure, 7650, Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise de nettoyage par la vapeur et de toute autre sorte de nettoyage, sous le nom de « Mobile Maintenance (Québec) Inc. », avec un ca-

Masyel Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter C. Casey, 453 Grosvenor, Westmount, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, and Jean Lefrançois, 41 Morrison, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Masyel Itée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 9,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

1453-1971

Meteco Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lorne G. Hart, optometrist, 2147 Scott, Saint-Laurent, Marguerite Pinder, wife of John Pinder, 45 Cedar Crescent, and Ellen Kowal, divorced wife of Léo Kowal, 64 St. Louis Avenue, the latter two secretaries, of Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobile parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "Meteco Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 13073 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

846-1971

Mobile Maintenance (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruce Zikman, builder, 5706 Kingsley, Solly Zikman, executive, 7460 Kingsley, both of Côte Saint-Luc, and Lise Gauthier, secretary, spinster, 7650 Pie IX, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of steam cleaning and any and all other kinds of cleaning, under the name of "Mobile Maintenance (Québec) Inc.", with a total

pital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1176-1971

Modern Demolition Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Franciosi Lionelo, 7456, Marquette, Montréal, Giovanni Genio, tous deux administrateurs, et Josephine Ruscito, ménagère, épouse dudit Giovanni Genio, ces deux derniers du 899, Beauregard, Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise générale de travaux par contrats, sous le nom de « Modern Demolition Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2225, rue Saint-Jean La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146

752-1971

Motel Quinze inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marc Boily, 1460, Charles-Huot, Sillery, Étienne Cliche, 2105, Banville, Québec, et Gilles Kelly, 1413, boulevard Jean-Talon, Orsainville, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Motel Quinze inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146-o

1449-1971

Norcrystal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Dionne, 202, Cartier, André Gauthier, et Jean-Claude Pépin, ces deux derniers de 899, Bourgeois, tous trois avocats, de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou

capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1176-1971

Modern Demolition Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Franciosi Lionelo, 7456 Marquette, Montreal, Giovanni Genio, both executives, and Josephine Ruscito, housewife, wife of the said Giovanni Genio, the latter two of 899 Beauregard, Longueuil, for the following purposes:

To carry on and conduct a general contracting business, under the name of "Modern Demolition Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2225 St-Jean Street, La Prairie, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

752-1971

Motel Quinze inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Boily, 1460 Charles-Huot, Sillery, Étienne Cliche, 2105 Banville, Québec, and Gilles Kelly, 1413 Jean-Talon Boulevard, Orsainville, all three accountants, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Motel Quinze inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1449-1971

Norcrystal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Dionne, 202 Cartier, André Gauthier, and Jean-Claude Pépin, the latter two of 899 Bourgeois, all three advocates of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles manufactured in whole or in part in metal or wood,

bois, sous le nom de « Norcristal inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riève.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 1459-1971

Pamabu Importing-Exporting Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Luciano Cerri, vendeur, 7169, Christophe-Colomb, app. 7, Montréal, Vincenzo Cavallo, marchand, 5265, boulevard Robert, Saint-Léonard, et Vincenzo Palumbo, commis, 6007, Renoir, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

L'importation, l'exportation, l'achat, la vente et la distribution de vêtements tels que chemises, cravates, chaussettes et sous-vêtements pour hommes et pour femmes, sous le nom de « Pamabu Importing-Exporting Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146 1648-1971

**Les pantalons Élysée inc.
Élysée Pants Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1971, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat, 5034, avenue Grosvenor, Jeannine Tellier, épouse de Fernand Tellier, 6626, rue Hurteau, tous deux de Montréal, et Heather Dufour, épouse de William Dufour, 95, Crescent, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « Les pantalons Élysée inc.—Élysée Pants Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 663-1971

Roger Paradis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

under the name of "Norcristal inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Haute-riève.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146 1459-1971

Pamabu Importing-Exporting Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luciano Cerri, salesman, 7169 Christophe-Colomb, #7, Montreal, Vincenzo Cavallo, merchant, 5265 Robert Boulevard, Saint-Léonard, and Vincenzo Palumbo, clerk, 6007 Renoir, Montreal North, for the following purposes:

To carry on the business of importing, exporting, buying, selling and distributing of wearing apparel such as, shirts, ties, socks and underwear for men and women, under the name of "Pamabu Importing-Exporting Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o 1648-1971

**Les pantalons Élysée inc.
Élysée Pants Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold S. Freeman, advocate, 5034 Grosvenor Avenue, Jeannine Tellier, wife of Fernand Tellier, 6626 Hurteau Street, both of Montreal, and Heather Dufour, wife of William Dufour, 95 Crescent, Deux-Montagnes, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Les pantalons Élysée inc.—Élysée Pants Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o 663-1971

Roger Paradis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 18^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Martel, comptable, 9060, rue Louis-Veillot, Charlesbourg, Roger Paradis, entrepreneur, et Marie-Claire Plante, ménagère, épouse dudit Roger Paradis, ces deux derniers de 43, Côte des Érables, Charlesbourg-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roger Paradis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
1309-1971

40146-o

Park Royal Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: George Friedman, 5761, Honoré de Balzac, app. 1210, Côte Saint-Luc, Harold Brand, tous deux vendeurs, Irene Levay, ménagère, épouse dudit Harold Brand, tous deux du 4850, avenue Bourret, app. 105, et Jacob Friedman, constructeur, 3194, avenue Kent, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, sous le nom de « Park Royal Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 4,000 actions privilégiées de la série « A » de \$1 chacune et 3,200 actions privilégiées de la série « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
1435-1971

40146

Park Warehouse Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, chemin de la Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5400, chemin du Prince of Wales, tous deux de Montréal, et Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir entrepositaires, déménageurs, magasiniers, emballeurs et transporteurs de marchandises et objets de toutes descriptions, y compris les objets en douane et produits du marché, sous le nom de « Park Warehouse Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Martel, accountant, 9060 Louis-Veillot Street, Charlesbourg, Roger Paradis, contractor, and Marie-Claire Plante, housewife, wife of the said Roger Paradis, the latter two of 43 Côte des Érables, Charlesbourg-West, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Roger Paradis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Charlesbourg, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1309-1971

40146

Park Royal Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Friedman, 5761 Honoré de Balzac, Apt. 1210, Côte Saint-Luc, Harold Brand, both salesmen, Irene Levay, housewife, wife of the said Harold Brand, both of 4850 Bourret Avenue, Apt. 105, and Jacob Friedman, builder, 3194 Kent Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Park Royal Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each, 4,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,200 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1435-1971

40146-o

Park Warehouse Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc Road, Robert Lefcort, 5400 Prince of Wales Road, both of Montreal, and Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as warehousemen, removers, storers, packers and carriers of property and goods of every description, including bonded and field warehousing, under the name of "Park Warehouse Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1177-1971

40146

Au Pied de Cochon (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marie-Lucille-Thérèse Phaneuf, ménagère, veuve de Ernest Phaneuf, 7851, Curé Clermont, Anjou, Joseph-André-Bernard Phaneuf, restaurateur, 3250, Forest Hill, app. 1508, et Jean-Thomas Vien, avocat, 1100, McGregor, app. 1409, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, sous le nom de « Au Pied de Cochon (1971) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1490-1971

40146-o

D. Poirier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: Denis Poirier, entrepreneur-peintre, Francine Lefebvre, secrétaire, épouse dudit Denis Poirier, tous deux de 6366, Mazarin, et Roger Durocher, vendeur, 1742, Allard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en entretien général, sous le nom de « D. Poirier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6366, rue Mazarin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1383-1971

40146-o

Pollack Travel Agency Inc. Agence de voyage Pollack inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Murray Lapin, 167, chemin Edgehill, Westmount, Norman May, 37, Aldred Crescent, Hampstead, et Stephen Harper, 1212 ouest, avenue des Pins, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1177-1971

40146-o

Au Pied de Cochon (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Lucille-Thérèse Phaneuf, housewife, widow of Ernest Phaneuf, 7851 Curé Clermont, Anjou, Joseph-André-Bernard Phaneuf, restaurateur, 3250 Forest Hill, Apt. 1508, and Jean-Thomas Vien, advocate, 1100 McGregor, Apt. 1409, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, under the name of "Au Pied de Cochon (1971) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1490-1971

40146

D. Poirier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Poirier, painting contractor, Francine Lefebvre, secretary, wife of said Denis Poirier, both of 6366 Mazarin, and Roger Durocher, salesman, 1742 Allard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general maintenance contractors, under the name of "D. Poirier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6366 Mazarin Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1383-1971

40146

Pollack Travel Agency Inc. Agence de voyage Pollack inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Lapin, 167 Edgehill Road, Westmount, Norman May, 37 Aldred Crescent, Hampstead, and Stephen Harper, 1212 Pine Avenue West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Etablir et diriger une agence de voyages et de location de billets, sous le nom de « Pollack Travel Agency Inc.—Agence de voyage Pollack inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 750 est, boulevard Charest, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

40146

1500-1971

Province of Québec Field Hockey Federation La Fédération de hockey sur gazon de la Province de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rowland Stokes-Rees, retraité, 3010, Le Boulevard, app. A-12, Westmount, Alan Reynolds, dessinateur de modèles en génie, 2389, rue Lise, Lasalle, et François Godbout, avocat, 51, Place Carillon, Laval, pour les objets suivants:

Encourager et donner de l'expansion au hockey sur gazon sur le plan amateur dans la province de Québec, sous le nom de « Province of Québec Field Hockey Federation — La Fédération de hockey sur gazon de la Province de Québec ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1700-1970

Provincial Erectors Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Paradis, 166, Mozart est, Montréal, Philippe Paradis, 1631, rue Chopin, et Guy Comtois, 467, Marconi, ces deux derniers de Laval, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Provincial Erectors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 467, rue Marconi, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1444-1971

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau, under the name of "Pollack Travel Agency Inc.—Agence de voyage Pollack inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 750 Charest Boulevard East, Québec, judicial district of Québec.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-o

1500-1971

Province of Québec Field Hockey Federation La Fédération de hockey sur gazon de la Province de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rowland Stokes-Rees, retired, 3010 The Boulevard, Apt. A-12, Westmount, Alan Reynolds, engineering designer, 2389 Lise Street, Lasalle, and François Godbout, lawyer, 51 Place Carillon, Laval, for the following purposes:

To foster and develop the growth of men's amateur field hockey within the province of Québec, under the name of "Province of Québec Field Hockey Federation — La Fédération de hockey sur gazon de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

40146-o

1700-1970

Provincial Erectors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Paradis, 166 Mozart East, Montreal, Philippe Paradis, 1631 Chopin Street, and Guy Comtois, 467 Marconi, the latter two of Laval, all three constructors, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Provincial Erectors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 467 Marconi Street, Laval, judicial district of Montreal.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

40146

1444-1971

Quemar (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, André Larivière, 3101, Édouard-Montpetit, tous deux de Montréal, et Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la fabrication et la distribution de matériel relatif à la quincaillerie, la réfrigération, la climatisation de l'air, le chauffage, l'électricité, la plomberie, la filtration et d'appareils antipollution, sous le nom de « Quemar (Québec) Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1149-1971

40146

R. P. J. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Robert Vézina, conseiller en relations industrielles, Pierrette Comtois, couturière, épouse dudit Robert Vézina, Jean Vézina, étudiant, tous trois de 770, Dupré, et Pierre Vézina, pressier, 345, de Rouville, tous quatre de Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « R. P. J. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1315-1971

40146-o

Radio CFOX 1470 Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre-G. Rioux, 3644, avenue Ontario, Théodore-O. Beausoleil, 3620, avenue Ridgewood, Jean Roger, 3470, rue Stanley, David M. Doubilet, 5435, Westmore, tous les quatre de Montréal, John E. Lawrence, 61, avenue Chesterfield, Tass G. Grivakes, 500, avenue Roslyn, et A.R. Deane Nesbitt, 3269, avenue Cedar, ces trois derniers de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de radio, de télévision, et de T.S.F., postes privés et commerciaux, émetteurs et récepteurs, sous le nom de « Radio CFOX 1470 Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Quemar (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, André Larivière, 3101 Édouard-Montpetit, both of Montreal, and Irving L. Adessky, 56 Health Place, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture, distribute each and every aspect of hardware, refrigeration, air conditioning and heating, electrical, plumbing, filtration, anti-pollution and other similar, under the name of "Quemar (Québec) Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1149-1971

40146-o

R. P. J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vézina, industrial relations consultant, Pierrette Comtois, dressmaker, wife of the said Robert Vézina, Jean Vézina, student, all three of 770 Dupré, and Pierre Vézina, presser, 345 de Rouville, all four of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "R. P. J. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1315-1971

40146

Radio CFOX 1470 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-G. Rioux, 3644 Ontario Avenue, Théodore-O. Beausoleil, 3620 Ridgewood Avenue, Jean Roger, 3470 Stanley Street, David M. Doubilet, 5435 Westmore, all four of Montreal, John E. Lawrence, 61 Chesterfield Avenue, Tass G. Grivakes, 500 Roslyn Avenue, and A.R. Deane Nesbitt, 3269 Cedar Avenue, the latter three of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To operate private and commercial radio, television and wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Radio CFOX 1470 Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 203, boulevard Hymus, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146 1770-1971

Rayonier Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Piché, 8, Spring Grove Crescent, Georges Emery, 319, Willowdale, tous deux d'Outremont, et Robert Alain, 9, place Parkside, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Le commerce et l'industrie du bois, de la pulpe, du papier, de matériaux de construction, produits chimiques et produits de toutes sortes fabriqués de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Rayonier Québec Inc. », avec un capital actions divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 1405, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146 1441-1971

Restaurant Le Sieur de Lauzon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Vincent Ouellet, métallurgiste, 844, rue Commerciale, Saint-David-de-l'Auberivière, Claude Ouellet, restaurateur, et Jeannine Ouellet, ménagère, épouse dudit Claude Ouellet, ces deux derniers de 36, rue Couillard, Lauzon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Sieur de Lauzon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146-0 1597-1971

Roma construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Isidoro Russo, Guiseppe Borsellino, tous deux industriels, et Helena Saputo, ménagère, épouse dudit Guiseppe Borsellino, tous trois de 8510, 8^e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roma construction

The head office of the company is at 203 Hymus Boulevard, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-0 1770-1971

Rayonier Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Piché, 8 Spring Grove Crescent, Georges Emery, 319 Willowdale, both of Outremont, and Robert Alain, 9 Parkside Place, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood, wood pulp, paper, construction materials, chemical products and products of all kinds made from any material whatsoever, under the name of "Rayonier Québec Inc.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1405 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

40146-0 1441-1971

Restaurant Le Sieur de Lauzon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Ouellet, metallurgist, 844 Commercial Street, Saint-David-de-l'Auberivière, Claude Ouellet, restaurant keeper, and Jeannine Ouellet, housewife, wife of the said Claude Ouellet, the latter two of 36 Couillard Street, Lauzon, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Le Sieur de Lauzon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lauzon, judicial district of Québec.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146 1597-1971

Roma construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isidoro Russo, Guiseppe Borsellino, both industrialists, and Helena Saputo, housewife, wife of said Guiseppe Borsellino, all three of 8510, 8th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Roma construction inc.", with a total

inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8510, 8e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1209-1971

**S.I.M.P. Itée
S.I.M.P. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Billy Mauer, avocat, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, Herschel Gavsie, étudiant en droit, 4655, avenue Bonavista, et Susan Brickland, secrétaire, fille majeure, 5311 ouest, Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « S.I.M.P. Itée — S.I.M.P. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 80,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 28, avenue Franklin, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1134-1971

**Sabbatino Realities Ltd.
Les immeubles Sabbatino Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation: Billy Mauer, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, Murray Lapin, 167, avenue Edgemoor, Westmount, Stephen Harper, 1212 ouest, avenue des Pins, Herschel Gavsie, 4655, avenue Bonavista, tous les quatre avocats, Susan Brickland, 5311 ouest, Sherbrooke, app. 815, Dee Stanowski, 4530, Côte des Neiges, et Miriam Bernard, 2980, chemin Bedford, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, les cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Sabbatino Realities Ltd.—Les immeubles Sabbatino Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 630 ouest, boulevard Dorchester, bureau 615, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1333-1971

Salons mortuaires J.C. Filiatrault & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8510, 8th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1209-1971

**S.I.M.P. Itée
S.I.M.P. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Billy Mauer, advocate, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, Herschel Gavsie, law student, 4655 Bonavista Avenue, and Susan Brickland, secretary, spinster, 5311, Sherbrooke West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "S.I.M.P. Itée — S.I.M.P. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 80,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 28 Franklin Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1134-1971

**Sabbatino Realities Ltd.
Les immeubles Sabbatino Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Billy Mauer, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, Murray Lapin, 167 Edgemoor Avenue, Westmount, Stephen Harper, 1212 Pine Avenue West, Herschel Gavsie, 4655 Bonavista Avenue, all four advocates, Susan Brickland, 5311 Sherbrooke West, #815, Dee Stanowski, 4530 Côte des Neiges, and Miriam Bernard, 2980 Bedford Road, the latter three secretaries, spinsters, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Sabbatino Realities Ltd.—Les immeubles Sabbatino Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 615, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1333-1971

Salons mortuaires J.C. Filiatrault & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 17^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Monique Provost, secrétaire, épouse de Maurice Lévesque, 2610, rue Tadoussac, Jean Gauthier, 77, rue Meunier, et Bruno Faucher, 706, rue Lahaie, ces deux derniers notaires, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Salons mortuaires J.C. Filiatrault & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 24, rue St-Florent, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146-0

345-1971

Service Belt of Québec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Abie Shuman, fabricant, Aline Ursula Gouger, épouse dudit Abie Shuman, tous deux du 1170, rue Koman, Laval, et Rose Cherry, épouse de Joe Cherry, 4840, Édouard-Montpetit, Montréal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de ceintures, fantaisies, accessoires, vêtements et autres genres de produits, objets et articles du même genre, sous le nom de « Service Belt of Québec Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2118, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

173-1971

Shari-Todd Industries Ltd. Les industries Shari-Todd ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4957, avenue Isabella, Adele Candiotti, épouse d'Isaac Candiotti, 4891, rue Vézina, app. 20, tous deux de Montréal, Beverley Nowell, épouse de Peter Nowell, 482, rue Verchères, Greenfield Park, et Linda Grenchuk, fille majeure, 436, avenue Moffat, Verdun, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers et experts industriels, experts dans la mise sur pied et l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « Shari-Todd Industries Ltd. — Les industries Shari-Todd ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Monique Provost, secretary, wife of Maurice Lévesque, 2610, Tadoussac, Street Jean Gauthier, 77 Meunier Street, and Bruno Faucher, 706 Lahaie Street, the latter two notaries, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of « Salons mortuaires J.C. Filiatrault & fils inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 24 Saint-Florent Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

345-1971

Service Belt of Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abie Shuman, manufacturer, Aline Ursula Gouger, wife of the said Abie Shuman, both of 1170 Koman Street, Laval, and Rose Cherry, wife of Joe Cherry, 4840 Édouard-Montpetit, Montreal, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in belts, novelties, accessories, wearing apparel, and all other types of goods, products and articles, in connection therewith, under the name of « Service Belt of Québec Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2118 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-0

173-1971

Shari-Todd Industries Ltd. Les industries Shari-Todd ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 4957 Isabella Avenue, Adele Candiotti, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina Street, Apt. 20, both of Montreal, Beverley Nowell, wife of Peter Nowell, 482 Verchères Street, Greenfield Park, and Linda Grenchuk, spinster, 436 Moffat Avenue, Verdun, the latter three secretaries, for the following purposes:

To act as management consultants, industrial consultants, advisers and consultants in the establishment and operation of all kinds of businesses, under the name of « Shari-Todd Industries Ltd. — Les industries Shari-Todd ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a parvalue of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1123-1971

Sheropt Trading Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Guy-G. Gervais, 23, Lazard, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous trois de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Le commerce et l'industrie d'articles de toutes sortes et de toutes natures, sous le nom de « Sheropt Trading Limited », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 612 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 703, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

1350-1971

Société immobilière Clair-Bois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Joli-Coeur, 93, d'Auteuil, Québec, Pierre Joli-Coeur, 2025, Brûlart, et Gaétan Mathieu, 1056, Gauthier, ces deux derniers de Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille, sous le nom de « Société immobilière Clair-Bois inc. », avec un capital divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1280-1971

Le Souk Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: William Fraiberg, 1, place Parkman, Westmount, Samuel Peter Mendell, 1375, Sherwood Crescent, Mont-Royal, Édouard Walter Rubin, 4962, avenue Lacombe, et Alan Zebulon Golden, 625, rue Milton, ces deux derniers de Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et objets de toutes sortes, sous le nom de « Le Souk Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1123-1971

Sheropt Trading Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Guy-G. Gervais, 23 Lazard, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, all three of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all four lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods of every kind and nature, under the name of "Sheropt Trading Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 612 St. James Street West, Suite 703, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1350-1971

Société immobilière Clair-Bois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Joli-Coeur, 93 d'Auteuil, Québec, Pierre Joli-Coeur, 2025 Brûlart, and Gaétan Mathieu, 1056 Gauthier, the latter two of Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and holding company, under the name of "Société immobilière Clair-Bois inc.", with a capital stock divided into 60,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1280-1971

Le Souk Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Fraiberg, 1 Parkman Place, Westmount, Samuel Peter Mendell, 1375 Sherwood Crescent, Mount Royal, Édouard Walter Rubin, 4962 Lacombe Avenue, and Alan Zebulon Golden, 625 Milton Street, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise, goods and wares of all kinds, under the name of "Le Souk Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
1367-1971

40146

Tri-Har Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, Stanley Wax, 6875, Fielding, app. 10, Montréal, et Jack Boidman, 6505, Côte Saint-Luc, app. 902, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, de placement, de construction et d'immeuble, sous le nom de « Tri-Har Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées de la série « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de la série « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
1432-1971

40146

Valleyforge Scaffolding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1971, constituant en corporation: James Galileo, 1607, Massenet, Laval, Bruno Pateras, 11818, Frigon, et Yvan Macerola, 12205, Le Mesurier, ces deux derniers de Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de machines, moteurs, machinerie, outils, appareils, dispositifs, matériel, instruments, échafaudages, supports, crampons, sous le nom de « Valleyforge Scaffolding Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
1369-1971

40146

Way Ahead Corporation (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Karl Klaus Minde, psychiatre, 359, avenue Montcalm, Châteauguay, Charles Elliott Pascal, professeur, 1100, avenue McGregor, Colin Ewart Tishshaw, 3500, boulevard Décarie, tous deux de Montréal, Charlotte Weiner, épouse

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1367-1971

40146-o

Tri-Har Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, Stanley Wax, 6875 Fielding, Apt. 10, Montreal, and Jack Boidman, 6505 Côte St. Luc, Apt. 902, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, investment, construction and real estate company, under the name of "Tri-Har Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each, 5,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 30,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1432-1971

40146-o

Valleyforge Scaffolding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Galileo, 1607 Massenet, Laval, Bruno Pateras, 11818 Frigon, and Yvan Macerola, 12205 Le Mesurier, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, engines, machinery, tools, appliances, devices, equipment, implements, scaffolds, supports, clamps, under the name of "Valleyforge Scaffolding Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1369-1971

40146-o

Way Ahead Corporation (Québec) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Karl Klaus Minde, psychiatrist, 359 Montcalm Avenue, Châteauguay, Charles Elliott Pascal, professor, 1100 McGregor Avenue, Colin Ewart Tishshaw, 3500 Décarie Boulevard, both of Montreal, Charlotte Weiner, wife

d'Emmanuel Weiner, 655, avenue Marlatt, Saint-Laurent, et Mari-Ann Hjordis, épouse de Henry E. Strub, 59, avenue Colombia, Westmount, ces trois derniers professeurs, pour les objets suivants:

Établir, diriger, poursuivre et maintenir des projets, programmes et activités d'ordre familial, social, éducatif, communautaire et de production, comprenant (sans limiter ce qui précède) une maternelle, sous le nom de « Way Ahead Corporation (Québec) Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est au 59, avenue Columbia, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

40146 5139-1970

Yan Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Moshe Bendayan, bijoutier, Esther Obadia, épouse dudit Moshe Bendayan, tous deux du 174, de l'Élysée, Laval, et Alia Maman, veuve de Salomon Bendayan, 3275, Goyer, app. 5, Montréal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

S'établir bijoutiers, orfèvres, diamantaires, sertisseurs de pierres précieuses, horlogers et artisans de l'or, sous le nom de « Yan Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions de la série « A » de \$1 chacune, 10,000 actions de la série « B » de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées de la série « A » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de la série « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6363, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

40146 1516-1971

Michael Zarbatany Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Ned Zarbatany, 10349, Saint-Denis, Michael Zarbatany, tous deux hommes d'affaires, et Jean Charbonneau, ménagère, épouse de Fred Zarbatany, ces deux derniers du 601, Gounod, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers et experts industriels et experts dans l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « Michael Zarbatany Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

of Emmanuel Weiner, 655 Marlatt Avenue, Saint-Laurent, and Mari-Ann Hjordis, wife of Henry E. Strub, 59 Colombia Avenue, Westmount, the latter three teachers, for the following purposes:

To establish, conduct, maintain and carry on family, social, educational, creative and communal projects, programs and/or activities, including, without limitation to the foregoing a nursery school, under the name of "Way Ahead Corporation (Québec) Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited to \$250,000.

The head office of the corporation is at 59 Columbia Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40146-0 5139-1970

Yan Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moshe Bendayan, jeweller, Esther Obadia, wife of the said Moshe Bendayan, both of 174 de l'Élysée, Laval, and Alia Maman, widow of Salomon Bendayan, 3275 Goyer, Apt. 5, Montreal, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "Yan Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6303 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-0 1516-1971

Michael Zarbatany Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ned Zarbatany, 10349 St-Denis, Michael Zarbatany, both businessmen, and Jean Charbonneau, housewife, wife of Fred Zarbatany, the latter two of 601 Gounod, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of management consultants, industrial consultants and advisors and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Michael Zarbatany Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est au 601, Gounod, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1277-1971

Willjob Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 5626, Eldridge, Côte Saint-Luc, Robert W. Agard, 3460, Durocher, Montréal, tous deux avocats, et Marion Kaufman, secrétaire, épouse divorcée de Leonard Wasserman, 260, Alexis Nihon, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

S'établir écrivain, auteur, imprimeur et fusionneur de toutes sortes d'écrits, sous le nom de « Willjob Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, place Victoria, bureau 4115, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40146

1133-1971

The head office of the company is at 601 Gounod, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1277-1971

Willjob Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard S. Gottlieb, 5626 Eldridge, Côte Saint-Luc, Robert W. Agard, 3460 Durocher, Montreal, both advocates, and Marion Kaufman, secretary, divorced wife of Leonard Wasserman, 260 Alexis Nihon, Saint-Laurent, for the following purposes:

To act as writer, author, editor and consolidator, of all and any kind of written material, under the name of "Willjob Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Place Victoria, Suite 4115, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

1133-1971

Lettres patentes supplémentaires

Admiral Aluminum Products Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23^e jour de décembre 1970, à la compagnie « Admiral Aluminum Products Limited », subdivisant et changeant ses 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 5,000 actions privilégiées de la série « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 150 actions privilégiées de la série « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146

12478-56

J. A. Blais & Fils limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour d'avril 1971, à la compagnie « J. A. Blais & Fils limitée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

40146-o

11705-55

Supplementary Letters Patent

Admiral Aluminum Products Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Admiral Aluminum Products Limited", subdividing and changing its 200 preferred shares of the par value of \$100 each into 5,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and into 150 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

12478-56

J. A. Blais & Fils limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. A. Blais & Fils limitée", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

11705-55

Centre du Trousseau G.M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1971, à la compagnie « Nouveautés Moral inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de juillet 1970, 1° changeant son nom en celui de « Centre du Trousseau G.M. inc. »; 2° changeant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

3170-70

Centre du Trousseau G.M. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Nouveautés Moral inc.", incorporated by letters patent dated 20th day of July, 1970, 1. changing its name to that of "Centre du Trousseau G.M. inc."; 2. changing its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146

3170-70

Cerec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mars 1971, à la compagnie « Cerec Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

13111-62

Cerec Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cerec Ltd.", extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o

13111-62

**La Cie de Bois de Nouvelle limitée
Nouvelle Lumber Co. Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mars 1971, à la compagnie « La Cie de Bois de Nouvelle limitée — Nouvelle Lumber Co. Limited », augmentant son capital de \$100,000 à \$600,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1136-65

**La Cie de Bois de Nouvelle limitée
Nouvelle Lumber Co. Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Cie de Bois de Nouvelle limitée — Nouvelle Lumber Co. Limited", increasing its capital from \$100,000 to \$600,000 by the creation of 5,000 preferred shares of \$100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146

1136-65

Chas. Clarke & Associates Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de février 1971, à la compagnie « Braithwaite, Clarke & Associates Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Chas. Clarke & Associates Limited ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

4509-65

Chas. Clarke & Associates Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Braithwaite, Clarke & Associates Ltd.", incorporated by letters patent dated 2nd day of November 1965, changing its name to that of "Chas. Clarke & Associates Limited".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o

4509-65

Club Lions de Saint-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1971, à la corporation « The Lions Club of St. Johns », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de

Club Lions de Saint-Jean inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Lions Club of St. Johns", incorporated by letters patent dated 4th day of November, 1960,

novembre 1960, changeant son nom en celui de « Club Lions de Saint-Jean inc. ».

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o 11004-60

Corporation de l'Hôpital Général de Chandler

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de mars 1971, à la « Corporation de l'Hôpital Général de Chandler », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o 1169-64

Jacques Couturier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de janvier 1971, à la compagnie « Jacques Couturier inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o 3001-65

Fashions of Israel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de mars 1971, à la compagnie « Fashions of Israel Inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$100,000 par la création de 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 14192-57

Glenns Bargain Stores of Canada Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31^e jour de mars 1971, à la compagnie « Glenns Bargain Stores of Canada Ltd. », 1^o réduisant son capital de \$100,000 à \$70,250 par l'annulation de 2,975 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o portant son capital de \$70,250 à \$170,250 par la création de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146 14912-62

changing its name to that of « Club Lions de Saint-Jean inc. ».

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146 11004-60

Corporation de l'Hôpital Général de Chandler

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Corporation de l'Hôpital Général de Chandler », amending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146 1169-64

Jacques Couturier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Jacques Couturier inc. », extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146 3001-65

Fashions of Israel Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Fashions of Israel Inc. », increasing its capital from \$10,000 to \$100,000 by the creation of 900 preferred shares of the par value of \$100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o 14192-57

Glenns Bargain Stores of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Glenns Bargain Stores of Canada Ltd. », 1. reducing its capital from \$100,000 to \$70,250 by the cancellation of 2,975 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$70,250 to \$170,250 by the creation of 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o 14912-62

Hill Security (Que.) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1971, à la compagnie « Hill The Mover (Que.) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de janvier 1957, changeant son nom en celui de « Hill Security (Que.) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146

10200-57

Les Industries Grutman Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1970, à la compagnie « Les Industries Grutman Itée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

5496-68

Les Jardins Château Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1971, à la compagnie « Les Jardins Château Itée », augmentant son capital de \$40,000 à \$300,000, par la création de 2,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40146

3053-70

Conrad Laflamme limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de mars 1971, à la compagnie « Conrad Laflamme limitée », 1° subdivisant ses 750 actions privilégiées de \$100 chacune en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° redésignant les 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune en 7,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$90,000 à \$130,000, par la création de 3,980 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et de 200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

11175-59

Maçonnerie Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Hill Security (Que.) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hill The Mover (Que.) Ltd.", incorporated by letters patent dated 18th day of January, 1957, changing its name to that of "Hill Security (Que.) Ltd.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146-o

10200-57

Les Industries Grutman Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Industries Grutman Itée", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

40146

5496-68

Les Jardins Château Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Jardins Château Itée", increasing its capital from \$40,000 to \$300,000, by the creation of 2,600 preferred shares of the par value of \$100 each.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

40146-o

3053-70

Conrad Laflamme limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Conrad Laflamme limitée", 1. subdividing its 750 preferred shares of \$100 each into 7,500 preferred shares of \$10 each; 2. redesignating the 7,500 preferred shares of \$10 each into 7,500 class "A" preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital from \$90,000 to \$130,000, by the creation of 3,980 class "A" preferred shares of \$10 each and 200 class "B" preferred shares of \$1 each.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

11175-59

Maçonnerie Laval inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 24^e jour de mars 1971, à la compagnie « Maçonnerie Laurentide inc. — Laurentide Masonry Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9^e jour de décembre 1969, changeant son nom en celui de « Maçonnerie Laval inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o

5687-69

**Manoir Richelieu Limited
Manoir Richelieu limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour d'avril 1971, à la compagnie « Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée », convertissant ses 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 15,000 actions de la série « A » sans valeur au pair, pourvu toutefois que la considération totale de l'émission desdits 15,000 actions de la série « A » sans valeur au pair ne dépasse pas en argent ou en valeur monétaire la somme de \$175,000, et 5,000 actions de la série « B » sans valeur au pair pourvu toutefois que la considération de l'émission desdites 15,000 actions de la série « B » sans valeur au pair ne dépasse pas en argent ou en valeur monétaire la somme globale de \$25,000.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146

1143-71

Marial Imports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31^e jour de mars 1971, à la compagnie « Living Language School Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 6^e jour de février 1964, 1^o changeant son nom en celui de « Marial Imports Inc. »; 2^o modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146

620-64

**Matériaux Bonhomme Itée
Bonhomme Materials Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de septembre 1970, à la compagnie « Matériaux Bonhomme Itée — Bonhomme Materials Ltd. », réduisant son capital de \$500,000 à \$470,000 par l'annulation de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

5313-63

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Maçonnerie Laurentide inc. — Laurentide Masonry Inc. », incorporated by letters patent dated 9th day of December, 1969, changing its name to that of « Maçonnerie Laval inc. ».

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146

5687-69

**Manoir Richelieu Limited
Manoir Richelieu limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée », converting its 10,000 common shares without par value into 15,000 class « A » shares without par value, provided, however, that the consideration for the issued of the said 15,000 class « A » shares without par value shall not exceed in money or money's worth an aggregate value of \$175,000, and 5,000 class « B » shares without par value, provided, however, that the consideration for the issued of the said 5,000 class « B » shares without par value shall not exceed in money or money's worth an aggregate value of \$25,000.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-o

1143-71

Marial Imports Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Living Language School Ltd. », incorporated by letters patent dated 6th day of February 1964, 1. changing its name to that of « Marial Imports Inc. »; 2. modifying its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o

620-64

**Matériaux Bonhomme Itée
Bonhomme Materials Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Matériaux Bonhomme Itée — Bonhomme Materials Ltd. », reducing its capital from \$500,000 to \$470,000 by the annulment of 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146

5313-63

**Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc.
Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de septembre 1970, à la compagnie « Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc. — Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc. », réduisant son capital de \$1,000,500 à \$1,000,292 par l'annulation de 2,080 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$0.10 chacune.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o 1770-68

**Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc.
Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc. — Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc.", reducing its capital from \$1,000,500 to \$1,000,292 by the annulment of 2,080 class "A" preferred shares of a par value of \$0.10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146 1770-68

Pamela Trading Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de février 1971, à la compagnie « Pamela Trading Company », subdivisant ses 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 10,000 actions de la série « A » d'une valeur au pair de \$0.10 chacune et 90,000 actions de la série « B » d'une valeur au pair de \$0.10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146 1378-40

Pamela Trading Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of February 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pamela Trading Company", subdividing its 10,000 common shares of the par value of \$1 each into 10,000 class "A" shares of the par value of \$0.10 each and into 90,000 class "B" shares of the par value of \$0.10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o 1378-40

The Papineauville Lumber Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de septembre 1970, à la compagnie « The Papineauville Lumber Company », réduisant son capital de \$260,350 à \$260,000 par l'annulation de 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.10 chacune.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

40146-o 7-01

The Papineauville Lumber Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Papineauville Lumber Company", reducing its capital from \$260,350 to \$260,000 by the annulment of 3,500 preferred shares of a par value of \$0.10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146 7-01

Provincial Mobile Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mars 1971, à la compagnie « Provincial Mobile Inc. », 1° redesignant ses 50 actions sans valeur au pair en 50 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$5,000 à \$50,000 par la création de 450 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 2001-67

Provincial Mobile Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Provincial Mobile Inc.", 1. redesignating its 50 shares without par value into 50 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$5,000 to \$50,000 by the creation of 450 common shares of \$100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146 2001-67

**Recreation Project « 80 » Inc.
Projet de Loisirs « 80 » inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de mars 1971, à la compagnie « Recreation Project « 80 » Inc. — Projet de Loisirs « 80 » inc. », augmentant le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation de \$50,000 à \$100,000.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146 2329-70

**S & W Vehicles Inc.
Véhicules S & W inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de mars 1971, à la compagnie « S & W Vehicles Inc. — Véhicules S & W inc. », 1^o subdivisant ses 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 600,000 actions privilégiées et ses 30,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 900,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2^o convertissant ses 600,000 actions privilégiées en 600,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3^o augmentant son capital par la création de 500,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale maximum pour laquelle les 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises sera de \$2,000,000.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 1862-70

Segac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de mars 1971, à la compagnie « Studio Graphique Monaco inc. — Monaco Graphic Studio Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7^e jour de juillet 1966, changeant son nom en celui de « Segac inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 2837-66

Société des Applications du Plastique Sodap inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1^{er} jour d'avril 1971, à la compagnie « Société Québécoise des Applications du Plastique inc. », constituée par lettres patentes en date du 4^e jour de décembre 1969, 1^o chan-

**Recreation Project «80» Inc.
Projet de Loisirs «80» inc.**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «Recreation Project «80» Inc. — Projet de Loisirs «80» inc.», increasing the amount to which is to be limited the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation from \$50,000 to \$100,000.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146-o 2329-70

**S & W Vehicles Inc.
Véhicules S & W inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «S & W Vehicles Inc. — Véhicules S & W inc.», 1. subdividing its 20,000 preferred shares of \$10 each into 600,000 preferred shares and its 30,000 common shares without par value into 900,000 common shares without par value; 2. converting its 600,000 preferred shares into 600,000 common shares without par value; 3. increasing its capital by the creation of 500,000 common shares without par value; the total maximum consideration for which the 2,000,000 common shares without par value may be issued shall be \$2,000,000.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146 1862-70

Segac inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «Studio Graphique Monaco inc. — Monaco Graphic Studio Inc.», incorporated by letters patent dated 7th day of July, 1966, changing its name to that of «Segac inc.».

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146 2837-66

Société des Applications du Plastique Sodap inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «Société Québécoise des Applications du Plastique inc.», incorporated by letters patent dated the 4th day of December, 1969, 1. changing its name to that of

geant son nom en celui de « Société des Applications du Plastique Sodap inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

5925-69

Société Immobilière du Vieux Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'avril 1971, à la compagnie « Société Immobilière du Vieux Montréal inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$165,000 par la création de 12,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146

209-71

Vermette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mars 1971, à la compagnie « Vermette (Beauce) inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de juin 1966, changeant son nom en celui de « Vermette inc. ».

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

40146-o

2458-66

“Société des Applications du Plastique Sodap inc.”;
2. amending the provisions of its letters patent.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146

5925-69

Société Immobilière du Vieux Montréal inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to “Société Immobilière du Vieux Montréal inc.”, increasing its capital from \$40,000 to \$165,000 by the creation of 12,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146-o

209-71

Vermette inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to “Vermette (Beauce) inc.”, incorporated by letters patent dated the 2nd day of June, 1966, changing its name to that of “Vermette inc.”.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

40146

2458-66

Compagnies dissoutes

Peggy Allen Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Peggy Allen Fashions Inc. », constituée en corporation le 6 juillet 1961, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o

13463-61

Camp de Vacances à la Belle Étoile

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Camp de Vacances à la Belle Étoile », constituée en corporation le 12 juin 1968, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o

2842-68

Companies Dissolved

Peggy Allen Fashions Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of “Peggy Allen Fashions Inc.”, incorporated on July 6, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

40146

13463-61

Camp de Vacances à la Belle Étoile

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of “Camp de Vacances à la Belle Étoile”, incorporated on June 12, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

40146

2842-68

La Cie de Placements Balmoral ltée
Balmoral Investments Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Cie de Placements Balmoral ltée — Balmoral Investments Co. Ltd. », constituée en corporation le 29 mai 1960, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 11939-60

La Cie de Placements Balmoral ltée
Balmoral Investments Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "La Cie de Placements Balmoral ltée — Balmoral Investments Co. Ltd.", incorporated on May 29, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 11939-60

40146

La Compagnie de Téléphone de Parisville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Compagnie de Téléphone de Parisville inc. », constituée en corporation le 3 novembre 1954, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
 12729-54

40146-o

La Compagnie de Téléphone de Parisville inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "La Compagnie de Téléphone de Parisville inc.", incorporated on November 3, 1954.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 12729-54

40146

Cosmétiques Claude inc.
Claude Cosmetics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cosmétiques Claude inc. — Claude Cosmetics Inc. », constituée en corporation le 11 juin 1964, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
 2690-64

40146-o

Cosmétiques Claude inc.
Claude Cosmetics Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Cosmétiques Claude inc. — Claude Cosmetics Inc.", incorporated on June 11, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 2690-64

40146

Dee-Gar Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Dee-Gar Corp. », constituée en corporation le 9 janvier 1952, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
 1596-52

40146-o

Dee-Gar Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Dee-Gar Corp.", incorporated on January 9, 1952.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 1596-52

40146

A. Dupuis & Fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A. Dupuis & Fils ltée », constituée en corporation le 5 mai 1961, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
 12306-61

40146-o

A. Dupuis & Fils ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "A. Dupuis & Fils ltée", incorporated on May 5, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
 12306-61

40146

Eastern Canada Skier Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « East-

Eastern Canada Skier Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

ern Canada Skier Ltd. », constituée en corporation le 4 octobre 1965, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

4352-65

Easy Parking Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Easy Parking Inc. », constituée en corporation le 12 août 1960, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

13303-60

Elgar Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Elgar Ltd. », constituée en corporation le 29 août 1957, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

12648-57

Equity Research Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Equity Research Corporation », constituée en corporation le 24 mars 1966, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1270-66

The Fairview Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Fairview Corporation », constituée en corporation le 13 novembre 1963, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

4861-63

Fas Import Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fas Import Ltd. », constituée en corporation le 16 juin 1958, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

11619-58

Lou Felsky Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lou

as of May 14, 1971, of the charter of "Eastern Canada Skier Ltd.", incorporated on October 4, 1965.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146

4352-65

Easy Parking Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Easy Parking Inc.", incorporated on August 12, 1960.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146

13303-60

Elgar Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Elgar Ltd.", incorporated on August 29, 1957.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146

12648-57

Equity Research Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Equity Research Corporation", incorporated on March 24, 1966.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1270-66

The Fairview Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "The Fairview Corporation", incorporated on November 13, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

4861-63

Fas Import Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Fas Import Ltd.", incorporated on June 16, 1958.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

11619-58

Lou Felsky Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Felsky Enterprises Inc. », constituée en corporation le 28 août 1959, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 14909-59

Fisher Bros. Packaging Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fisher Bros. Packaging Inc. », constituée en corporation le 24 août 1953, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 19726-53

5203 Côte des Neiges Realities Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « 5203 Côte des Neiges Realities Ltd. », constituée en corporation le 25 février 1958, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 10575-58

Ford's Groceries Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ford's Groceries Company Limited », constituée en corporation le 11 juin 1938, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 1188-38

Fuller Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fuller Company Limited », constituée en corporation le 13 octobre 1961, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 15002-61

Garage St-Donat Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Garage St-Donat Itée », constituée en corporation le 29 janvier 1964, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 402-64

Alphide Girard & Fils, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

as of April 30, 1971, of the charter of "Lou Felsky Enterprises Inc.", incorporated on August 28, 1959.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146 14909-59

Fisher Bros. Packaging Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Fisher Bros. Packaging Inc.", incorporated on August 24, 1953.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146 19726-53

5203 Côte des Neiges Realities Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "5203 Côte des Neiges Realities Ltd.", incorporated on February 25, 1958.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 10575-58

Ford's Groceries Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Ford's Groceries Company Limited", incorporated on June 11, 1938.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 1188-38

Fuller Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Fuller Company Limited", incorporated on October 13, 1961.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 15002-61

Garage St-Donat Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Garage St-Donat Itée", incorporated on January 29, 1964.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 402-64

Alphide Girard & Fils, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Alphonse Girard & Fils, limitée », constituée en corporation le 1er octobre 1946, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 6934-46

Hélio Gravure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hélio Gravure inc. », constituée en corporation le 10 juin 1963, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 2451-63

Hochelaga Helcats Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hochelaga Helcats Inc. », constituée en corporation le 3 septembre 1963, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 3747-63

Hôtel Chez Léo Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hôtel Chez Léo Itée », constituée en corporation le 18 décembre 1969, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 6194-69

Hudson Water Works Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hudson Water Works Ltd. », constituée en corporation le 3 avril 1959, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 11168-59

Les Immeubles B. & L. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Immeubles B. & L. Itée », constituée en corporation le 4 décembre 1968, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 5379-68

**Les Immeubles Harvey limitée
Harvey Realities Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Alphonse Girard & Fils, limitée", incorporated on October 1, 1946.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 6934-46

Hélio Gravure inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender as of May 14, 1971, of the charter of "Hélio Gravure inc.", incorporated on June 10, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 2451-63

Hochelaga Helcats Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Hochelaga Helcats Inc.", incorporated on September 3, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 3747-63

Hôtel Chez Léo Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Hôtel Chez Léo Itée", incorporated on December 18, 1969.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 6194-69

Hudson Water Works Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Hudson Water Works Ltd.", incorporated on April 3, 1959.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 11168-59

Les Immeubles B. & L. Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Les Immeubles B. & L. Itée", incorporated on December 4, 1968.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40416 5379-68

**Les Immeubles Harvey limitée
Harvey Realities Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Immeubles Harvey limitée — Harvey Realities Limited », constituée en corporation le 19 février 1954, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

10424-54

Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières inc. », constituée en corporation le 2 février 1936, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

233-36

Jansin Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jansin Limited », constituée en corporation le 13 novembre 1952, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

15648-52

Kenway Investments Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Kenway Investments Co. Inc. », constituée en corporation le 18 octobre 1965, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

4587-65

A. Lamothe Transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A. Lamothe Transport inc. », constituée en corporation le 27 mars 1963, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

1379-63

Lampron & Sons Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lampron & Sons Ltd. », constituée en corporation le 10 janvier 1950, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

9545-49

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Les Immeubles Harvey limitée — Harvey Realities Limited", incorporated on February 19, 1954.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

10424-54

Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières inc.", incorporated on February 2, 1936.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

233-36

Jansin Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Jansin Limited", incorporated on November 13, 1952.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

15648-52

Kenway Investments Co. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Kenway Investments Co. Inc.", incorporated on October 18, 1965.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

4587-65

A. Lamothe Transport inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "A. Lamothe Transport inc.", incorporated on March 27, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146

1379-63

Lampron & Sons Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Lampron & Sons Ltd.", incorporated on January 10, 1950.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146

9545-49

Lernad Investment Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lernad Investment Co. Ltd. », constituée en corporation le 22 janvier 1959, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 10315-59

H. Lessard et Frères Itée, Arvida

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « H. Lessard et Frères Itée, Arvida », constituée en corporation le 30 janvier 1951, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 1975-51

Light Saver Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Light Saver Services Inc. », constituée en corporation le 7 juin 1961, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 12800-61

Manoir Nominique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Manoir Nominique inc. », constituée en corporation le 8 mars 1965, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 943-65

W. McNally & Company Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « W. McNally & Company Inc. », constituée en corporation le 15 janvier 1935, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 44-35

Le Mont Thabor

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Mont Thabor », constituée en corporation le 31 juillet 1944, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 3830-44

Lernad Investment Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Lernad Investment Co. Ltd.", incorporated on January 22, 1959.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 10315-59

H. Lessard et Frères Itée, Arvida

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "H. Lessard et Frères Itée, Arvida", incorporated on January 30, 1951.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 1975-51

Light Saver Services Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Light Saver Services Inc.", incorporated on June 7, 1961.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 12800-61

Manoir Nominique inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Manoir Nominique inc.", incorporated on March 8, 1965.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 943-65

W. McNally & Company Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "W. McNally & Company Inc.", incorporated on January 15, 1935.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 44-35

Le Mont Thabor

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Le Mont Thabor", incorporated on July 31, 1944.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 3830-44

Moses & Duhamel Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Moses & Duhamel Itée », constituée en corporation le 20 janvier 1970, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 254-70

Northolt Trading Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Northolt Trading Corp. », constituée en corporation le 3 décembre 1959, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur eu service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 16575-59

Ouellet & Doucet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ouellet & Doucet inc. », constituée en corporation le 21 octobre 1960, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 14521-60

Pademara Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pademara Corporation », constituée en corporation le 27 décembre 1956, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 14166-56

**Pelletier Heating Ltd.
Le Chauffage Pelletier Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pelletier Heating Ltd. — Le Chauffage Pelletier Itée », constituée en corporation le 9 avril 1965, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 1584-65

Plomberie P. E. Pilotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Plomberie P. E. Pilotte inc. », constituée en corporation le 27 décembre 1957, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40146-o 14117-57

Moses & Duhamel Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Moses & Duhamel Itée", incorporated on January 20, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

40146 254-70

Northolt Trading Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Northolt Trading Corp.", incorporated on December 3, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

40146 16575-59

Ouellet & Doucet inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Ouellet & Doucet inc.", incorporated on October 21, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

40416 14521-60

Pademara Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Pademara Corporation", incorporated on December 27, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146 14166-56

**Pelletier Heating Ltd.
Le Chauffage Pelletier Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Pelletier Heating Ltd. — Le Chauffage Pelletier Itée", incorporated on April 9, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146 1584-65

Plomberie P. E. Pilotte inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Plomberie P. E. Pilotte inc.", incorporated on December 27, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40146 14117-57

Rager Construction Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rager Construction Co. », constituée en corporation le 10 septembre 1947, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 5695-47

F. X. Aurèle Roy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « F. X. Aurèle Roy inc. », constituée en corporation le 30 août 1957, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 12799-57

St. Onge Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « St. Onge Inc. », constituée en corporation le 31 mai 1922, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 926-22

Société Financière de la Côte Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Société Financière de la Côte Nord inc. », constituée en corporation le 5 septembre 1962, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 13663-62

Specialty Finance Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Specialty Finance Corporation », constituée en corporation le 15 mai 1963, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 2168-63

Sydhart Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sydhart Holdings Inc. », constituée en corporation le 16 juin 1959, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o 13578-59

Rager Construction Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Rager Construction Co.", incorporated on September 10, 1947.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146 5695-47

F. X. Aurèle Roy inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "F. X. Aurèle Roy inc.", incorporated on August 30, 1957.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40146 12799-57

St. Onge Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "St. Onge Inc.", incorporated on May 31, 1922.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 926-22

Société Financière de la Côte Nord inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Société Financière de la Côte Nord inc.", incorporated on September 5, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 13663-62

Specialty Finance Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Specialty Finance Corporation", incorporated on May 15, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 2168-63

Sydhart Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Sydhart Holdings Inc.", incorporated on June 16, 1959.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146 13578-59

Teresa Realty Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Teresa Realty Corp. », constituée en corporation le 17 août 1959, à compter du 14 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

14757-59

Tomiko inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tomiko inc. », constituée en corporation le 21 février 1967, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40146-o

754-67

Teresa Realty Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 14, 1971, of the charter of "Teresa Realty Corp.", incorporated on August 17, 1959.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146

14757-59

Tomiko inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Tomiko inc.", incorporated on February 21, 1967.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

40146

754-67

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton Baby

Cadastre officiel du canton Baby, municipalité de comté de Témiscamingue, division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le bloc « C » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 22 avril 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

40212-o

Ville de Lachine

Cadastre officiel de la ville de Lachine, municipalité de la ville de Lachine, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 824 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 23 avril 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

40212-o

Paroisse de St-Ubalde

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ubalde, municipalité du village de St-Ubalde, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que les lots 238-1 et 239-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 15 avril 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

40212-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Baby

Official cadastre of township of Baby, municipality of county of Témiscamingue, registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that block "C" is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, April 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

40212-o

Town of Lachine

Official cadastre of the town of Lachine, municipality of the town of Lachine, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 824 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, April 23, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

40212-o

Parish of St-Ubalde

Official cadastre of the parish of St-Ubalde, municipality of village of St-Ubalde, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lots 238-1 and 239-1 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 15, 1971.

40212-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil ExécutifOrder in Council
Executive Council Chamber

Numéro 1599

Number 1599

Québec, le 5 mai 1971.

Québec, May 5, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT les règles de procédure et de pratique de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales.

CONCERNING the rules of procedure and practice of the Social Aid and Allowances Appeal Board.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 72 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63), le ministre des Affaires sociales est chargé de l'application de cette loi;

WHEREAS under section 72 of the Social Aid Act (1969, chapter 63), the Minister of Social Affairs shall have charge of the carrying out of such act;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 40 de cette même loi, la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales peut, par règlement, édicter des règles de procédure et de pratique pour ses assemblées ainsi que pour les appels qui sont portés devant elle;

WHEREAS under section 40 of the said act the Social Aid and Allowances Appeal Board may, by by-law, enact rules of procedure and practice for its meetings and for the appeals lodged with it;

ATTENDU QU'aux termes de cet article 40, lesdites règles de procédure et de pratique sont subordonnées à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, après quoi, elles sont publiées dans la *Gazette officielle du Québec* et entrent en vigueur à la date de leur publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée pour cette fin;

WHEREAS under such section 40 the said rules of procedure and practice shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council and then published in the *Québec Official Gazette* to come into force on the date of their publication or on any later date fixed therein for such purpose;

ATTENDU QUE les membres de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales ont adopté à l'unanimité par résolution en date du 3 mars 1971 des règles de procédure et de pratique de la Commission tel qu'il appert à une copie certifiée de ladite résolution annexée aux présentes;

WHEREAS the members of the Social Aid and Allowances Appeal Board unanimously adopted, in a resolution dated the 3rd of March 1971, rules of procedure and practice of the Appeal Board as it appears in a certified copy of the said resolution annexed hereto;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 40 mentionné ci-haut telles règles de procédure et de pratique doivent, avant d'entrer en vigueur être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil;

WHEREAS under section 40 above mentioned such rules of procedure and practice shall, before coming into force, be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

QUE soient approuvées les règles de procédure et de pratique de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales ci-annexées;

That the rules of procedure and practice of the Social Aid and Allowances Appeal Board annexed hereto be approved;

QUE lesdites règles de procédure et de pratique entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

THAT the said rules of procedure and practice come into force from their publication in the *Québec Official Gazette*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extrait du Procès Verbal de l'Assemblée générale de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales tenue à Montréal, le 25 février 1971.

Copy of the minutes of the General meeting of the Social Aid and Allowances Appeal Board held in Montreal on February 25, 1971.

Résolution concernant l'adoption des règles de procédure et de pratique

Resolution respecting the Adoption of Rules of Procedure and Practice

ATTENDU QUE l'article 40 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) statue que la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales peut, par règlement, édicter des règles de procédure et de pratique pour ses assemblées ainsi que pour les appels qui sont portés devant elle;

WHEREAS section 40 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) states that the Social Aid and Allowances Appeal Board may, by by-law, enact rules of procedure and practice for its meeting and for the appeals lodged with it;

ATTENDU QUE ces règles de procédure et de pratique sont subordonnées à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'après cette approbation les règles de pratique n'entrent en vigueur qu'à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure fixée pour cette fin;

ATTENDU QUE, pour obtenir l'approbation du lieutenant-gouverneur, il y a lieu de faire parvenir à monsieur Claude Castonguay, ministre des affaires sociales, une proposition de la Commission concernant ces règles de procédure et de pratique pour que, s'il les agré, il puisse les soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation;

IL EST PROPOSÉ par Me Judith Gamache-Côté,

SECONDE par Monsieur David Weiss,

Et résolu d'unanimité:

QUE les règles de procédure et de pratique annexées au présent procès-verbal sous le numéro 250271-A soient adoptées;

QUE copie de la présente résolution ainsi que copie desdites règles de procédure et de pratique soient adressées au ministre des affaires sociales pour qu'il puisse, s'il les agré, les soumettre pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil;

QUE suggestion soit faite au ministre des affaires sociales de proposer au lieutenant-gouverneur en conseil que ces règles de procédure et de pratique entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

QU'après l'approbation requise, action soit prise pour que ces règles de procédure et de pratique soient publiées dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le président,
JEAN-MARIE BOUCHARD.
Le secrétaire,
GILBERT DUBÉ.

Copie certifiée conforme

GILBERT DUBÉ, secrétaire.

Québec, ce 3 mars 1971.

Règles de procédure et de pratique de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales.

De la déclaration d'appel

Règle 1. La déclaration d'appel doit contenir les nom, prénom et adresse de l'appelant, un exposé sommaire des motifs invoqués à l'appui de l'appel, la signature de l'appelant et les nom, prénom et adresse de son représentant lorsqu'il en a désigné un ainsi que l'intention de l'appelant de comparaître ou d'être représenté à l'audition. La déclaration d'appel peut être soumise à l'aide de la formule CA-1 « Déclaration d'appel ». Le personnel de la Commission doit, lorsque requis, fournir toutes informations utiles et l'assistance requise pour faciliter l'exercice du droit d'appel.

Règle 2. Seuls les motifs de pouvoir en révision peuvent être invoqués en appel.

Règle 3. La déclaration d'appel est dûment introduite lorsqu'elle est reçue, en la forme prescrite par la

WHEREAS such rules of procedure and practice are subject to the approval by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS after such approval the said rules of practice shall come into force only on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed for such purpose;

WHEREAS in order to obtain the approval of the Lieutenant-Governor in Council, it is required that a proposal of the Board respecting such rules of procedure and practice be sent to the Hon. Claude Castonguay, Minister of Social Affairs, so that, if he accepts such rules, he be in a position to submit the same to the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

IT IS PROPOSED by Me Judith Gamache-Côté,

SECONDED by Mr. David Weiss,

And unanimously resolved:

THAT the rules of procedure and practice annexed to these minutes under number 250271-A be adopted;

THAT a copy of this resolution as well as a copy of the said rules of procedure and practice be sent to the Minister of Social Affairs so that he be in a position, if he accept them, to submit the same to the Lieutenant-Governor in Council;

THAT suggestion be made to the Minister of Social Affairs to propose to the Lieutenant-Governor in Council that such rules of procedure and practice come into force from their publication in the *Québec Official Gazette*;

THAT after the approval required the necessary steps be taken so that such rules of procedure and practice be published in the *Québec Official Gazette*.

JEAN-MARIE BOUCHARD,
President.
GILBERT DUBÉ,
Secretary.

Certified true copy.

GILBERT DUBÉ, Secretary.

Québec, March 3, 1971.

Rules of procedure and practice of the Social Aid and Allowances Appeal Board.

Declaration in Appeal

Rule 1. The declaration in appeal shall contain full name and address of the appellant, in short statement about the reasons on which the appeal is based, the signature of the appellant and the full name and address of his representative when such appellant has chosen such a representative, as well as the wish of the appellant to appear or be represented at the hearing. The declaration in appeal may be submitted on form CA-1 "Declaration in appeal". Whenever required to do so, the personnel of the Board must supply any information useful and the assistance necessary to facilitate the exercising of the right of appeal.

Rule 2. Only the reasons of the request for review may be set forth in appeal.

Rule 3. The declaration in appeal is duly made when it is received, in the form prescribed in the Social Aid

Loi de l'aide sociale, aux bureaux du siège principal de la Commission. La Commission considère comme reçus aux bureaux de son siège principal les appels reçus à ses bureaux de Montréal. La Commission informe les bureaux local et régional concernés que l'appel a été logé et le bureau local doit faire parvenir sans délai à la Commission copie des documents du dossier local pertinents à l'appel.

Règle 4. La déclaration d'appel peut être produite par toute personne se considérant lésée ou par son représentant.

Règle 5. La déclaration d'appel peut en tout temps être retirée à la suite d'un avis écrit à cet effet transmis à la Commission.

De la demande d'extension du délai d'appel

Règle 6. La demande de formuler un appel après l'expiration du délai prescrit à l'article 43 de la Loi de l'aide sociale se fait en formulant les raisons pour lesquelles l'appellant a été en fait dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

Règle 7. La Commission accorde ou refuse le délai demandé, fixe sa durée et en avise par écrit l'appellant et son représentant lorsqu'il a désigné un.

Règle 8. La Commission peut exiger de l'appellant ou de tout autre organisme ou personne les documents ou renseignements utiles et disponibles, aux fins d'accorder ou de refuser une extension de délai d'appel.

Règle 9. La personne qui sollicite un délai d'appel peut produire tout document qu'elle juge utile à l'appui de sa demande.

De l'audition des appels

Règle 10. Les appels sans comparution de l'appellant ou de son représentant sont généralement entendus au siège principal de la Commission ou à ses bureaux de Montréal. Lorsque l'appellant a manifesté son intention de comparaître ou d'être représenté à l'audition, l'appel peut être entendu à tout endroit plus rapproché du lieu où réside l'appellant.

Règle 11. L'appellant peut en tout temps comparaître en personne ou être représenté à l'audition de l'appel par toute personne de son choix.

Règle 12. Lorsque l'appel n'exige pas de comparution et que l'appellant n'a pas fait connaître son intention d'assister à l'audition de son appel, un avis accusé-réception est expédié à l'appellant ainsi qu'à son représentant s'il en a désigné un.

Règle 13. Lorsque l'appel n'exige pas de comparution mais que l'appellant a indiqué son intention d'assister à l'audition de son appel, un avis d'audition est expédié par courrier recommandé à l'appellant ainsi qu'à son représentant s'il en a désigné un. Cet avis mentionne la date, l'heure et le lieu de l'audition.

Règle 14. Lorsque l'appellant ou son représentant est requis par la Commission de comparaître à l'audition, la Commission fixe la date, l'heure et le lieu de l'audition, et expédie un avis de convocation conformément aux prescriptions de l'article 26 des présentes règles de pratique.

Act, at the head office of the Board. The latter shall regard as received at its head office any appeal received at its office in Montreal. The Board shall inform the local and regional offices concerned that an appeal was brought and the local office shall send without delay to the Board copies of the documents of the local record respecting such appeal.

Rule 4. The declaration in appeal may be made by any person considering himself wronged or by his representative.

Rule 5. The declaration in appeal may be withdrawn at any time pursuant to a written notice to that effect sent to the Board.

Application for Extension of Delay to Appeal

Rule 6. The application for bringing an appeal after the expiry of the delay prescribed in section 43 of the Social Aid Act shall be made by giving the reasons for which the appellant was effectively unable to act sooner.

Rule 7. The Board shall agree or refuse the delay requested, fix its duration and send a written notice thereon to the appellant or his representative when the latter has designated such a representative.

Rule 8. The Board may require from the appellant or any other body or person any document or information useful and available for the purposes of granting or refusing an extension of the delay to appeal.

Rule 9. The person applying for a delay to appeal may file any document that he deems useful to his application.

Hearing of Appeals

Rule 10. The appeals where the appellant or his representative do not appear shall be generally heard at the main office of the Board or at its office in Montreal. When the appellant has signified that he wishes to appear or be represented at the hearing, the appeal may be heard at any nearer place from the locality where the appellant lives.

Rule 11. The appellant may at any time appear in person or be represented at the hearing of the appeal by any person of his choice.

Rule 12. Whenever the appeal does not call for any appearing and the appellant has not signified his intention to attend the hearing of his appeal a notice of acknowledgement shall be sent to the appellant and his representative if he has designated such a representative.

Rule 13. Whenever the appeal does not call for any appearing though the appellant has signified his wish to attend the hearing of his appeal, a notice of hearing shall be sent by registered mail to the appellant and his representative if he has designated such a representative. Such notice shall set forth the date, time and place of the hearing.

Rule 14. When the appellant or his representative is required by the Board to appear at the hearing, the Board shall fix the date, time and place of the hearing and send a calling notice in conformity with the prescriptions of rule 26 of these rules of practice.

Règle 15. Si à l'ouverture de l'audition de l'appel avec comparution l'appellant ou son représentant, selon le cas, fait défaut de comparaître, la Commission dispose de l'appel de la façon qu'elle croit la mieux appropriée, en motivant par écrit sa décision.

Règle 16. À défaut de quorum à l'ouverture de l'audition de l'appel, la Commission remet l'audition à la date la plus rapprochée possible et voit à indemniser l'appellant ou son représentant des frais de déplacement encourus.

Règle 17. L'appellant peut, pour cause, demander la remise de l'audition de son appel à condition que, si nécessaire, il consente à la prolongation des délais imposés par la Loi à la Commission pour rendre sa décision.

Règle 18. La Commission peut d'elle-même, avec motifs à l'appui, reporter l'audition d'un appel à une autre date pourvu que les délais prescrits par la Loi de l'aide sociale soient respectés; dans ce cas, elle voit à indemniser l'appellant ou son représentant des frais de déplacement encourus.

Règle 19. Les appels sont entendus à huis clos lorsque la Commission en décide ainsi dans l'intérêt de la justice.

Règle 20. La formule d'assermentation employée par la Commission est celle ordinairement utilisée par les personnes dûment autorisées à faire prêter serment.

Règle 21. La Commission peut faire toute enquête et exiger que tout document se rapportant à l'appel lui soit soumis.

Règle 22. Les membres de la Commission qui assistent à l'audition de l'appel avec comparution interrogent l'appellant, son représentant s'il en a désigné un et les témoins qui ont été assignés.

Règle 23. L'appellant peut faire entendre des témoins, fournir des renseignements et produire des documents à l'appui de son appel.

Règle 24. Le secrétaire, ou toute autre personne dûment autorisée par la Commission, dresse un procès-verbal de l'audition d'appel dans lequel il inscrit le nom de l'appellant, le nom du représentant de l'appellant lorsque celui-ci en a désigné un, les noms des témoins qui ont été assignés et note toutes les productions faites pendant les séances, toutes les ordonnances et indications de la Commission ainsi que toutes les décisions incidentes. Il rédige également et fait signer par l'appellant et son représentant, lorsque celui-ci en a désigné un, les admissions qui lui sont dictées.

De la preuve

Règle 25. La Commission a le pouvoir de recevoir la preuve par affidavit, affirmation écrite sous serment ou déclaration solennelle et en général toute preuve ou mode de preuve qu'elle croit mieux servir les fins de la justice.

De l'assignation des témoins

Règle 26. La Commission peut, par avis, convoquer toute personne à comparaître devant elle et l'obliger à témoigner sous serment et à produire tout document qu'elle juge utile pour les fins de la justice. L'avis de

Rule 15. If at the opening of the hearing of the appeal including appearing the appellant or his representative, as the case may be, fails to appear, the Board shall dispose of the appeal in the manner which it deems best and give in writing the reasons of its decision.

Rule 16. In default of a quorum at the opening of the hearing of the appeal, the Board shall adjourn the hearing to the nearest possible date and see that the appellant or his representative be indemnified for the travelling expenses incurred.

Rule 17. The appellant may, for cause, request the adjournment of the hearing of his appeal on condition, if need be, that he agrees to the extension of the delays imposed by the act to the Board to render its decision.

Rule 18. The Board may by itself, when it is well-founded, adjourn the hearing of an appeal to another date provided that the delays prescribed by the Social Aid Act be respected; in such case the Board shall see that the appellant or his representative be indemnified for the travelling expenses incurred.

Rule 19. The appeals shall be heard behind closed doors whenever the Board deems it to be in the interest of justice.

Rule 20. The swearing in form used by the Board shall be that usually used by the persons duly authorized to administer the oath.

Rule 21. The Board may make any investigation and require that any document in connection with the appeal be submitted to it.

Rule 22. Members of the Board present at the hearing of the appeal including appearing shall examine the appellant, his representative if he has designated one and the witnesses who were assigned.

Rule 23. The appellant may produce witnesses, supply information and documents to support his appeal.

Rule 24. The secretary or any other person authorized by the Board shall prepare the minutes of the hearing of the appeal in which he shall enter the name of the appellant, that of the representative of the appellant whenever the latter has designated one, the names of the witnesses assigned and note any exhibit made during the sittings, every order or recommendation of the Board as well as all incidental decisions. He shall further enter under the signature of the appellant or his representative any finding which is dictated to him.

Evidence

Rule 25. The Board has the power to receive evidence by affidavit, written and sworn declaration or solemn declaration and generally any evidence or way of evidence which it deems better for the purposes of justice.

Summoning of Witnesses

Rule 26. The Board may, by notice, order any person to appear before it and compel him to be examined under oath and produce any document which it deems useful for the purposes of justice. The calling

convocation est expédié par courrier recommandé au moins huit (8) jours avant la date fixée pour l'audition.

Règle 27. Toute personne requise par la Commission de comparaître à l'audition d'un appel peut s'adresser au bureau local desservant le territoire où elle réside et, sur production de l'avis de convocation reçu, obtenir une avance pour frais de déplacement. La Commission, tenant compte des déboursés réellement encourus et dûment justifiés, décide du montant qui doit être versé par le ministère des affaires sociales à la personne convoquée, le tout conformément aux tarifs en vigueur dans les Cours de juridiction civile.

Règle 28. Dans les cas cependant où cette procédure serait jugée opportune la Commission peut, par *subpoena*, en vertu des dispositions de la Loi des commissions d'enquêtes (1964, S.R. ch. 11), assigner toute personne à comparaître devant elle et l'obliger à témoigner sous serment et à produire tout document qu'elle juge utile pour les fins de la justice.

Règle 29. Sous les peines que de droit, tout témoin assigné et à qui l'on aura offert ses frais de déplacement doit se rendre à la sommation qui lui a été faite.

Règle 30. Les taxes de témoin de toute personne assignée à comparaître ou convoquée devant la Commission doivent être conformes aux tarifs en vigueur dans les Cours de juridiction civile.

Des décisions

Règle 31. La décision des membres de la Commission qui entendent l'appel constitue la décision de la Commission. Lorsque les décisions des membres de la Commission se partagent également sur une question, celle-ci est référée au président de la Commission qui en décide.

Règle 32. Les membres de la Commission doivent motiver les décisions qu'ils rendent.

Règle 33. Le secrétaire dépose l'original de la décision des membres de la Commission au registre des décisions d'appel et une copie certifiée de la décision au dossier d'appel, puis transmet, par courrier recommandé, ou par tout autre moyen autorisé par la Commission, la décision de celle-ci à l'appelant, à son représentant s'il en a désigné un ainsi qu'au ministre.

De l'appel en matière d'allocations familiales et scolaires

Règle 34. Toute personne visée à l'article 7a de la Loi des allocations scolaires et à l'article 9 de la Loi des allocations familiales du Québec ainsi que de leur réglementation, qui n'est pas satisfaite d'une décision rendue concernant l'allocation, peut en appeler à la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales en la manière prévue aux dispositions de ces lois et de leurs règlements ainsi que des règles de pratique de la Commission.

Règles de procédure concernant les assemblées de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales

Règle 35. Les assemblées de la Commission se tiennent généralement au siège principal de celle-ci

notice shall be sent by registered mail at least eight (8) days before the date fixed for the hearing.

Rule 27. Any person required by the Board to appear at the hearing of an appeal may apply to the local office at the service of the territory in which he resides and, upon production of the calling notice revised, be granted an advance for travelling expenses. The Board, after taking into account the expenses effectively incurred and duly justified, shall fix the amount to be paid by the Minister of Social Affairs to the person called, the whole in conformity with the rates in force in the Courts of civil jurisdiction.

Rule 28. However in the cases where the procedure would be deemed proper the Board may, by *subpoena* under the provisions of the Public Inquiry Commission Act (1964, R.S., ch. 11), order any person to appear before it and compel him to be examined under oath and produce any document which it deems useful for the purposes of justice.

Rule 29. Under the penalties provided by law, any summoned witness to whom travelling expenses have been offered shall obey the summons made to him.

Rule 30. The witness taxes for any person ordered to appear or called before the Board shall be consistent with the rates in force in the Courts of civil jurisdiction.

Decisions

Rule 31. Any decision of the members of the Board hearing the appeal shall constitute a decision of the Board. Whenever there is a tie in the decisions of the members of the Board on any question, such question shall be referred to the president of the Board who shall decide thereon.

Rule 32. Members of the Board shall give the reasons of the decisions that they render.

Rule 33. The secretary shall deposit the original of the decision of the members of the Board in the register of the decisions in appeal and a certified true copy in the record of the appeal, and send by registered mail or any other means authorized by the Board, the decision of the latter to the appellant, his representative if he has designated one and to the Minister.

Appeal in matters of Family and Schooling Allowances

Rule 34. Any person contemplated in section 7a of the Schooling Allowances Act and section 9 of the Québec Family Allowances Act and their regulations who is dissatisfied with any decision rendered respecting allowance, may apply to the Social Aid and Allowances Appeal Board in the manner provided in the provisions of such acts and their regulations as well as the rules of practice of the Board.

Rules of Procedure respecting the Meeting of the Social Aid and Allowances Appeal Board

Rule 35. The meetings of the Board shall be held generally at the main office of the latter or at any

ou à tout endroit où il sera jugé plus approprié de les tenir.

Règle 36. La Commission doit, au six (6) mois, tenir des assemblées générales auxquelles tous les membres de la Commission ainsi que le secrétaire de celle-ci sont convoqués. Le délai de convocation est de huit jours. Lors de ces assemblées, il doit y avoir lecture des procès-verbaux des assemblées spéciales tenues depuis la dernière assemblée générale.

Règle 37. Le quorum aux assemblées générales est de trois (3) des membres désignés en vertu du premier alinéa de l'article 31 de la Loi de l'aide sociale et la moitié (50%) des membres additionnels désignés en vertu du deuxième alinéa du même article.

Règle 38. Les assemblées spéciales de la Commission ont lieu aussi souvent que le président ou trois membres désignés en vertu du premier alinéa de l'article 31 de la Loi de l'aide sociale le jugent nécessaire. Seuls ces membres sont convoqués par le secrétaire, par un avis écrit ou verbal, ou tout autre moyen jugé approprié. Le délai de convocation est de deux (2) jours. Si tous les membres de la Commission sont présents, les assemblées peuvent être tenues sans avis de convocation.

Règle 39. Le quorum aux assemblées spéciales est de trois (3) membres.

Règle 40. Aux assemblées, toutes les questions sont décidées à la majorité et consignées sous forme de résolution; le président ayant droit à une voix prépondérante dans les cas d'opinions partagées également.

Dispositions générales

Règle 41. Le siège principal de la Commission est situé dans le territoire de la communauté urbaine de Québec.

Règle 42. Les bureaux de la Commission sont ouverts de 9 h. à 12 h. et de 13.30 h. à 17 h., du lundi au vendredi de chaque semaine, sauf les jours suivants: le premier de l'An, le lendemain du premier de l'An, la fête de l'Épiphanie, le Vendredi Saint, le lundi de Pâques, la fête de l'Ascension, le jour de la fête de Dollard ou de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de l'Action de grâces, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, le lendemain de Noël et l'après-midi des veilles de Noël et du jour de l'An.

Règle 43. Si un délai expire un jour où les bureaux de la Commission ne sont pas ouverts au sens de l'article 42 des présentes règles de pratique et de procédure, ou qu'il soit ordonné de faire quoi que ce soit à un tel jour, ce délai est prolongé au jour ouvrable suivant. En cas d'urgence, la Commission peut en décider autrement dans l'intérêt de la justice.

Règle 44. Un dossier d'appel revêt un caractère confidentiel et ne peut être consulté que pour cause, si la Commission l'autorise et en présence du secrétaire ou de toute autre personne dûment autorisée à cette fin par la Commission.

Règle 45. Suivant les directives du président de la Commission ou en son absence du vice-président, le secrétaire doit tenir les registres, index et fichiers concernant les appels logés devant la Commission et ceux nécessaires à la bonne marche de celle-ci.

other place which will be deemed proper to hold such meetings.

Rule 36. The Board shall hold every six (6) months a general meeting to which every member thereof and its secretary are convened. The calling delay shall be eight days. There shall be at such meeting reading of the minutes of the special meetings held since the last general meeting.

Rule 37. The quorum of general meetings shall be three (3) members appointed under the first paragraph of section 31 of the Social Aid Act and one half (50%) of the additional members appointed under the second paragraph of such section.

Rule 38. Special meetings of the Board shall be held as often as the president or three members appointed under the first paragraph of section 31 of the Social Aid Act deems it necessary. Such members only shall be convened by the secretary, upon written or verbal notice or any other means deemed appropriate. The calling delay shall be two (2) days. When all the members of the Board are present, meetings may be held without a calling notice.

Rule 39. The quorum of special meetings shall be three (3) members.

Rule 40. At meetings every question shall be decided upon by the majority and entered as a resolution; the president having a casting vote whenever there is a tie.

General Provisions

Rule 41. The head office of the Board shall be located in the territory of the Québec Urban Community.

Rule 42. The offices of the Board shall be open from 9 to 12 and from 13.30 to 17 o'clock, from Monday to Friday of each week except on the following days: New Year's day, the day after New Year's day, Epiphany, Holy Friday, Easter Monday, Ascension Day, Dollard Day or Queen's Birthday, St. John the Baptist's Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving, All Saints' Day, Immaculate Conception's Day, Christmas Day, the day after Christmas Day and the afternoon of the days before Christmas Day and New Year's Day.

Rule 43. If any delay ends on a day when the offices of the Board are closed within the meaning of rule 42 of these rules of procedure and practice, or it be ordered to do anything whatsoever on a such a day, such delay shall be extended till the next working day. In any case of urgency, the Board may decide otherwise in the interest of justice.

Rule 44. Any record of an appeal shall remain confidential and may be consulted only for cause if authorized by the Board and before the secretary or any other person duly authorized therefor by the Board.

Rule 45. According to the recommendations of the president of the Board or in his absence of the vice-president, the secretary shall keep the records, indexes and card-indexes in connection with the appeals brought before the Board and those necessary for the good administration of the latter.

Règle 46. Le président de la Commission exerce un contrôle sur l'administration de celle-ci et préside de droit toutes ses assemblées.

Règle 47. En cas d'absence du président ou lorsque celui-ci est empêché d'agir, le vice-président a les pouvoirs et assume les obligations du président.

Règle 48. Le secrétaire de la Commission relève de l'autorité de celle-ci, coordonne et dirige les activités administratives de la Commission.

Règle 49. Seul le président de la Commission et, en son absence, le vice-président autorise la diffusion d'informations concernant la Commission, les appels et leur audition. Toute publicité ou tout communiqué de presse aux fins de renseigner le public relève de l'autorité du président de la Commission et, en son absence, du vice-président.

Règle 50. La Commission doit soumettre à tous les mois des rapports d'activités au ministre des affaires sociales.

Règle 51. Aucune procédure faite en vertu des présentes règles de pratique ne doit être considérée comme nulle ou rejetée pour vice de forme ou irrégularité de procédure.

Règle 52. Les présentes règles de pratique ne préjudicient en rien aux pouvoirs et immunités conférés à la Commission et à ses membres par l'article 45 de la Loi de l'aide sociale.

40189-o

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1718

Québec, le 11 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la signature des documents du ministère des Finances.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 8 de la Loi de l'administration financière, nul acte, document ou écrit n'engage le ministre, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU qu'il est opportun d'autoriser les sous-ministres adjoints, MM. Pierre Goyette et Marcel Lefavre et le directeur des opérations bancaires, M. J.P.E. Gagnon, à signer les documents relatifs à l'administration et aux opérations bancaires du ministère;

ATTENDU qu'il est opportun d'autoriser M. Louis Cloutier, directeur adjoint des opérations bancaires, à signer certains documents concernant les opérations bancaires.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Finances:

QUE MM. Pierre Goyette et Marcel Lefavre, sous-ministres adjoints au ministère des Finances, et M. J.P.E. Gagnon, directeur des opérations bancaires au

Rule 46. The president of the Board shall have control over the administration of the latter and preside by right over all its meetings.

Rule 47. Should the president be absent or unable to act, the vice-president shall have the powers and assume the obligations of the president.

Rule 48. The secretary of the Board shall be under the authority of the latter, coordinate and control the administration of the Board.

Rule 49. Only the president of the Board or, in his absence, the vice-president shall authorize the issue of information respecting the Board, the appeals and their hearing. Any publicity or release for the press with a view to informing the public shall be the responsibility of the president or, in his absence, the vice-president.

Rule 50. The Board shall submit in every month reports of operation to the Minister of Social Affairs.

Rule 51. No procedure applied under these rules of practice shall be considered as void or set aside on account of vice of form or as an irregular procedure.

Rule 52. These rules of practice shall in no way be detrimental to the powers and immunities granted to the Board and its members by section 45 of the Social Aid Act.

40189-o

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1718

Québec, May 11, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the signing of documents originating in the Department of Finance.

WHEREAS pursuant to section 8 of the Financial Administration Act, no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, by the Deputy Minister or by an officer and only, as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

WHEREAS it is deemed expedient to authorize the Assistant Deputy Ministers, Messrs. Pierre Goyette and Marcel Lefavre and the Director of Banking Operations, Mr. J.P.E. Gagnon, to sign the documents with respect to the administration and banking operations of the Department;

WHEREAS it is deemed expedient to authorize Mr. Louis Cloutier, Assistant Director of Banking Operations, to sign certain documents concerning banking operations.

IT IS ORDERED, upon the proposal of the Minister of Finance:

THAT Messrs. Pierre Goyette and Marcel Lefavre, Assistant Deputy Ministers of the Department of Finance, and Mr. J.E.P. Gagnon, Director of Banking

ministère des Finances, soient autorisés à signer pour le ministère les documents concernant l'administration du ministère des Finances et les documents concernant les opérations bancaires du ministère;

QUE M. Louis Cloutier, directeur adjoint des opérations bancaires, soit autorisé à signer pour le ministère certains documents relatifs aux opérations bancaires tels que chèques de virement et bons du trésor;

QUE le présent règlement prenne effet à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40191-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1481

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche du Parc Mastigouche.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 77, paragraphe « r » de la Loi de la Conservation de la Faune, (chapitre 58 des lois de 1969) le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en réserve de chasse et de pêche un certain territoire situé dans les comtés de Saint-Maurice, Maskinongé et Berthier, laquelle est connue sous le nom de « Réserve du Parc Mastigouche ».

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

Qu'un territoire d'une superficie de 710 milles carrés, situé dans les cantons Badeaux, Arcand, Allard, Desaulniers, Chapleau, Kaine, Aubry, Grégu, Masson, Houde, Angoulême, Gauthier, Courcelles et Provost, soit constitué en réserve de chasse et de pêche sous le nom de « Réserve du Parc Mastigouche »; le périmètre de ce territoire étant décrit comme suit:

« Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne séparatrice des cantons Chapleau et de Calonne, et la ligne séparatrice des cantons Desaulniers et Chapleau; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne séparatrice des cantons Chapleau et de Calonne, en contournant par le nord le lac Carufel et le lac Bonnetterre, la ligne séparatrice des cantons Angoulême et Peterborough, en contournant par le nord le lac Catherine jusqu'au prolongement de la limite est du bloc D; de là, vers le nord et l'ouest suivant la limite du bloc D, suivant un azimut de 348°30' et un azimut de 266°00' sur une distance de 31.34 chaînes jusqu'au chemin de la rivière Mastigouche; de là, vers le sud-ouest la limite de l'emprise est du chemin jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Angoulême et Peterborough; de là, vers le sud-ouest en suivant la ligne séparatrice desdits cantons jusqu'à l'intersection avec la ligne séparatrice des lots C et D du rang V, N.E. du canton Peterborough; de là, vers le nord-ouest une ligne parallèle et distante de 2800 pieds

Operations of the Department of Finance, be authorized to sign the documents concerning the administration of the Department of Finance and the documents concerning the banking operations of the Department on behalf of the Department;

THAT Mr. Louis Cloutier, Assistant Director of Banking Operations, be authorized to sign certain documents with respect to banking operations such as transfer cheque and treasury bills;

THAT the present regulations shall take effect upon the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40191

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1481

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Fish and Game Reserve of Mastigouche Park.

WHEREAS under paragraph "r" of section 77 of the Wild-Life Conservation Act (chapter 58 of the statutes of 1969) the Lieutenant-Governor in Council may establish fish and games reserves;

WHEREAS it is expedient to constitute into a fish and game reserve a certain territory situated in the counties of St. Maurice, Maskinongé and Berthier, such territory being known under the name of "Mastigouche Park Reserve".

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT a territory of an area of 710 square miles situated in the townships of Badeaux, Arcand, Allard, Desaulniers, Chapleau, Kaine, Aubry, Grégu, Masson, Houde, Angoulême, Gauthier, Courcelles and Provost be constituted into a fish and game reserve under the name of "Mastigouche Park Reserve"; the perimeter of such territory may be described as follows:

"Starting from a point located at the intersection of the dividing line between the townships of Chapleau and de Calonne with the dividing line between the townships of Desaulniers and Chapleau; thence, southwesterly along the dividing line between the townships of Chapleau and de Calonne, running north of Carufel and Bonnetterre lakes, the dividing line between the townships of Angoulême and Peterborough, running north of Catherine lake to the extension of the east line of block D; thence, northerly and westerly along the line of block D along the lines of a 348°30' azimuth and those of a 266°00' on a distance of 31.34 chains to the road of Mastigouche river; thence, southwesterly the east line of the right of way of such road to the dividing line between the townships of Angoulême and Peterborough; thence, southwesterly along the dividing line between the said townships to the intersection with the dividing line between lots C and D of range V, N.E. of the township of Peterborough; thence, northwesterly

de la ligne séparatrice des comtés Berthier et Maskinongé sur une distance de 3.6 milles; de là, vers le sud-ouest sur une distance de 1.3 milles; de là, vers le sud-ouest sur une distance de 2.3 milles jusqu'au coin sud-est du lot 29 du rang nord-est chemin St-Damien; de là, vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-ouest du lot 29 dudit rang; de là, vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-ouest du lot 30 du rang sud-ouest chemin St-Damien; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne arrière dudit rang jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Gauthier et Courcelles; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne séparatrice des cantons Gauthier et Courcelles jusqu'à la ligne centrale du canton Courcelles; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne centrale du canton de Courcelles en contournant par l'ouest le premier lac qui s'y rencontre et vers l'est le second jusqu'à la ligne séparatrice des lots 42 et 43 du rang N.E. (chemin Desautel); de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des lots 42 et 43 du rang sud-ouest et du rang nord-est; la limite sud-est du rang XII en contournant par le nord les lacs qui s'y rencontrent; de là, vers le nord-ouest la limite nord-est du lot 53 des rangs XII, XI et X; de là, vers le sud-ouest la limite nord-ouest du rang X, en contournant par le sud le lac qui s'y rencontre, la limite nord-ouest du lot 25 des rangs nord-est et sud-ouest (chemin Desautel) en contournant par le sud le lac qui s'y rencontre; de là, vers le nord-ouest la limite nord-est du lot 36 du rang IX; de là, vers le nord-est la limite nord-ouest du lot 19 du rang sud-ouest; vers le nord-ouest la limite nord-est du lot 43 du rang VIII; de là, vers le sud-ouest la ligne séparatrice des rangs VII et VIII jusqu'au coin sud du lot 32 du rang VII; vers le nord-ouest la ligne arrière des lots 13, 12 et 11 du rang V; de là, vers le sud-ouest la ligne séparatrice des lots 10 et 11 du rang V en contournant par le sud le lac qui s'y rencontre jusqu'à la route provinciale numéro 43; de là, vers le nord-ouest suivant la limite de l'emprise nord-est de la route 43 jusqu'à la ligne séparatrice des lots 2 et 3 du rang V, canton de Courcelles; de là, vers le nord-est ladite ligne séparatrice des lots 2 et 3 en contournant par le nord le lac Bleu jusqu'à la limite sud-ouest du lot 32 du rang VI, canton de Courcelles; de là, vers le nord-ouest ladite limite sud-ouest du lot 32 du rang VI et la limite sud-ouest du rang XIV du canton de Provost jusqu'à la ligne séparatrice des lots 8 et 9 dudit rang XIV; de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des lots 8 et 9 du rang XIV; de là, vers le nord-ouest la ligne séparatrice des rangs XIV et XV jusqu'à la ligne séparatrice des lots 3 et 4 du rang XV; de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des lots 3 et 4 du rang XV; de là, la ligne séparatrice des rangs XV et XVI jusqu'à la limite nord-ouest du lot 1 du rang XVI; de là, vers le nord-est la limite sud-est du rang XIII, canton de Provost; vers le nord-ouest la ligne séparatrice des cantons de Provost et Houde; vers le nord-est la ligne séparatrice des cantons de Masson et Houde jusqu'au coin est du rang II, canton de Masson; vers le nord-ouest la ligne séparatrice des rangs II et III, canton de Masson en contournant par l'ouest le lac Mignon jusqu'à la ligne séparatrice des lots 15 et 16 du rang III; de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des lots 15 et 16 du rang III jusqu'à trois (3) chaînes au nord du chemin longeant le ruisseau Ignace; de là, dans des directions

a line parallel and 2,800 feet from the dividing line between the counties of Berthier and Maskinongé on a distance of 3.6 miles; thence, southwesterly on a distance of 1.3 mile; thence, southwesterly on a distance of 2.3 miles to the southeast corner of lot 29 of "rang nord-est chemin St-Damien"; thence, southwesterly to the northwest corner of lot 29 of the said range; thence, southwesterly to the northwest corner of lot 30 of "rang sud-ouest chemin St-Damien"; thence, northwesterly along the rear line of the said range to the dividing line between the townships of Gauthier and Courcelles; thence, southwesterly along the dividing line between the townships of Gauthier and Courcelles to the center line of the township of Courcelles; thence, northwesterly along the center line of the township of Courcelles running west of the first lake which one meets and easterly west of the second one to the dividing line between lots 42 and 43 of "rang nord-est chemin Desautel"; thence, northeasterly the dividing line between lots 42 and 43 of the southwest range and northeast range; the southeast line of range XII running north of the lakes situated thereat; thence, northwesterly the northeast line of lot 53 of ranges XII, XI and X; thence, southwesterly the northwest line of range X running south of the lake situated thereat, the northwest line of lot 25 in northeast and southwest ranges (chemin Desautel) running south of the lake situated thereat; thence, northwesterly the northeast line of lot 36 of range IX; thence, northeasterly the northwest line of lot 19 of southwest range; northwesterly the northeast line of lot 43 of range VIII; thence, southwesterly the dividing line between ranges VII and VIII to the south corner of lot 32 of range VII; northwesterly the rear line of lots 13, 12 and 11 of range V; thence, southwesterly the dividing line between lots 10 and 11 of range V running south of the lake situated thereat to the provincial highway number 43; thence, northwesterly along the northeast line of the right of way of highway 43 to the dividing line between lots 2 and 3 of range V in the township of Courcelles; thence, northeasterly the said dividing line between lots 2 and 3 running north of Bleu lake to the southwest line of lot 32 of range VI in the township of Courcelles; thence, northwesterly the said southwest line of lot 32 of range VI and the southwest line of range XIV of the township of Provost to the dividing line between lots 8 and 9 of said range XIV; thence, northeasterly the dividing line between lots 8 and 9 of range XIV; thence, northwesterly the dividing line between ranges XIV and XV to the dividing line between lots 3 and 4 of range XV; thence, northeasterly the dividing line between lots 3 and 4 of range XV; thence, the dividing line between ranges XV and XVI to the northwest line of lot 1 of range XVI; thence, northeasterly the southeast line of range XIII in the township of Provost; northwesterly the dividing line between the townships of Provost and Houde; northeasterly the dividing line between the townships of Masson and Houde to the east corner of range II in the township of Masson; northwesterly the dividing line between ranges II and III in the township of Masson running west of Mignon lake to the dividing line between lots 15 and 16 of range III; thence, northeast-

générales nord-est et nord suivant une ligne parallèle et distance de trois (3) chaînes de la limite de l'emprise ouest du chemin du lac à la Bouteille en suivant le tracé ouest jusqu'au point du ruisseau à la Bouteille; de là, dans une direction générale nord suivant une ligne parallèle et distance de trois (3) chaînes de la rive ouest du ruisseau à la Bouteille jusqu'au lac Taureau; de là, dans des directions générales est et nord suivant la rive du lac Taureau jusqu'au barrage de la rivière Mattawin; de là, dans une direction générale nord-est une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la rive nord de la rivière Mattawin jusqu'au pont; de là, une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la limite de l'emprise nord du chemin longeant la rivière Mattawin jusqu'à la ligne séparatrice des comtés Laviolette et St-Maurice; de là, vers le sud-est la ligne séparatrice des comtés Laviolette et St-Maurice jusqu'à la rive sud de la rivière Mattawin; de là, dans des directions générales sud, sud-ouest et sud-est suivant la limite du parc National de la Mauricie jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Desaulniers et Belleau; de là, vers le sud-ouest suivant ladite ligne séparatrice des cantons Desaulniers et Belleau jusqu'au point de départ, en contournant par le sud le lac Marchand et par le nord le petit lac des Pins Rouges ».

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

40148-o

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1683

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans la région de Douglas Harbour, péninsule d'Ungava, territoire du Nouveau-Québec.

ATTENDU QUE la compagnie Raglan Québec Mines Limited (n.p.l.) détient les permis d'exploration minière numéros 174, 175, 176 et 160, conformément à l'article 270, paragraphe 2 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34);

ATTENDU QUE ces permis affectent des terrains situés dans la région de Douglas Harbour, péninsule d'Ungava dans le territoire du Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE la compagnie Falconbridge Nickel Mines Limited (n.p.l.) qui détient la majorité des actions dans la compagnie Raglan Québec Mines Limited (n.p.l.) se propose de construire un chemin donnant accès à la mer à partir des terrains faisant l'objet de ces permis;

ATTENDU QUE la compagnie Falconbridge Nickel Mines Limited (n.p.l.) demande que soit réservée et soustraite au jalonnement une lisière de terrain de deux (2) milles de largeur pour asseoir ledit chemin;

erly the dividing line between lots 15 and 16 of range III to a distance of three (3) chains north of the road running along Ignace brook; thence, generally north-easterly and northerly along a line parallel and three (3) chains from the west line of the right of way of the "chemin du lac à la Bouteille" along the west line to the bridge over "ruisseau à la Bouteille"; thence, generally northerly along a line parallel and three (3) chains from the west bank of "ruisseau à la Bouteille" to Taureau lake; thence, generally easterly and northerly along the shore of Taureau lake to the dam of Mattawin river; thence, generally northeasterly a line parallel and three (3) chains from the north bank of Mattawin river to the said bridge; thence, a line parallel and three (3) chains from the north line of the right of way of a road along Mattawin river to the dividing line between the counties of Laviolette and St. Maurice; thence, southeasterly the dividing line between the counties of Laviolette and St. Maurice to the south bank of Mattawin river; thence, generally southerly, southwesterly and southeasterly along the limit of the Mauricie National Park to the dividing line between the townships of Desaulniers and Belleau; thence, southwesterly along the said dividing line between the townships of Desaulniers and Belleau to the starting point running south of Marchand lake north of "le petit lac des Pins Rouges".

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

40148

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1683

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of a stretch of land in the region of Douglas Harbour, Ungava Peninsula, territory of New Québec.

WHEREAS Raglan Québec Mines Limited (n.p.l.) holds mining exploration permits numbers 174, 175, 176 and 160, pursuant to section 270, subsection 2 of the Mining Act (S.Q. 1965, Chapter 34);

WHEREAS these permits bear upon lands situated in the region of Douglas Harbour, Ungava Peninsula, in the territory of New Québec;

WHEREAS Falconbridge Nickel Mines Limited (n.p.l.), the majority shareholder of Raglan Québec Mines Limited (n.p.l.), propose to build a road giving access to the sea from the lands covered by the said permits;

WHEREAS Falconbridge Nickel Mines Limited (n.p.l.) request that a strip of land of two (2) miles width be reserved and withdrawn from staking for the purpose of laying the road-bed;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de l'industrie minière de cette région que soit soustraite au jalonnement la lisière de terrain ci-après décrite;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 268, paragraphe 1) de la Loi des mines, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réserver et soustraire au jalonnement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement... de voies de transport...

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soit réservée et soustraite au jalonnement la lisière de terrain située dans les cantons projetés numéros 8030, 8130, 8131, 8132 et 8232, régions de Wakeham Bay et de Douglas Harbour dans le territoire du Nouveau Québec décrite comme suit:

Projet no 3 — Douglas Harbour

Un corridor de deux (2) milles de large ayant comme axe le parcours d'une voie d'accès praticable partant d'un point situé à l'intersection de la latitude $61^{\circ}39'40''N$ et de la longitude $73^{\circ}18'15''W$; la voie d'accès projetée se dirigera dans une direction générale nord-est en traversant les cantons projetés numéros 8030, 8130, 8131, 8132 et 8232, jusqu'à un point situé sur la pointe du Bras sud-ouest de Douglas Harbour, à l'intersection de la latitude $61^{\circ}49'30''N$ et de la longitude $72^{\circ}47'30''W$.

Aux deux extrémités de la voie d'accès projetée, soit aux points d'intersection de la latitude $61^{\circ}39'40''N$ et de la longitude $73^{\circ}18'15''W$ et à l'intersection de la latitude $61^{\circ}49'30''N$ et de la longitude $72^{\circ}47'30''W$ seront également soustraites au jalonnement deux étendues de terrain comprises dans un demi-cercle d'un rayon de un (1) mille.

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur le plan numéro B-1009 (Régions de Wakeham Bay et de Douglas Harbour) à l'échelle de deux (2) milles au pouce, en date du 18 mars 1971, lequel est signé par le sous-ministre du ministère des Richesses naturelles et déposé aux archives des Mines de ce ministère.

QUE ce projet ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

QUE la soustraction au jalonnement autorisée en vertu du présent arrêté en conseil prenne fin, quant à l'étendue de terrain inutilisée pour la construction du chemin, une fois le chemin construit.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40211-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1682

Québec, 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement d'étendues de terrain situées dans les districts électoraux de Duplessis et Saguenay.

WHEREAS it is in the interest of the mining industry of this region that the strip of land, hereinafter described, be withdrawn from staking;

WHEREAS pursuant to section 268, subsection 1) of the Mining Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment... of means of transportation...

IT IS ORDERED, therefore, upon the proposal of the Minister of Natural Resources:

THAT the strip of land be reserved and withdrawn from staking which is situated in the proposed cantons numbered 8030, 8130, 8131, 8132 and 8232, regions of Wakeham Bay and Douglas Harbour in the territory of New Québec described as follows:

Project No. 3 — Douglas Harbour

A corridor of two (2) miles in width having as its axis the route of a practicable means of access starting from a point situated at the intersection of latitude $61^{\circ}39'40''N$ and longitude $73^{\circ}18'15''W$; the proposed means of access shall lead in a general north easterly direction, traversing the proposed cantons numbered 8030, 8130, 8131, 8132 and 8232, to a point situated on the tip of the South West Arm of Douglas Harbour, being the intersection of latitude $61^{\circ}49'30''N$ and longitude $72^{\circ}47'30''W$.

At both ends of the proposed means of access, being the points of intersection of latitude $61^{\circ}39'40''N$ and longitude $73^{\circ}18'15''W$ and of intersection of latitude $61^{\circ}49'30''N$ and longitude $72^{\circ}47'30''W$, two stretches of land, each consisting of a semi-circle of one (1) mile radius, shall also be withdrawn from staking.

All of which as indicated in red on plan number B-1009 (Regions of Wakeham Bay and Douglas Harbour) of the scale of two (2) miles to the inch, dated March 18, 1971, and which is signed by the Deputy Minister of the Department of Natural Resources and deposited in the Mines records office of this Department.

THAT this proposal have the force of law from its date of publication in the *Québec Official Gazette*;

THAT, insofar as concerns that part of the stretch of land which has not been used for the building of the road, the withdrawal from staking, authorized pursuant to the present Order in Council, shall terminate upon completion of the building of the road.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40211

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1682

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of stretches of land situated in the electoral districts of Duplessis and Saguenay.

ATTENDU QUE l'Hydro-Québec désire aménager une ligne de transport d'énergie électrique reliant le point « X » situé dans le district électoral de Duplessis au poste Micoua situé dans le canton projeté numéro 549 et au poste Manicouagan situé dans le canton de Eudes;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt public de prévenir tout jalonnement de nuisance sur le terrain devant servir à l'aménagement de ladite ligne de transport d'énergie électrique;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe 1 de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire par règlement au jalonnement en claims miniers tout terrain qui dans son opinion peut être nécessaire... à l'établissement de voies de transport... ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement les terrains ci-après décrits:

Première étendue (Points « X » - « B » - Manicouagan)

Un corridor de deux milles (2m) de l'arguer, soit un mille (1m) de chaque côté de l'emprise centrale des lignes de transmission en construction, sur une distance approximative de deux cent cinquante-sept milles et cinq dixièmes (257.5m), traversant les cantons projetés nos 2262, 2263, 2162, 2163, 2062, 2063, 1962, 1963, 1863, 1763, 1662, 1663, 1562, 1563, 1461, 1462, 1361, 1362, 1261, 1262, 1161, 656, 555, 554 et les cantons de Moisie, Letellier, Arnaud, Le Neuf, Babel, Grenier, Fitzpatrick, Fafard, Godbout, Bourdon, Morency, Laffèche et Eudes, les îles et flets et le lit du fleuve Saint-Laurent, districts électoraux de Duplessis et Saguenay, plus spécifiquement décrit comme suit:

Partant du point « X » (centre de l'emprise des lignes de transmission) situé dans le canton projeté numéro 2263, à l'intersection de la longitude ouest 65°41'30" et de la ligne de partage des eaux du fleuve Saint-Laurent et du fleuve Ashuanipi (Hamilton ou des Esquimaux), limite Nord du district électoral de Duplessis, (S.R.Q. 1964, ch. 5, a. 3-22); de là, dans une direction générale sud-ouest, sud-est et sud-ouest, en joignant successivement les points d'intersection des latitudes et longitudes suivantes:

WHEREAS Hydro-Québec wishes to develop a line for the transmission of electrical energy linking the point "X" situated in the electoral district of Duplessis to Micoua station situated in the proposed canton number 549 and to Manicouagan station situated in the canton of Eudes;

WHEREAS it is in the public interest to prevent any nuisance staking on the land before starting development of the said electrical transmission line;

WHEREAS, pursuant to subsection 1) of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, Chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary... for the establishment of means of transportation... or for any other purpose.

IT IS ORDERED, therefore, upon the proposal of the Minister of Natural Resources:

THAT the lands hereinafter described be reserved and withdrawn from staking:

First stretch (Points "X" - "B" - Manicouagan)

A corridor of two miles (2m) in width, being one mile (1m) each side of the centre line of the right-of-way of the transmission lines to be constructed, over an approximate distance of two hundred and fifty-seven and five-tenths miles (257.5m), traversing the proposed cantons Nos. 2262, 2263, 2162, 2163, 2062, 2063, 1962, 1963, 1863, 1763, 1662, 1663, 1562, 1563, 1461, 1462, 1361, 1362, 1261, 1262, 1161, 656, 555, 554 and the cantons of Moisie, Letellier, Arnaud, Le Neuf, Babel, Grenier, Fitzpatrick, Fafard, Godbout, Bourdon, Morency, Laffèche and Eudes, the islands and islets and the St. Lawrence River-bed, electoral districts of Duplessis and Saguenay, more specifically described as follows:

Starting from point "X" (centre line of the right-of-way of the transmission lines) situated in the proposed canton number 2263, at the intersection of West longitude 65°41'30" and of the watershed line dividing the waters of the St. Lawrence river from those of the Ashuanipi (Hamilton or Esquimaux) river, northern boundary of the electoral district of Duplessis (S.R.Q. 1964, Ch. 5, S. 3-22); thence, in a general direction southwest, southeast and southwest, joining consecutively the points of intersection of the following latitudes and longitudes:

<i>Latitude nord</i>	<i>et</i>	<i>Longitude ouest</i>
52°01'00"		65°42'00"
51°54'00"		65°44'30"
51°48'00"		65°41'00"
51°34'00"		65°40'45"
51°25'00"		65°36'00"
51°20'40"		65°35'45"
51°13'00"		65°40'30"
51°05'30"		65°44'30"
51°01'00"		65°50'00"
50°51'30"		65°56'25"
50°45'00"		65°55'10"

<i>North latitude</i>	<i>and</i>	<i>West longitude</i>
52°01'00"		65°42'00"
51°54'00"		65°44'30"
51°48'00"		65°41'00"
51°34'00"		65°40'45"
51°25'00"		65°36'00"
51°20'40"		65°35'45"
51°13'00"		65°40'30"
51°05'30"		65°44'30"
51°01'00"		65°50'00"
50°51'30"		65°56'25"
50°45'00"		65°55'10"

<i>Latitude nord</i>	<i>et</i>	<i>Longitude ouest</i>	<i>North latitude</i>	<i>and</i>	<i>West longitude</i>
50°41'00"		65°55'30"	50°41'00"		65°55'30"
50°35'05"		65°59'50"	50°35'05"		65°59'50"
50°31'00"		66°03'20"	50°31'00"		66°03'20"
50°26'00"		66°07'00"	50°26'00"		66°07'00"
50°22'00"		66°09'00"	50°22'00"		66°09'00"
50°19'00"		66°11'40"	50°19'00"		66°11'40"
50°16'30"		66°29'00"	50°16'30"		66°29'00"
50°15'00"		66°32'00"	50°15'00"		66°32'00"
50°11'40"		66°35'00"	50°11'40"		66°35'00"
50°11'00"		66°37'30"	50°11'00"		66°37'30"
50°10'40"		66°40'00"	50°10'40"		66°40'00"
50°02'15"		66°51'30"	50°02'15"		66°51'30"
50°01'30"		66°55'00"	50°01'30"		66°55'00"
49°57'15"		67°01'00"	49°57'15"		67°01'00"
49°54'30"		67°02'20"	49°54'30"		67°02'20"
49°51'05"		67°06'30"	49°51'05"		67°06'30"
49°48'45"		67°15'00"	49°48'45"		67°15'00"
49°45'00"		67°25'10"	49°45'00"		67°25'10"
49°40'30"		67°35'00" (Point « B »)	49°40'30"		67°35'00" (Point "B")
49°36'20"		67°46'00"	49°36'20"		67°46'00"
49°30'25"		67°55'40"	49°30'25"		67°55'40"
49°23'30"		68°13'00"	49°23'30"		68°13'00"
49°17'50"		68°20'20"	49°17'50"		68°20'20"

de là, dans une direction ouest, jusqu'au poste Manicouagan dans le canton de Eudes.

Deuxième étendue (Point « B » - Micoua)

Un corridor de deux milles (2m) de largeur, soit un mille (1m) de chaque côté de l'emprise centrale de la ligne de transmission en construction, sur une distance approximative de cinquante-trois milles et cinq dixièmes (53.5m), traversant les cantons projetés nos 554, 553, 652, 551, 550, 549 et les cantons de Godbout et Morency, district électoral de Saguenay, plus spécifiquement décrit comme suit:

Partant du point « B » (centre de l'emprise de la ligne de transmission) situé dans le canton projeté numéro 554, à l'intersection de la latitude nord 49°40'30" et de la longitude ouest 67°35'00"; de là, dans une direction générale nord-ouest, en joignant successivement les points d'intersection des latitudes et longitudes suivantes:

thence, in a westerly direction, to Manicouagan station in the canton of Eudes.

Second stretch (Point "B" - Micoua)

A corridor of two miles (2m) in width, being one mile (1m) each side of the centre line of the right-of-way of the transmission lines to be constructed, over an approximate distance of fifty-three and five-tenths miles (53.5m), traversing the proposed cantons Nos. 554, 553, 652, 551, 550, 549 and the cantons of Godbout and Morency, electoral district of Saguenay, more specifically described as follows:

Starting from point "B" (centre line of the right-of-way of the transmission lines) situated in the proposed canton number 554, at the intersection of north latitude 49°40'30" and west longitude 67°35'00"; thence, in a general northwesterly direction, joining consecutively the points of intersection of the following latitudes and longitudes:

<i>Latitude nord</i>	<i>et</i>	<i>Longitude ouest</i>	<i>North latitude</i>	<i>and</i>	<i>West longitude</i>
49°41'40"		67°45'00"	49°41'40"		67°45'00"
49°44'00"		68°36'40"	49°44'00"		68°36'40"
49°45'40"		68°40'30"	49°45'40"		68°40'30"
49°46'30"		68°43'45"	49°46'30"		68°43'45"

de là, dans une direction sud-ouest, jusqu'au poste Micoua dans le canton projeté numéro 549.

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur le plan numéro B-1013, à l'échelle de quatre milles (4m) au pouce, lequel est signé par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposé aux archives des Mines de ce ministère.

QUE cette soustraction au jalonnement autorisée en vertu du présent arrêté en conseil prenne effet à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

thence, in a southwesterly direction to Micoua station in the proposed canton number 549.

All of which as indicated in red on plan number B-1013, of the scale of four miles (4m) to the inch, which is signed by the Deputy Minister of Natural Resources and deposited in the Mines records office of this Department.

THAT this withdrawal from staking authorized pursuant to the present Order in Council take effect from the date of its publication in the *Québec Official Gazette*;

QUE la soustraction au jalonnement autorisée en vertu du présent arrêté en conseil prenne fin après la construction des lignes de transmission et après l'enregistrement des titres accordant les droits de surface sur les emprises desdites lignes de transmission.

40211-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1497

Québec, le 27 avril 1971.

Présent; Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement No 7 du ministre de l'éducation relatif au cadre général d'organisation de l'enseignement de la classe maternelle, du niveau élémentaire et du niveau secondaire.

ATTENDU QUE le Règlement No 7 du ministre de l'éducation a été soumis à l'examen du Conseil supérieur de l'éducation, conformément à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 234);

ATTENDU QUE ledit Conseil a donné son avis au ministre sur ce Règlement No 7 le 16 mars 1971, conformément au paragraphe « a » de l'article 9 de ladite loi.

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la proposition du ministre de l'éducation:

1° QUE le Règlement No 7 du ministre de l'éducation dont le texte est ci-annexé soit approuvé conformément à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 234);

2° QUE soient abrogés l'arrêté en conseil numéro 946 du 11 mai 1965, concernant le Règlement No 1 du ministre de l'éducation, relatif au cours élémentaire et au cours secondaire, l'arrêté en conseil numéro 627 du 17 février 1971, concernant le calendrier scolaire 1971-1972 pour les élèves de la classe maternelle et des niveaux élémentaire et secondaire, et le 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement No 2 du ministre de l'éducation, relatif aux examens du ministère de l'éducation aux cours élémentaire et secondaire, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 349 du 3 mars 1966;

3° QUE soient amendés en conséquence, s'il y a lieu,

a) l'arrêté en conseil numéro 1576 du 21 mai 1969, concernant les règlements relatifs à l'horaire des élèves,

b) l'arrêté en conseil numéro 674 du 18 février 1970 relatif à l'inscription des élèves,

c) le Règlement No 2 du ministre de l'éducation, relatif aux examens du ministère de l'éducation aux cours élémentaire et secondaire, et

d) les Règlements du ministre de l'éducation, désignés avant le 13 mai 1964, sous le titre de « Règlements du comité catholique du Conseil de l'instruction publi-

THAT the withdrawal from staking authorized pursuant to the present Order in Council shall terminate upon completion of the construction of the transmission lines and upon the registration of title-deeds granting surface rights on the said routes of the transmission lines.

40211 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1497

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation No. 7 of the Minister of Education with respect to the general framework for the organization of kindergarten and of elementary and secondary education.

WHEREAS Regulation No. 7 of the Minister of Education, has been submitted to the Superior Council of Education for examination, pursuant to section 28 of the Superior Council of Education Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 234);

WHEREAS pursuant to sub-paragraph (a) of section 9 of the said Act the Council has given its opinion on this Regulation No. 7 of March 16, 1971 to the Minister.

IT IS ORDERED therefore upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT Regulation No. 7 of the Minister of Education, the text of which is appended hereto, be approved pursuant to section 28 of the Superior Council of Education Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 234);

2. THAT the following Orders in Council be rescinded: No. 946 of May 11, 1965, concerning Regulation No. 1 of the Minister of Education respecting elementary and secondary schools; No. 627 of February 17, 1971, concerning the school calendar for 1971-72 for pupils of kindergarten classes and those of elementary and secondary schools; and that the 2nd paragraph of section 3 of Regulation No. 2 of the Minister of Education be rescinded, which concerns Department of Education examinations for elementary and secondary schools approved by Order in Council No. 349 of March 3, 1966;

3. THAT therefore amendments be made as follows where necessary,

(a) Order in Council No. 1576 of May 21, 1969 respecting the Regulations concerning time-tables for pupils,

(b) Order in Council No. 674 of February 18, 1970 respecting enrolment of pupils,

(c) Regulation No. 2 of the Minister of Education, respecting Department of Education examinations for elementary and secondary schools, and

(d) the Regulations of the Minister of Education issued before May 13, 1964 entitled "Règlements du comité catholique du Conseil de l'instruction publique"

que » et de « *Regulations of the Protestant Committee of the Council of Education* ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

and the "Regulations of the Protestant Committee of the Council of Education."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement No 7 relatif au cadre général d'organisation de l'enseignement de la classe maternelle, du niveau élémentaire et du niveau secondaire.

Regulation No. 7 relative to the general framework for the organization of kindergarten and of elementary and secondary education.

SECTION A

Définition de certains termes aux fins du présent règlement

a) *Ministre:*

Ministre de l'éducation.

b) *Ministère:*

Ministère de l'éducation.

c) *Commission scolaire:*

Toute corporation de commissaires ou de syndicats d'écoles constituée en vertu de la Loi de l'instruction publique ou en vertu d'une loi spéciale.

d) *École:*

Entité institutionnelle, sous la direction d'un principal ou d'un responsable, où l'on assure la formation des élèves.

e) *Institution privée:*

Toute personne, corporation ou organisme qui dispense l'enseignement conformément à la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67).

f) *Personnel de la direction de l'école:*

Comprend le principal et les adjoints, et par extension, pour les seules fins pédagogiques, le responsable.

g) *L'expression personnel professionnel enseignant:*

Toute personne qui exerce, dans une école d'une commission scolaire ou dans une institution privée, une fonction d'enseignement, dans le cadre du programme d'enseignement du ministre de l'éducation.

h) *Fonction d'enseignement:*

Fonction de celui qui enseigne à des élèves, dans le cadre du programme d'enseignement du ministre de l'éducation.

i) *L'expression personnel professionnel non enseignant:*

Toute personne qui, sans exercer une fonction d'enseignement, est en contact avec l'élève pour l'aider à réaliser sa vie personnelle et assurer son cheminement scolaire.

j) *Classe maternelle:*

Toute classe où l'on reçoit des enfants pour une année précédant immédiatement la première année d'études du niveau élémentaire.

k) *Niveau élémentaire:*

Années d'études qui se situent entre la classe maternelle et le niveau secondaire.

PART A

Definition of certain terms for purposes of this regulation

(a) *Minister:*

Minister of Education.

(b) *Department:*

Department of Education.

(c) *School Board:*

Any corporation of commissioners or school trustees in accordance with the Education Act or in accordance with a special Act.

(d) *School:*

An institutional entity, for the education of pupils, under the direction of a principal or head teacher.

(e) *Private Institution:*

Any person, corporation or organization dispensing education in compliance with the Private Education Act (1968, Chapter 67).

(f) *School Administration Personnel:*

Includes the principal and vice-principals, and by extension, for pedagogical purposes only, the head teacher.

(g) *The expression - Professional Teaching Personnel:*

Any person who exercises a teaching function within the framework of the education programme of the Minister of Education in a school of a school board or in a private institution.

(h) *Teaching Function:*

Function of those who teach pupils within the framework of the education programme of the Minister of Education.

(i) *The expression - Non-teaching Professional Personnel:*

Any person who, while not exercising a teaching function, is in contact with the pupil to help him develop his personal life and to assure his school progress.

(j) *Kindergarten:*

Any class that receives children for the year immediately preceding the first year of study of the elementary level.

(k) *Elementary Level:*

Years of study, situated between the Kindergarten class and the secondary level.

l) Niveau secondaire:

Années d'études qui se situent entre le niveau élémentaire et le niveau collégial.

m) Année scolaire:

Les douze mois compris entre le 1^{er} juillet d'une année et le 30 juin inclusivement de l'année suivante.

n) Discipline:

Branche du savoir faisant l'objet d'études théoriques et pratiques.

o) Discipline commune:

Discipline qui apparaît dans tous les profils scolaires.

p) Cours:

Ensemble structuré d'activités de formation, au niveau secondaire, effectuées dans le cadre de programmes approuvés par le ministre de l'éducation.

Le cours est identifié dans l'Annuaire:

1° par la ou les discipline(s) sur laquelle ou lesquelles il porte;

2° par un nombre d'heures réparties sur l'année scolaire ou sur une partie de l'année scolaire.

q) Concentration:

Ensemble des cours choisis au niveau secondaire en fonction de l'orientation progressive d'un élève.

r) Cours complémentaire:

Cours choisi par l'élève au niveau secondaire, compte tenu de ses aptitudes, de ses intérêts et de ses besoins.

s) Cours d'appoint:

Cours dispensés au niveau secondaire à certains élèves qui passent de l'élémentaire au secondaire à 12 ou 13 ans et qui n'ont pas la préparation requise pour accéder à certains cours de niveau secondaire.

t) Cours préalable:

Cours qu'un élève doit réussir au niveau secondaire pour accéder à un autre cours.

u) Profil scolaire:

Agencement de cours et d'activités propre à un élève de niveau secondaire et établi compte tenu:

- 1° des objectifs de la formation de niveau secondaire;
- 2° de l'orientation de l'élève;
- 3° des aptitudes de l'élève;
- 4° des intérêts de l'élève;
- 5° des exigences des cours.

v) Examen:

Instrument d'évaluation de l'apprentissage et de la formation qui peut comprendre des épreuves:

- écrites, orales ou les deux
- théoriques, pratiques ou les deux
- partielles, finales ou les deux
- individualisées, communes ou les deux
- d'analyse, de synthèse ou les deux

(l) Secondary Level:

Years of study situated between the elementary level and the college level.

(m) School Year:

The twelve months between the 1st of July of one year to and including the 30th of June of the following year.

(n) Discipline:

A branch of knowledge which is the object of theoretical and practical studies.

(o) Common Discipline:

A discipline which is included in all school profiles.

(p) Course:

A structured group of educational activities at the secondary level carried out in accordance with the programmes approved by the Minister of Education.

A course is identified in the Directory:

1. by the discipline or disciplines on which it is based;

2. by a number of hours distributed over a school year or over a part of a school year.

(q) Concentration:

Grouping of secondary courses chosen at the secondary level in accordance with the progressive orientation of a pupil.

(r) Complementary Courses:

Courses chosen by a pupil at the secondary level taking into account his aptitudes, interests and needs.

(s) Make-up Courses:

Courses given at the secondary level to certain pupils advancing from elementary to secondary at 12 or 13 years of age and who do not have the required preparation to take certain courses of secondary level.

(t) Prerequisite Courses:

Courses that a pupil must pass at the secondary level in order to take another course.

(u) School Profile:

Pattern of courses and activities appropriate to a pupil at the secondary level and established in consideration of:

1. Educational objectives of the secondary level.
2. Orientation of the pupil.
3. Aptitudes of the pupil.
4. Interests of the pupil.
5. Requirements of courses.

(v) Examination:

An instrument for the evaluation of learning and education which may include tests of the following kinds:

- written, oral or both
- theory, practical or both
- partial, final or both
- individual, group or both
- analysis, synthesis or both

— de type objectif ou autre, ou une combinaison des deux.

w) Test:

Instrument standardisé préparé de façon scientifique en vue de mesurer le développement général ou le rendement d'un élève dans un secteur spécifique. Le test tel qu'entendu, dans le présent règlement, n'a pas pour but de sanctionner un succès ou un échec scolaire.

x) Bulletin scolaire:

Fiche uniforme contenant notamment des informations sur le rendement scolaire et le développement général de l'élève.

y) Dossier scolaire cumulatif:

Fiche individuelle permanente où sont consignés de façon synthétique et systématique les renseignements qui ont une valeur significative dans la carrière de l'élève.

z) Dossier personnel:

L'ensemble des documents qui résultent des consultations personnelles qu'un élève reçoit dans le cadre des Services aux étudiants.

aa) Vie étudiante:

Dans le cadre d'organisation, vie étudiante est entendue dans le sens spécifique des activités qui répondent:

1° à des besoins collectifs d'ANIMATION du milieu scolaire, tels que clubs, sports, loisirs, activités socio-culturelles, journaux, radio, télévision;

2° à des besoins individuels et collectifs de CONSULTATION, tels que orientation, psychologie, service social, service de santé, direction spirituelle.

bb) Activités étudiantes:

Activités plus immédiatement centrées sur la formation socio-culturelle et sportive des élèves, et qui peuvent être regroupées en deux catégories:

1° activités qui prolongent normalement un enseignement formel, telles que théâtre, Cercle des jeunes naturalistes;

2° activités qui ne prolongent aucun enseignement mais qui ont une valeur éducative certaine, telles que groupe de base, clubs tiers-monde, conseil étudiant, coopératives.

cc) Cellule-communauté:

Groupe constitué d'une centaine d'élèves et de membres du personnel de la direction de l'école ou du personnel professionnel enseignant ou non enseignant, en vue d'assurer l'encadrement des élèves et la personnalisation de l'école.

SECTION B

Classe maternelle et niveau élémentaire

Article 1 (classe maternelle)

L'âge d'admission à la classe maternelle est fixé à cinq ans révolus avant le 1er octobre de l'année scolaire en cours.

— objective or other or a combination of both.

(w) Test:

A standardized instrument scientifically prepared to measure a pupil's general development or achievement in a specific field. The test as defined in the present Regulation is not intended to sanction educational success or failure.

(x) School Report:

Uniform report form containing in particular information on the scholastic achievement and the general development of the pupil.

(y) Cumulative School Record:

Permanent individual record form for the synthetic and systematic recording of significant data concerning the pupil's career.

(z) Personal Record:

File of documents relating to personal consultations that a pupil has within the framework of Student Services.

(aa) Student Life:

In the organization framework, student life refers in a specific way to activities that are concerned with:

1. Collective needs for ANIMATION of the school society such as clubs, sports, leisure activities, socio-cultural activities, publications, radio, television;

2. Individual and collective needs for CONSULTATION such as guidance, psychology, social service, health service, spiritual guidance.

(bb) Student Activities:

Activities more immediately centered on the socio-cultural and sports education of pupils and which may be grouped in two categories:

1. activities which are a normal extension of formal education, such as theatre, young naturalists club;

2. activities which do not extend formal education but which do have a definite educational value such as homeroom groups, Junior Red Cross, student councils, cooperatives.

(cc) Community-Cell:

Group including about a hundred pupils, members of the school administration, professional teaching and non-teaching personnel organized with a view to provide a structure for the student body and to promote personalization of the school.

PART B

Kindergarten and elementary level

Section 1 (Kindergarten)

The age of admission to Kindergarten shall be five years of age before the first of October of the school year in progress.

Article 2 (niveau élémentaire)

L'âge d'admission au niveau élémentaire est fixé à six ans révolus avant le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

Article 3 (classe maternelle)

L'inscription est *obligatoire* pour les enfants qui fréquenteront la classe maternelle.

Elle doit se faire à une date et selon les modalités établies par la commission scolaire conformément au règlement en vigueur du lieutenant-gouverneur en conseil.

Article 4 (niveau élémentaire)

L'inscription annuelle est obligatoire pour tous les élèves de niveau élémentaire qui doivent fréquenter une école sous la juridiction d'une commission scolaire. Elle doit se faire à une date et selon les modalités établies par la commission scolaire conformément au règlement en vigueur du lieutenant-gouverneur en conseil.

Article 5 (classe maternelle et niveau élémentaire)

Le calendrier scolaire des élèves comporte au moins 200 jours entre le 1^{er} septembre et le 30 juin, dont au moins 180 doivent être consacrés aux activités décrites à l'article 10, les autres jours devant servir notamment à la planification et à l'évaluation du travail par le personnel professionnel enseignant et le personnel professionnel non enseignant, ainsi qu'à des rencontres avec les parents.

Article 6 (classe maternelle et niveau élémentaire)

La rentrée des élèves s'effectue le mercredi suivant la fête du Travail.

Les jours de classe des élèves devront être fixés, pour la durée de l'année scolaire, en concertation entre commission scolaire responsable de l'enseignement secondaire et la ou les commissions scolaires responsables de l'enseignement élémentaire d'un même territoire.

Article 7 (classe maternelle et niveau élémentaire)

Les jours du calendrier scolaire des élèves doivent être répartis en au moins quatre étapes dont la durée est déterminée par la commission scolaire après consultation du personnel de la direction de l'école et du personnel de la direction de l'école et du personnel professionnel enseignant et du personnel professionnel non enseignant.

Article 8 (classe maternelle)

L'élève de la classe maternelle doit participer à 750 minutes d'activités au cours d'une semaine de cinq jours de classe y compris les activités de détente et d'habillement.

Normalement, l'élève de la classe maternelle est présent à l'école une demi-journée par jour de classe du calendrier scolaire de l'élève, soit deux heures et demie selon les modalités d'alternance à préciser au niveau local.

Section 2 (Elementary Level)

The age of admission to the elementary level shall be six years of age before the first of October of the school year in progress.

Section 3 (Kindergarten)

Registration shall be *obligatory* for children attending kindergarten.

Such registration shall take place at a date and according to procedures to be determined by the school board in conformity with the Regulation in force of the Lieutenant-Governor in Council.

Section 4 (Elementary level)

Annual registration shall be obligatory for all pupils of the elementary level who will attend a school under the jurisdiction of a school board. Such registration shall take place at a date and according to procedures determined by the school board in conformity with the regulation in force of the Lieutenant-Governor in Council.

Section 5 (Kindergarten and Elementary Level)

The pupil's school calendar shall include at least 200 days between the first of September and the thirtieth of June, of which at least 180 days must be devoted to the activities specified in section 10. The other days shall be used especially by the professional teaching and non-teaching personnel for planning and evaluation of work and for meetings with parents.

Section 6 (Kindergarten and Elementary Level)

School opening for pupils shall be the Wednesday following Labour Day.

The school days for pupils shall be established for the duration of the school year by mutual agreement between the school board responsible for secondary education and the school board or boards of the same territory responsible for elementary education.

Section 7 (Kindergarten and Elementary Level)

The days of the pupil's school calendar shall be divided into at least four terms of a length to be determined by the school board following consultation with the school administration personnel and the professional teaching and non-teaching personnel.

Section 8 (Kindergarten)

The kindergarten pupil shall have 750 minutes of activities during a week of five school days including recreation and dressing activities.

Normally, the kindergarten pupil will attend school for a half-day on each school day of the pupil's school calendar, or two and one half hours, in accordance with alternating procedures to be determined at the local level.

Article 9 (niveau élémentaire)

Au cours d'une semaine de cinq jours de classe, l'élève du niveau élémentaire doit participer à 1500 minutes d'activités telles que définies à l'article 10.

Article 10 (classe maternelle et niveau élémentaire)

Chacune des étapes définies en vertu de l'article 7 doit comporter dans une proportion variable:

a) des activités d'organisation du travail où les élèves prennent connaissance des tâches à accomplir et où ils reçoivent ou préparent un plan de travail.

b) des activités d'apprentissage et de formation comportant: leçons, exercices, sorties dans le milieu, recherches, projets, centres d'intérêt, jeux, ateliers d'expression, etc.

c) des activités de consultation, d'évaluation et de synthèse comportant: mises en commun, rapports, comptes rendus verbaux, comptes rendus écrits, tests, examens, auto-évaluation verbale, auto-évaluation écrite, etc.

d) des activités récréatives supplémentaires pour les élèves de 6, 7 et 8 ans.

Article 11 (classe maternelle et niveau élémentaire)

L'organisation de ces activités doit respecter les caractéristiques individuelles des élèves et permettre leur progrès continu dans la poursuite des objectifs de l'enseignement, à la maternelle et au niveau élémentaire, tels qu'ils sont définis dans les programmes officiels.

Article 12 (classe maternelle et niveau élémentaire)

Le ministre définit les objectifs de l'enseignement, édicte les programmes, identifie les disciplines qui doivent être enseignées et détermine les proportions selon lesquelles est réparti le temps entre les différentes disciplines.

Article 13 (niveau élémentaire)

Dans chaque école, au début de l'année scolaire, le personnel de la direction de l'école répartit les élèves en groupes de travail, en se basant d'abord sur l'âge chronologique et ensuite sur d'autres critères déterminés en commun par le personnel professionnel enseignant et le personnel professionnel non enseignant.

Article 14 (niveau élémentaire)

Le passage des élèves au niveau secondaire s'effectue normalement après six années d'études au niveau élémentaire, c'est-à-dire vers l'âge de 12 ans.

Article 15 (niveau élémentaire)

Le passage des élèves au niveau secondaire s'effectue obligatoirement après sept années d'études au niveau élémentaire, c'est-à-dire vers l'âge de 13 ans.

Article 16 (niveau élémentaire)

L'admission d'un élève au niveau secondaire peut s'effectuer exceptionnellement après cinq années d'études au niveau élémentaire, c'est-à-dire vers l'âge de 11 ans. Il faut cependant que l'élève ait complété le programme du niveau élémentaire et qu'il soit jugé apte au point de vue de sa maturité affective et sociale.

Section 9 (Elementary Level)

The pupil of the elementary level shall have 1500 minutes of activities as defined in section 10 during a week of five school days.

Section 10 (Kindergarten and Elementary Level)

Each of the terms defined in section 7 shall include, in variable proportion:

(a) Work organization activities by which pupils identify tasks to be accomplished and during which they receive or prepare a plan for work.

(b) Learning and educative activities including: lessons, exercises, community visits, research, projects, interest groups, games, communication workshops, etc.

(c) Activities of consultation, evaluation and synthesis including: group exchanges, reports, verbal accounts, written accounts, tests, examinations, verbal self-evaluation, written self-evaluation, etc.

(d) Supplementary recreational activities for 6, 7 and 8 year old pupils.

Section 11 (Kindergarten and Elementary Level)

The organization of these activities shall respect the individual characteristics of pupils and permit their continuous progress towards the educational objectives for kindergarten and the elementary level as defined by the official programmes.

Section 12 (Kindergarten and Elementary Level)

The Minister shall define educational objectives, authorize programmes, identify the disciplines which shall be taught and determine the proportions for the division of time among the different disciplines.

Section 13 (Elementary Level)

In each school at the start of the school year, the school administration personnel shall distribute the pupils into work groups, taking into account first of all their chronological age and then other criteria determined in consultation with the professional teaching and non-teaching personnel.

Section 14 (Elementary Level)

Advancement of pupils to the secondary level shall take place normally after six years of study at the elementary level, i.e. at approximately 12 years of age.

Section 15 (Elementary Level)

Advancement of pupils to the secondary level shall be obligatory after seven years of study at the elementary level, i.e. at approximately 13 years of age.

Section 16 (Elementary Level)

In exceptional cases a pupil may be admitted to the secondary level after five years of study at the elementary level, i.e. at approximately 11 years of age. Such a pupil must, however, have completed the programme of the elementary level and be considered ready from the point of view of emotional and social maturity.

Article 17 (niveau élémentaire)

La commission scolaire qui a la responsabilité de l'enseignement secondaire, met sur pied avec les commissions scolaires de son territoire responsables de l'enseignement élémentaire, un comité de liaison en vue de déterminer les modalités de passage de l'élève du niveau élémentaire au niveau secondaire.

Article 18 (classe maternelle et niveau élémentaire)

La commission scolaire doit tenir à jour pour chaque élève un bulletin scolaire et un dossier scolaire cumulatif et un dossier personnel, conformément aux directives du ministre.

Article 19 (classe maternelle et niveau élémentaire)

Seules les personnes dûment autorisées par le ministre peuvent consulter le dossier cumulatif et le dossier personnel.

Article 20 (classe maternelle et niveau élémentaire)

La commission scolaire doit prendre les mesures nécessaires pour informer périodiquement les parents du rendement scolaire et du développement général des élèves. Elle utilise entre autres moyens le bulletin scolaire.

Article 21 (niveau élémentaire)

La commission scolaire doit administrer notamment aux élèves qui terminent leurs études élémentaires, des tests de développement général préparés ou reconnus par le ministre.

SECTION C

Niveau secondaire

*Première partie: ORGANISATION DES ÉTUDES (secondaire)**Article 22 (secondaire)*

L'enseignement de niveau secondaire est réparti sur cinq ans.

Cette répartition toutefois ne préjuge pas du temps que mettra un élève à réussir les cours de son profil.

Article 23 (secondaire)

L'admission des élèves au niveau secondaire s'effectue normalement après six années d'études au niveau élémentaire, c'est-à-dire vers l'âge de 12 ans.

Article 24 (secondaire)

L'admission des élèves au niveau secondaire s'effectue obligatoirement après sept années d'études au niveau élémentaire, c'est-à-dire vers l'âge de 13 ans. L'élève est alors admis soit à des cours du secondaire proprement dit, soit à des cours d'appoint, soit aux deux.

Article 25 (secondaire)

L'admission d'un élève au niveau secondaire peut s'effectuer exceptionnellement après cinq années d'études au niveau élémentaire ou vers l'âge de 11 ans. Il faut cependant qu'il ait achevé le programme du niveau élémentaire et qu'il soit jugé apte au point de vue de sa maturité affective et sociale.

Section 17 (Elementary Level)

The school board responsible for secondary education shall set up a liaison committee with the school boards of its territory responsible for elementary education so as to establish the procedures for the advancement of pupils from the elementary level to the secondary level.

Section 18 (Kindergarten and Elementary Level)

The school board, in conformity with directives of the Minister, shall keep up to date for each pupil a school report, a cumulative school record, and a personal record.

Section 19 (Kindergarten and Elementary Level)

Only persons duly authorized by the Minister may consult the cumulative school record and the personal record.

Section 20 (Kindergarten and Elementary Level)

The school board shall take the measures necessary to inform parents periodically concerning the scholastic achievement and general development of pupils. It shall use, among other means, the school report.

Section 21 (Elementary Level)

The school board shall administer tests of general development, prepared or recognized by the Minister, more particularly to pupils finishing their elementary studies.

PART C

Secondary Level

*Division One: ORGANIZATION OF STUDIES (Secondary)**Section 22 (Secondary)*

Secondary level education is distributed over five years.

This distribution however is without prejudice to the actual time that a pupil will take to complete the courses of his profile.

Section 23 (Secondary)

The admission of pupils to the secondary level shall take place normally after six years of study at the elementary level, i.e. at approximately 12 years of age.

Section 24 (Secondary)

The admission of pupils to the secondary level shall be obligatory after seven years of study at the elementary level, i.e. at approximately 13 years of age. The pupil shall then be admitted either to secondary courses or to make-up courses, or to both.

Section 25 (Secondary)

In exceptional cases, a pupil may be admitted to the secondary level after five years of study at the elementary level, i.e. at approximately 11 years of age. Such a pupil must however, have completed the programme of the elementary level and be considered ready from the point of view of emotional and social maturity.

Article 26 (secondaire)

La commission scolaire qui a la responsabilité de l'enseignement secondaire, met sur pied avec les commissions scolaires de son territoire responsables de l'enseignement élémentaire, un comité de liaison en vue de déterminer les modalités de passage des élèves du niveau élémentaire au niveau secondaire.

Article 27 (secondaire)

L'inscription annuelle est obligatoire pour tous les élèves du niveau secondaire qui doivent fréquenter une école sous la juridiction d'une commission scolaire.

Elle doit se faire à la date et selon les modalités établies par la commission scolaire conformément au règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Article 28 (secondaire)

Le calendrier scolaire des élèves comporte au moins 200 jours entre le 1er septembre et le 30 juin, dont au moins 180 doivent être consacrés aux cours et activités décrits à l'article 32, les autres jours devant servir notamment à la planification et à l'évaluation du travail par le personnel professionnel enseignant et le personnel professionnel non enseignant, ainsi qu'à des rencontres avec les parents.

Article 29 (secondaire)

La rentrée des élèves s'effectue le mercredi suivant la fête du travail. Les jours de classe des élèves devront être fixés, pour la durée de l'année scolaire, en concertation entre la commission scolaire responsable de l'enseignement secondaire et la ou les commissions scolaires responsables de l'enseignement élémentaire d'un même territoire.

Article 30 (secondaire)

Les jours du calendrier scolaire des élèves doivent être répartis en au moins deux étapes dont la durée est déterminée par la commission scolaire après consultation du personnel de la direction de l'école et du personnel professionnel enseignant et du personnel professionnel non enseignant.

Article 31 (secondaire)

Au cours d'une semaine de cinq jours de classe, l'élève de niveau secondaire doit participer à 1750 minutes de cours et d'activités étudiantes.

Article 32 (secondaire)

Le profil scolaire de l'élève comporte:

- a) des cours dans des disciplines communes à tous les élèves;
- b) des cours dans une concentration;
- c) des cours complémentaires;
- d) des activités étudiantes.

Article 33 (secondaire)

Le ministre définit les objectifs de l'enseignement de niveau secondaire, édicte les programmes d'études, identifie les disciplines communes, et détermine les proportions selon lesquelles est réparti le temps entre les cours et activités mentionnés à l'article 32.

Section 26 (Secondary)

The school board responsible for secondary education shall set up a liaison committee with the school boards of its territory responsible for elementary education so as to establish the procedures for the advancement of pupils from the elementary level to the secondary level.

Section 27 (Secondary)

Annual registration shall be obligatory for all pupils of the secondary level who will attend a school under the jurisdiction of a school board. Such registration shall take place at a date and according to procedures determined by the school board in conformity with the regulation in force of the Lieutenant-Governor in Council.

Section 28 (Secondary)

The pupil's school calendar shall include at least 200 days between the first of September and the thirtieth of June, of which at least 180 days must be devoted to the activities specified in section 32, the other days shall be used by the professional teaching and non-teaching personnel especially for planning and evaluation of work and for meeting with parents.

Section 29 (Secondary)

School opening for pupils shall be the Wednesday following Labour Day. The school days for pupils shall be established for the duration of the school year by mutual agreement between the school board responsible for secondary education and the school board or boards of the same territory responsible for elementary education.

Section 30 (Secondary)

The days of the pupil's school calendar shall be divided into at least two terms, the duration of which shall be determined by the school board following consultation with the school administration personnel and the professional teaching and non-teaching personnel.

Section 31 (Secondary)

The pupil of the secondary level shall have 1750 minutes of courses and student activities during a week of five school days.

Section 32 (Secondary)

The school profile of the pupil shall include:

- (a) Courses in disciplines common for all pupils;
- (b) Courses in a concentration;
- (c) Complementary courses;
- (d) Student activities.

Section 33 (Secondary)

The Minister shall define educational objectives of the secondary level, authorize programmes, identify the common disciplines and determine the proportions for the division of time between the courses and activities mentioned in section 32.

Article 34 (secondaire)

L'élève fait son choix de cours et d'activités en consultation avec ses parents et le personnel professionnel de l'école, compte tenu de son orientation, de ses aptitudes, de ses intérêts et des exigences des cours.

Article 35 (secondaire)

Au secondaire, la promotion s'effectue séparément pour chaque cours complété avec succès. En règle générale, l'écart entre les divers cours auxquels un élève s'inscrit ne doit pas dépasser l'équivalent de deux degrés.

Article 36 (secondaire)

Les commissions scolaires peuvent organiser entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} septembre, des cours spéciaux de récupération et de recyclage. De tels cours peuvent aussi se donner, de façon exceptionnelle, durant l'année scolaire.

Des directives du ministre précisent les conditions auxquelles de tels cours sont admissibles à des subventions d'équilibre budgétaire.

*Deuxième partie: ÉVALUATION DE L'APPRENTISSAGE ET DE LA FORMATION DE L'ÉLÈVE**Article 37 (secondaire)*

Chaque cours doit faire l'objet d'un examen.

Article 38 (secondaire)

Les examens relèvent de la commission scolaire ou du ministre.

Article 39 (secondaire)

Le ministre administre des examens pour les cours jugés nécessaire à la certification de la fin des études secondaires.

Article 40 (secondaire)

Les examens pour tous les autres cours relèvent des commissions scolaires. Dans certains cas, le ministre pourra procéder à une évaluation particulière en décrétant des examens administrés sous sa juridiction dans un ou plusieurs cours qui ne sont pas habituellement sanctionnés par un examen du ministre.

Article 41 (secondaire)

Le ministre ou la commission scolaire pourront évaluer au moyen de tests le rendement scolaire et le développement biologique, affectif et social des élèves.

Article 42 (secondaire)

Le ministre peut vérifier les examens et les tests utilisés par les commissions scolaires.

Article 43 (secondaire)

L'élève qui a subi un échec à un examen doit reprendre le cours s'il désire subir de nouveau l'examen. Exceptionnellement, un élève pourra être exempté de l'obligation, avant de se présenter à un nouvel examen, de reprendre le cours, aux conditions fixées par la commission scolaire ou par le ministre, selon leur juridiction respective en matière d'examen.

Section 34 (Secondary)

The pupil shall choose courses and activities in consultation with his parents and the professional personnel of the school, taking into account his orientation, aptitudes, interests and course requirements.

Section 35 (Secondary)

In the secondary school, promotion will be granted separately for each course successfully completed. As a general rule, the difference between the various courses that a pupil is taking must not exceed the equivalent of two grades.

Section 36 (Secondary)

School boards may organize, between July 1st and September 1st, special recovery and reorientation courses. Such courses may also be given in exceptional cases during the school year.

A directive of the Minister shall specify the conditions by which such courses are admissible for budget balancing grants.

*Division Two: EVALUATION OF LEARNING AND OF THE EDUCATION OF THE PUPIL**Section 37 (Secondary)*

An examination shall be set for each course.

Section 38 (Secondary)

Examinations shall be the responsibility of the school board or of the Minister.

Section 39 (Secondary)

The Minister shall administer the examinations for courses considered necessary for the certification of the end of secondary studies.

Section 40 (Secondary)

Examinations for all other courses shall be the responsibility of school boards. In certain cases, the Minister may make a particular evaluation by requiring examinations to be administered under his jurisdiction for one or a number of courses which are not usually the object of a Departmental examination.

Section 41 (Secondary)

The Minister or the school board may evaluate the biological, emotional and social development of pupils by means of tests.

Section 42 (Secondary)

The Minister may verify the examinations and tests used by school boards.

Section 43 (Secondary)

A pupil who has failed an examination shall repeat the course if he wishes to take the examination again. In exceptional cases a pupil may be exempted from this obligation of repeating the course before taking the examination again, on conditions established by the school board or by the Minister according to their respective jurisdiction concerning examinations.

Article 44 (secondaire)

L'élève ne peut s'inscrire à un cours qui comporte des préalables que s'il a réussi l'examen portant sur le cours préalable. Le personnel de la direction de l'école pourra après consultation du personnel professionnel enseignant et du personnel professionnel non enseignant dispenser un élève de l'examen portant sur un cours préalable chaque fois que son dossier scolaire ou son expérience acquise à l'extérieur du système, scolaire du Québec le justifiera.

Article 45 (secondaire)

La commission doit tenir à jour pour chaque élève un bulletin scolaire et un dossier scolaire cumulatif et un dossier personnel, conformément aux directives du ministre.

Article 46 (secondaire)

Seules les personnes dûment autorisées par le ministre peuvent consulter le dossier scolaire cumulatif et le dossier personnel.

Article 47 (secondaire)

La commission scolaire doit prendre les mesures nécessaires pour informer périodiquement les parents du rendement scolaire et du développement général des élèves. Elle utilise entre autres moyens le bulletin scolaire.

*Troisième partie: CERTIFICATION DES ÉTUDES**Article 48 (secondaire)*

Le ministre émet un certificat de fin d'études secondaires aux élèves qui répondent aux exigences de certification qu'il détermine.

Article 49 (secondaire)

Le ministre émet pour chaque élève un relevé de notes, indiquant le résultat et le verdict pour les examens officiels subis.

Article 50 (secondaire)

Dans l'établissement du verdict de succès ou d'échec à l'examen officiel du ministre, celui-ci tient compte de l'évaluation faite par l'école.

Article 51 (secondaire)

Le certificat décerné à un candidat qui a réussi les examens correspondant aux cours propres à une spécialité professionnelle, porte la mention de cette spécialité.

Article 52 (secondaire)

Le ministre ou la commission scolaire, selon le cas, émettent une attestation d'études pour les cours suivis ou la scolarité reconnue, ou les deux.

*Quatrième partie: VIE ÉTUDIANTE**Article 53 (secondaire)*

La commission scolaire doit prendre les dispositions nécessaires pour que tout élève puisse inscrire à son horaire des activités étudiantes.

Section 44 (Secondary)

A pupil may not enrol in a course which has prerequisites unless he has passed the examination on such prerequisite courses. The school administration personnel may, after consultation with the professional teaching and non-teaching personnel, exempt a pupil from the examination based on a prerequisite course each time when his school record or his experience acquired outside the Québec school system justifies such exemption.

Section 45 (Secondary)

The school board, in conformity with directives of the Minister, shall keep up to date for each pupil a school report, a cumulative school record, and a personal record.

Section 46 (Secondary)

Only persons duly authorized by the Minister may consult the cumulative school record and the personal record.

Section 47 (Secondary)

The school board shall take the measures necessary to inform parents periodically concerning the scholastic achievement and general development of pupils. It shall use, among other means, the school report.

*Division Three: CERTIFICATION OF STUDIES**Section 48 (Secondary)*

The Minister shall issue a certificate at the end of secondary studies to pupils who meet the certification requirements as determined by the Minister.

Section 49 (Secondary)

The Minister shall provide a statement of marks for each pupil indicating the results and verdict for official examinations taken by the pupil.

Section 50 (Secondary)

In establishing the pass or fail verdict for an official examination of the Minister, the latter will take into account the school evaluation.

Section 51 (Secondary)

The certificate granted to a candidate who has passed the examinations corresponding to the courses pertaining to a vocational speciality will indicate a mention of this speciality.

Section 52 (Secondary)

The Minister or the school board, as the case may be, shall provide evidence of studies for all courses followed, or for recognized years of schooling, or both.

*Division Four: STUDENT LIFE**Section 53 (Secondary)*

The school board shall take the necessary steps so that each pupil may have student activities as part of his timetable.

Article 54 (secondaire)

Pour les fins de la vie étudiante, le personnel de la direction de l'école, en collaboration avec le personnel professionnel enseignant et le personnel professionnel non enseignant, et les élèves, doit répartir la population de l'école en cellules-communautés.

Article 55 (secondaire)

Le personnel de direction de l'école en consultation avec le personnel professionnel enseignant et le personnel professionnel non enseignant doit réunir régulièrement les élèves par cellules-communautés ou en assemblées plus grandes, en vue d'assurer l'encadrement des élèves et la personnalisation de l'école.

Article 56 (secondaire)

Le personnel de la direction de l'école, le personnel professionnel enseignant et le personnel professionnel non enseignant doivent prendre des dispositions facilitant à tout élève la consultation du personnel professionnel enseignant et du personnel professionnel non enseignant de l'école.

SECTION D

Dispositions particulières

Article 57 (classe maternelle, niveau élémentaire et niveau secondaire)

Le présent règlement s'applique dans les commissions scolaires et, sous réserve des dispositions de la Loi de l'Enseignement privé, et des règlements s'y rattachant, dans les institutions privées régies par ladite loi et qui dispensent l'enseignement régulier aux niveaux de la classe maternelle, de l'élémentaire et du secondaire.

Article 58 (classe maternelle, niveau élémentaire et niveau secondaire)

Le présent règlement s'applique aux enfants de la classe maternelle et aux élèves réguliers des niveaux élémentaire et secondaire. Il s'applique aussi aux enfants et aux élèves dont les caractéristiques d'apprentissage et d'adaptation exigent l'application de mesures orthopédagogiques.

Toutefois, lorsque l'application de l'un ou de plusieurs articles du présent règlement peut causer préjudice à des enfants souffrant de déficience intellectuelle moyenne ou profonde, de déficience physique (maladie, insuffisance vitale ou cardiaque), de perturbations socio-affectives graves, la commission scolaire, sur demande dûment motivée, peut obtenir du ministre l'autorisation de ne pas leur appliquer, en tout ou en partie, l'un ou les articles en cause.

Article 59 (classe maternelle, niveau élémentaire et niveau secondaire)

Le règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 1971 à l'exception des articles 13, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 25, 31, 32, 35, 45, 53, 54, 55, qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1972, mais dont l'application est permise dès le 1^{er} septembre 1971. Toutefois, le ministre peut accorder à une commission scolaire sur demande dûment motivée, l'autorisation de reporter après le 1^{er} septem-

Section 54 (Secondary)

For the purposes of student life, the school administration personnel, in collaboration with the professional teaching personnel, the professional non-teaching personnel and the pupils, shall distribute the school population in community cells.

Section 55 (Secondary)

The school administration personnel in consultation with the professional teaching and non-teaching personnel shall regularly assemble the pupils by community cells or larger assemblies so as to provide a structure for the student body and promote the personalization of the school.

Section 56 (Secondary)

The school administration personnel and the professional teaching and non-teaching personnel shall take measures to facilitate for each pupil, consultation with the professional teaching and non-teaching personnel of the school.

PART D

Special provisions

Section 57 (Kindergarten, Elementary level and Secondary level)

The present Regulation applies to School Boards and, subject to the stipulations of the Private Education Act and related Regulations, to private institutions governed by this Act, which provide regular education at the Kindergarten, Elementary and Secondary levels.

Section 58 (Kindergarten, Elementary level and Secondary level)

The present Regulation applies to all Kindergarten pupils, and to all regular pupils of the elementary and secondary levels. It also applies to the pupils whose learning and adaptation characteristics require the application of orthopedagogic measures.

However, whenever the application of one or more sections of the present regulation could be prejudicial to children suffering from moderate or severe intellectual deficiency, from physical deficiency (sick children, vital deficiency, heart ailment), from severe emotional disturbance, the school board may obtain from the Minister, upon a request based on a duly considered opinion, the authorization not to apply to these children, wholly or in part, the section or sections concerned.

Section 59 (Kindergarten, Elementary level and Secondary level)

The Regulation shall come into force on the 1st September 1971 with the exception of articles 13, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 25, 31, 32, 35, 45, 53, 54, 55, which will become effective September 1st, 1972, but application of which is permitted from September 1, 1971. However, the Minister may grant to a school board upon a suitably substantiated request, authorization

bre 1972 l'application de ces articles 13, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 25, 31, 32, 35, 45, 53, 54, 55.

40190-o *Le ministre de l'Éducation,*
GUY SAINT-PIERRE.

to delay the application after September 1st 1972 of articles 13, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 25, 31, 32, 35, 45, 53, 54, 55.

40190 *GUY SAINT-PIERRE,*
Minister of Education.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1601

(Erratum)

Québec, le 5 mai 1971.

CORCERNANT les règlements de la Loi de l'Assurance-hospitalisation

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* numéro 20 du 15 mai 1971 à la page 3954, nous devrions lire dans la version anglaise comme date d'entrée en vigueur: « as of June 1, 1971 after their publication in the *Québec Official Gazette* » au lieu de « from their publication in the *Québec Official Gazette* ».

40147

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1601

(Erratum)

Québec, May 5, 1971.

CONCERNING the regulations under the Hospital Insurance Act.

In the notice published in *Québec Official Gazette* number 20 dated May 15, 1971, on page 3954, one should read in the English version as the date of the coming into force: "as of June 1, 1971 after their publication in the *Québec Official Gazette*" instead of "from their publication in the *Québec Official Gazette*".

40147-o

Chartes —
demandes d'abandon de

Cord Realities Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cord Realities Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 19e jour de février, 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40152-o MICHAEL MENDELL.

Bureau de développement économique
de Thetford Mines Inc.

Avis est donné que « Bureau de développement économique de Thetford Mines Inc. » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la requérante,
40220-o BEAUDOIN & PARADIS.

Fermawoods inc.

Avis vous est donné que la compagnie « Fermawoods inc. » ayant son siège social à Bernières, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Drummondville, le 5e jour de mai 1971.
Les procureurs de la compagnie,
40221-o BIRON, BIRON & BIRON.

Charters —
Applications for Surrender of

Cord Realities Inc.

Notice is hereby given that "Cord Realities Inc.", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of February, 1971.

(Seal) MICHAEL MENDELL,
40152-o *Secretary.*

Bureau de développement économique
de Thetford Mines Inc.

Notice is given that "Bureau de développement économique de Thetford Mines Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

BEAUDOIN & PARADIS,
40220-o *Advocates of the plaintiff.*

Fermawoods inc.

Notice is hereby given that "Fermawoods inc." having its head office in town of Bernières, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Drummondville, this 5th day of May, 1971.
BIRON, BIRON & BIRON,
40221-o *Attorneys for the company.*

Garage Lambert inc.

Avis est par les présentes, donné que la compagnie « Garage Lambert Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Asbestos, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté ce 7^e jour de mai 1971.

40153-o

La secrétaire,
MME LISE LAMBERT.

Garage Lambert inc.

Notice is hereby given that "Garage Lambert Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office of Asbestos, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 7th day of May 1971.

40153-o

MRS. LISE LAMBERT,
Secretary.

**Logetudiant inc.
Studenlodge Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Logetudiant inc. — Studenlodge Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec, ayant son siège social à St-Bruno, dans le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies du Québec.

Montréal, ce 10^e jour de mai 1971.

40154-o

Le procureur de la requérante,
MARCEL PAQUETTE.

**Studenlodge Inc.
Logetudiant inc.**

Notice is given that "Studenlodge Inc. — Logetudiant inc.", a corporation incorporated under the Companies Act of the Province of Québec, having its head office in the city of St-Bruno, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 10th day of May 1971.

40154-o

MARCEL PAQUETTE,
Attorney for petitioner.

Galerie des valeurs (Drummond) inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Galerie des valeurs (Drummond) inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Drummondville, Qué., s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté, ce 12^e jour de mai 1971.

40222-o

Le secrétaire,
MAURICE BUSQUE.

Galerie des valeurs (Drummond) inc.

Notice is hereby given that "Galerie des valeurs (Drummond) inc.", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office at Drummondville, Qué., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 12th day of May, 1971.

40222-o

MAURICE BUSQUE,
Secretary.

St. Lawrence Hardware Inc.

Avis est donné que la compagnie « St. Lawrence Hardware Inc. » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 30^e jour d'avril 1971.

40223-o

Le secrétaire,
LORENZO NOREAU.

St. Lawrence Hardware Inc.

Notice is given that "St. Lawrence Hardware Inc." will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for acceptance of the surrender of its charter.

Québec, this 30th day of April, 1971.

40223-o

LORENZO NOREAU,
Secretary.

Disco-Mods Itée

Avis est donné que « Disco-Mods Itée » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1^{er} avril 1971.

40268-o

ME ANDRÉ GAUTHIER,
Avocat.

Disco-Mods Itée

Notice is given that "Disco-Mods Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, the April, 1 1971.

40268-o

ME ANDRÉ GAUTHIER,
Barrister and Solicitor.

Florian Roy automobile ltée

Avis est donné que la compagnie « Florian Roy automobile ltée » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

St-Éphrem, le 14e jour de mars 1971.

ME ANDRÉ GAUTHIER,
Avocat.

40269-o

Florian Roy automobile ltée

Notice is given that "Florian Roy automobile ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

St-Éphrem, the 14th day of March, 1971.

ME ANDRÉ GAUTHIER,
Barrister and Solicitor.

40269-o

Gabe Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Gabe Company Ltd. » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, ce 13e jour de mai, 1971.

(Sceau) *Le président,*
ROBERT BESNER.

40270-o

Gabe Company Ltd.

Under the provisions of the Québec Companies Act, "Gabe Company Ltd." hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, this 13th day of May, 1971.

(Seal) *ROBERT BESNER,*
President.

40270-o

Les entreprises B.C.M. ltée

Avis est donné que la compagnie « Les entreprises B.C.M. ltée », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, dans le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 11e jour de mai 1971.

Le procureur de la requérante,
MARCEL PAQUETTE.

40195-o

Les entreprises B.C.M. ltée

Notice is hereby given that "Les Entreprises B.C.M. ltée", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Corporatives for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 11th day of May 1971.

MARCEL PAQUETTE,
Attorney for petitioner.

40195-o

General Knitting Corp.

Avis est donné que la compagnie « General Knitting Corp. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 12 mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER, GARVIS,
BLITT & FINKELSTEIN.

40196-o

General Knitting Corp.

Notice is given that "General Knitting Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, May 12, 1971.

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER, GARVIS,
BLITT & FINKELSTEIN,
Attorneys for the Company.

40196-o

**Divers
Compagnies**

**Métro Centre Inc.
Centre Métro inc.**

Avis est donné que la compagnie « Métro Centre Inc. — Centre Métro inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire adjoint,
MICHAEL DENNIS.

40159

2642-69

**Miscellaneous
Companies**

**Métro Centre Inc.
Centre Métro inc.**

Notice is given that "Métro Centre Inc. — Centre Métro inc." has changed the number of its directors from 6 to 4.

MICHAEL DENNIS,
Assistant Secretary.

40159-o

2642-69

**Association de Chasse et de Pêche
de Val d'Or inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 mai 1971, il a approuvé le règlement numéro 3 (règlements généraux) de l'« Association de Chasse et de Pêche de Val d'Or inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40155-o

299-71

**Association des Amateurs de Danse
Association of Amateur Dancers**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de l'« Association des Amateurs de Danse — Association of Amateur Dancers », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40156-o

3307-70

**Association des Loisirs du Lac des Pins
et du Rapide Blanc**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 mai 1971, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2 de l'« Association des Loisirs du Lac des Pins et du Rapide Blanc », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40157-o

4568-70

**Association Sportive d'Outremont inc.
The Outremont Sports Association Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 février 1971, il a approuvé le règlement numéro 5 de l'« Association Sportive d'Outremont inc. — The Outremont Sports Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40158-o

4851-65

**Chambre d'Immeubles de Québec
Québec Real Estate Board**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 avril 1971, il a approuvé les modifications aux règlements généraux de la corporation « Chambre d'Immeubles de Québec — Québec Real Estate Board », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40160-o

5778-47

**Association de Chasse et de Pêche
de Val d'Or inc.**

Notice is given that on May 3, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 3 (general by-laws) of "Association de Chasse et Pêche de Val d'Or inc.", and such, pursuant to Section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40155

299-71

**Association des Amateurs de Danse
Association of Amateur Dancers**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 28, 1971 he approved by-law No. 1 (general by-laws) of the "Association des Amateurs de Danse — Association of Amateur Dancers", and such, in accordance with section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40156

3307-70

**Association des Loisirs du Lac des Pins
et du Rapide Blanc**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 3, 1971 he approved by-laws Nos. 1 and 2 of the "Association des Loisirs du Lac des Pins et du Rapide Blanc", and such, under section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40157

4568-70

**Association Sportive d'Outremont inc.
The Outremont Sports Association Inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 18, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 5 of "Association Sportive d'Outremont inc. — The Outremont Sports Association Inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40158

4851-65

**Chambre d'Immeubles de Québec
Québec Real Estate Board**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 26, 1971 he approved the amendments to the general by-laws of the "Chambre d'Immeubles de Québec — Québec Real Estate Board" corporation and such, in accordance with section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40160

5778-47

**Les Chanoinesses Hospitalières de
St-Augustin de Jonquière**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 avril 1971, il a approuvé les règlements numéros 11 et 12 de la corporation « Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin de Jonquière », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40161-o 13964-60

**Château Champlain Itée
Château Champlain Ltd.**

La compagnie « Château Champlain Itée — Château Champlain Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,

RENÉ SAMSON.

40162-o 1859-23

Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 mai 1971, il a approuvé le règlement numéro 3 (règlements généraux) de la corporation « Club Lions Val d'Or Métropolitain inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40164-o 900-71

Club Optimiste de Val d'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 mai 1971, il a approuvé le règlement numéro 3 (règlements généraux) de la corporation « Club Optimiste de Val d'Or inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40165-o 750-71

Georges Jolicoeur inc.

La compagnie « Georges Jolicoeur inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,

MICHÈLE JOLICOEUR-ROMPRÉ.

40169-o 2481-64

**Les Mines d'Iberville Itée
(Libre de responsabilité personnelle)**

La compagnie « Les Mines d'Iberville Itée » (Libre de responsabilité personnelle) donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 3.

Le secrétaire,

BERNARD VALLIÈRES.

40170-o 518-70

**Les Chanoinesses Hospitalières de
St-Augustin de Jonquière**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 29, 1971 he approved by-laws nos 11 and 12 of "Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin de Jonquière", and such, under section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40161 13964-60

**Château Champlain Itée
Château Champlain Ltd.**

Notice is given that "Château Champlain Itée — Château Champlain Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 7.

RENÉ SAMSON,

Secretary.

40162 1859-23

Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.

Notice is given that on May 3, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law Number 3 (general by-laws) of "Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.", and such, pursuant to Section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40164 900-71

Club Optimiste de Val d'Or inc.

Notice is given that on May 3, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law Number 3 (general by-laws) of "Club Optimiste de Val d'Or inc.", and such, pursuant to Section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40165 750-71

Georges Jolicoeur inc.

Notice is given by "Georges Jolicoeur inc." that it has changed the number of its directors from 3 to 9.

MICHÈLE JOLICOEUR-ROMPRÉ,

Secretary.

40169 2481-64

**Les Mines d'Iberville Itée
(Libre de responsabilité personnelle)**

Notice is given that "Les Mines d'Iberville Itée" (Libre de responsabilité personnelle) has changed the number of its directors from 9 to 3.

BERNARD VALLIÈRES

Secretary.

40170 518-70

Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 mars 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

40163-o

81-66

Fédération des Mutuelles d'Incendie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la « Fédération des Mutuelles d'Incendie inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40166-o

5208-70

German-Canadian Home for Senior Citizens Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 février 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « German-Canadian Home for Senior Citizens Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40167-o

5694-69

Halet Corporation (1966) Limited

Avis est donné que la compagnie « Halet Corporation (1966) Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,

O. B. JANSEN.

40168

772-66

Club Autosport Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 mai 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Club Autosport Richelieu inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40197-o

1161-71

Shawinigan Steel & Mill Supplies Inc.

Avis est donné que la compagnie « Shawinigan Steel & Mill Supplies Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,

LILLIAN KLEIN.

40200

3065-48

Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, gives notice that on March 31, 1971, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of « Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe ».

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40163

81-66

Fédération des Mutuelles d'Incendie inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 29, 1971 he approved the general by-laws of the « Fédération des Mutuelles d'Incendie inc. », and such in accordance with section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40166

5208-70

German-Canadian Home for Senior Citizens Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 16, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved by-law No. 1 of « German-Canadian Home for Senior Citizens Inc. ».

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40167

5694-69

Halet Corporation (1966) Limited

Notice is given that « Halet Corporation (1966) Limited » has changed the number of its directors from 5 to 3.

O. B. JANSEN,
Secretary.

40168-o

772-66

Club Autosport Richelieu inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on May 7, 1971, by-law number 1 (general by-laws) of « Club Autosport Richelieu inc. », and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40197

1161-71

Shawinigan Steel & Mill Supplies Inc.

Notice is given that « Shawinigan Steel & Mill Supplies Inc. » has changed the number of its directors from 4 to 3.

LILLIAN KLEIN,
Secretary.

40200-o

3065-48

Radio Laval inc.

La compagnie « Radio Laval inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 7.

Le secrétaire,
MICHEL BARIBEAU.
11402-61

40171-o

Agary Co. Inc.

La compagnie « Agary Co. Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PIERRE LEBRUN.
3686-69

40173-o

Les Galeries Schertle inc.

Avis est par la présente donné que la compagnie « Les Galeries Schertle inc. », distribuera son actif entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie quinze (15) jours après la publication du présent règlement No 4 dans la Gazette officielle du Québec.

Le secrétaire,
CARMEN L. DUFRESNE.
40198-o

King-Well Investment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « J.J. Dunn Investment Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'août 1959, changeant son nom en celui de « King-Well Investment Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
14047-59

40199-o

Anglo-Canadian Telephone Company

Avis est donné que la compagnie « Anglo-Canadian Telephone Company » a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 9.

Le secrétaire,
CAMERON HOUGH.
2378-34

40224

Apex Garment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Apex Garment Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
I. BERDOWSKI.
11813-55

40225

L'Association des Producteurs de Films du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Producteurs de Films du Québec », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
1135-71

40226-o

Radio Laval inc.

Notice is given that "Radio Laval inc.", has changed the number of its directors from 9 to 7.

MICHEL BARIBEAU,
Secretary.
11402-61

40171

Agary Co. Inc.

Notice is given that "Agary Co. Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

PIERRE LEBRUN,
Secretary.
3686-69

40173

Les Galeries Schertle inc.

Notice is given that the assets of "Les Galeries Schertle inc.", will be distributed among its shareholders proportionally to the number of shares they hold in the capital of the company, fifteen (15) days after the publication of the present by-law No. 4 in the Québec Official Gazette.

CARMEN L. DUFRESNE,
Secretary.
40198-o

King-Well Investment Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "J.J. Dunn Investment Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of August 1959, changing its name into that of "King-Well Investment Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
14047-59

40199-o

Anglo-Canadian Telephone Company

Notice is given that "Anglo-Canadian Telephone Company" has changed the number of its directors from 10 to 9.

CAMERON HOUGH,
Secretary.
2378-34

40224-o

Apex Garment Ltd.

Notice is given that "Apex Garment Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

I. BERDOWSKI,
Secretary.
11813-55

40225-o

L'Association des Producteurs de Films du Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 6, 1971 he approved the general by-laws of "L'Association des Producteurs de Films du Québec", and such, under section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1135-71

40226

Capitale Toyota (Québec) inc.

La compagnie « Capitale Toyota (Québec) inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
LOUIS RÉMILLARD.
3204-70

40228-o

Capitale Toyota (Québec) inc.

Notice is given that "Capitale Toyota (Québec) inc." changed the number of its directors from 3 to 6.

LOUIS RÉMILLARD,
Secretary.
3204-70

40228

Club Auto Neige de Lytton

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 mars 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Auto Neige de Lytton », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40229-o

1-71

Club Auto Neige de Lytton

Notice is given that on March 22, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club Auto Neige de Lytton", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40229

1-71

**Club Culturel Dufferin inc.
Dufferin Cultural Club Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la corporation « Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, inc. », constituée par lettres patentes en date du 25^e jour de mars 1955, changeant son nom en celui de « Club Culturel Dufferin inc. — Dufferin Cultural Club Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
10502-55

40230-o

**Club Culturel Dufferin inc.
Dufferin Cultural Club Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 5, of the corporation "Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of March 1955, changing its name into that of "Club Culturel Dufferin inc. — Dufferin Cultural Club Inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
10502-55

40230-o

Club Sportif de St-Herménégilde

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux et le règlement numéro 2 de la corporation « Club Sportif de St-Herménégilde », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2452-70

40231-o

Club Sportif de St-Herménégilde

Notice is given that on April 19, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws and by-law number 2 of "Club Sportif de St-Herménégilde", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2452-70

40231

Goco Knitting Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Goco Knitting Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire adjoint,
JEAN MONET.
4709-65

40232

Goco Knitting Ltd.

Notice is given that "Goco Knitting Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 7.

JEAN MONET,
Assistant Secretary.
4709-65

40232-o

**Groupe Prêt et Revenu
Savings and Investment Group**

La compagnie « Groupe Prêt et Revenu — Savings and Investment Group » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 14 à 12.

Le secrétaire,
ANDRÉ VERGE, C.R.,
12949-58

40233-o

**Groupe Prêt et Revenu
Savings and Investment Group**

"Groupe Prêt et Revenu — Savings and Investment Group" gives notice that it has changed the number of its directors from 14 to 12.

ANDRÉ VERGE, C.R.,
Secretary.
12949-58

40233

L'Association Mariste de Disraéli inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1, de la corporation « L'Amicale Mariste des Anciens de Disraéli, inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « L'Association Mariste de Disraéli inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40227-o 2293-64

Hôpital Jean-Talon

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 30 de la corporation « Hôpital Jean-Talon », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40234-o 10858-54

Hôpital Notre-Dame-de-la-Garde

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital Notre-Dame-de-la-Garde », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40235-o 3721-63

**Parallel Institute for Community
and Regional Development
Institut Parallèle pour le Progrès Régional
et Communautaire**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 mai 1971, il a approuvé les règlements numéros 24A et 28 de la corporation "Parallel Institute for Community and Regional Development — Institut Parallèle pour le Progrès Régional et Communautaire", et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40236-o 6179-69

Les Loisirs de Ste-Agathe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Loisirs de Ste-Agathe inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

40237-o 42-70

L'Association Mariste de Disraéli inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 1, of the corporation "L'Amicale Mariste des Anciens de Disraéli, inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of June 1964, changing its name into that of "L'Association Mariste de Disraéli inc."

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40227-o 2293-64

Hôpital Jean-Talon

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 1, 1971 he approved by-law number 30 of "Hôpital Jean-Talon" corporation and such, under section 6 of Order in Council number 288 of January 31, 1979.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40234 10858-54

Hôpital Notre-Dame-de-la-Garde

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 7, 1971 he approved the general by-laws of the "Hôpital Notre-Dame-de-la-Garde" corporation, and such, under section 6 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40235 3721-63

**Parallel Institute for Community
and Regional Development
Institut Parallèle pour le Progrès Régional
et Communautaire**

Notice is given that on May 5, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws numbers 24A and 28 of "Parallel Institute for Community and Regional Development — Institut Parallèle pour le Progrès Régional et Communautaire", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40236 6179-69

Les Loisirs de Ste-Agathe inc.

Notice is given that on April 19, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Les Loisirs de Ste-Agathe inc.", and such, pursuant to Section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40237 42-70

Lunik Coiffure inc.

La compagnie « Lunik Coiffure inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PIERRE MORANVILLE.

40238-o 4954-70

Le Rendez-Vous du Salarié Québécois

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Rendez-Vous du Salarié Québécois », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40239-o 5101-70

St-Jérôme Bandag inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Astro-Bandag Ltée — Astro-Bandag Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24^e jour d'avril 1970, changeant son nom en celui de « St-Jérôme Bandag inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40240-o 1368-70

R. Viens Équipement inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « Plaza Auto Cité inc. », constituée par lettres patentes en date du 6^e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « R. Viens Équipement inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40241-o 1629-64

Bibliothèque Centrale de Prêt de l'Outaouais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er avril 1971, il a approuvé les amendements aux règlements numéro 1 de la corporation « Bibliothèque Centrale de Prêt de l'Outaouais inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40252-o 2964-64

Guy Merizzi inc.

La compagnie « Guy Merizzi inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
ANTOINETTE JONCAS.

40254-o 11355-60

Lunik Coiffure inc.

Notice is given that "Lunik Coiffure inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

PIERRE MORANVILLE,
Secretary.

40238-o 4954-70

Le Rendez-Vous du Salarié Québécois

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 1, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Le Rendez-Vous du Salarié Québécois".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40239 5101-70

St-Jérôme Bandag inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "Astro-Bandag Ltée — Astro-Bandag Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April 1970, changing its name into that of "St-Jérôme Bandag inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40240-o 1368-70

R. Viens Équipement inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 25, of the company « Plaza Auto Cité inc. », incorporated by letters patent dated the 6th day of May 1964, changing its name into that of "R. Viens Équipement inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40241-o 1629-64

Bibliothèque Centrale de Prêt de l'Outaouais inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 1, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendments to by-laws number 1 of "Bibliothèque Centrale de Prêt de l'Outaouais inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40252 2964-64

Guy Merizzi inc.

Notice is given that "Guy Merizzi inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

ANTOINETTE JONCAS,
Secretary.

40254 11355-60

La Fédération de la Construction du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 4 de « La Fédération de la Construction du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40253-o

5431-65

La Fédération de la Construction du Québec

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on April 29, 1971 by-law number 4 of "La Fédération de la Construction du Québec", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40253

5431-65

Sièges sociaux

**Les Mines d'Iberville ltée
(Libre de responsabilité personnelle)**

La compagnie « Les Mines d'Iberville ltée » (Libre de responsabilité personnelle), donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1105, avenue Belvédère, app. 206, Québec au numéro 800 ouest, boulevard Dorchester, Suite 2610, Montréal.

Le secrétaire,

BERNARD VALLIÈRES.

40170-o

518-70

**A.G.B. Électricité inc.
A.G.B. Electric Inc.**

Avis est donné que la compagnie « A.G.B. Électricité inc.—A.G.B. Electric Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du dix-huitième jour d'octobre, mil neuf cent soixante-trois (1963) et ayant son siège social dans la cité de Pointe-Claire, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 88, avenue Donégani, Pointe-Claire, l'a transporté au numéro 2 rue de Lourdes, à Pointe-Claire.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Lachine, ce septième jour d'avril, 1971.

Le secrétaire,

GILLES LONGTIN.

(Sceau)

40172-o

4444-63

Agary Co. Inc.

La compagnie « Agary Co. Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 3579, Thomas Chapais, Laval au numéro 2861, Chemin Chambly, Longueuil.

Le secrétaire,

PIERRE LEBRUN.

40173-o

3686-69

Audiola Corp.

Avis est donné que la compagnie « Audiola Corp. » constituée par lettres patentes le 22 septembre 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 1401, rue Peel.

Montréal, le 22 avril 1971.

Le président,

SIMON RICHTER.

40174-o

4133-70

Head Offices

**Les Mines d'Iberville ltée
(Libre de responsabilité personnelle)**

Notice is given that "Les Mines d'Iberville ltée" (Libre de responsabilité personnelle) has moved its head office from 1105 Belvédère Avenue, Apt. 206, Québec to 800 Dorchester Boulevard West, suite 2610, Montreal.

BERNARD VALLIÈRES,

Secretary.

40170

518-70

**A.G.B. Électricité inc.
A.G.B. Electric Inc.**

Notice is hereby given that the company "A.G.B. Électricité inc.—A.G.B. Electric Inc.", corporation duly incorporated by letters patent dated the eighteenth day of October, nineteen hundred and sixty-three (1963) and having his head office in the city of Pointe-Claire where it had its office until now at number 88 Donégani Avenue, Pointe-Claire, has moved it to number 2 de Lourdes Street, Pointe-Claire.

As and from the date of this present notice, the said office is considered by the company as its head office.

Signed at Lachine, this seventh day of April, 1971.

GILLES LONGTIN,

Secretary.

(Seal)

40172-o

4444-63

Agary Co. Inc.

Notice is given that "Agary Co. Inc." has changed its head office from 3579 Thomas Chapais, Laval to 2861 Chambly Road, Longueuil.

PIERRE LEBRUN,

Secretary.

40173

3686-69

Audiola Corp.

Notice is hereby given that the corporation "Audiola Corp." incorporated on September 22nd, 1970 and having its office in the city of Montreal, has established its office at 1401, Peel Street.

Montreal, April 22, 1971.

SIMON RICHTER,

President.

40174-o

4133-70

Buanderette A.J.L. inc.

Avis est donné que la compagnie « Buanderette A.J.L. inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er avril 1970, et ayant son siège social dans la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, a établi son bureau, au 136, de la rue St-André.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,

BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE & BEAULAC.

40175-o

1402-70

Charlotte & De Bullion Estates Limited

Avis est donné que la compagnie « Charlotte & De Bullion Estates Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 23 novembre 1965, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son bureau de 1215, carré Phillips à 2085, rue Guy, étage Penthouse, en la ville de Montréal.

Montréal, 19 janvier 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,

A. L. COPAS.

40176

5183-65

**Farr Company Ltd.
La Compagnie Farr Itée**

Avis est donné que la compagnie « Farr Company Ltd.—La Compagnie Farr Itée » a transféré son siège social de Montréal à Ville Saint-Laurent.

Le secrétaire,

W. M. HORSBURGH.

40177

3479-45

**Les entrepreneurs en ciment Impérial limitée
Imperial Cement Contracting Limited**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les entrepreneurs en ciment Impérial limitée — Imperial Cement Contracting Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises en date du 3 mars, 1969, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 7197, rue Drolet.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Signé à Montréal, ce 26e jour du mois de mars, 1971.

Le secrétaire,

DOMINIQUE FIORITO.

40178-o

921-69

Hiland Limited

Avis est donné que la compagnie « Hiland Limited » a transféré son siège social du 2288, avenue Girouard, Montréal au 9600, boulevard Lasalle, Lasalle.

Le secrétaire,

LAURETTE L. WIEDMAN.

40179

13205-54

Buanderette A.J.L. inc.

Notice is hereby given that the company "Buanderette A.J.L. inc." duly incorporated by letters patent, dated April 1st, 1970, and having its head office in Terrebonne, has established its office at civic number 136 St. Andrew Street.

As from the date of the present notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given at Montreal, this 15th day of April 1971.

BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE & BEAULAC,

Attorneys for the company.

40175-o

1402-70

Charlotte & De Bullion Estates Limited

Notice is hereby given that "Charlotte & De Bullion Estates Limited", incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent dated November 23rd, 1965 and having its head office in Montreal, has moved its office from 1215 Phillips Square, to 2085 Guy Street, Penthouse Floor in the city of Montreal.

Montreal, January 19, 1971.

(Seal)

A. L. COPAS,

Secretary.

40176-o

5183-65

**Farr Company Ltd.
La Compagnie Farr Itée**

Notice is given that "Farr Company Ltd.—La Compagnie Farr Itée" has transferred its head office from Montreal to city of St Laurent.

W. M. HORSBURGH,

Secretary.

40177-o

3479-45

**Les entrepreneurs en ciment Impérial limitée
Imperial Cement Contracting Limited**

Notice is hereby given that "Les entrepreneurs en ciment Impérial limitée — Imperial Cement Contracting Limited", incorporated under Part I of the (Québec) Companies Act by letters patent issued on March 3, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at 7197 Drolet Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Signed in Montreal, this 26th day of the month of March, 1971.

DOMINIQUE FIORITO,

Secretary.

40178

921-69

Hiland Limited

Notice is given that "Hiland Limited" has transferred its head office from 2288 Girouard Avenue, Montreal to 9600 Lasalle Boulevard, Lasalle.

LAURETTE L. WIEDMAN,

Secretary.

40179-o

13205-54

Institutional Parking Services Limited
Les services de stationnement institutionnel
limitée

Avis est donné que la compagnie « Institutional Parking Services Limited — Les services de stationnement institutionnel limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 10 juillet 1964, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son bureau de 1215, carré Phillips à 2085, rue Guy, étage Penthouse, en la ville de Montréal.

Montréal, 19 janvier 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40180 FRANK O'CONNELL.
3290-64

Lunik Coiffure Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lunik Coiffure Inc » constituée en corporation par lettres patentes émises par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, en date du neuf (9) décembre mil neuf cent soixante-dix (1970) et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 1256 est, de la rue Jarry.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce dix-huitième jour du mois de janvier 1971.

Le président,
40181-o JEAN-PIERRE MONETTE.
4954-70

Paquette, Charpentier & Brousseau Inc.

Avis est donné par les présentes que « Paquette, Charpentier & Brousseau Inc. », constituée en corporation en date du 28 décembre 1970, et ayant son siège social à Asbestos, a établi son bureau au numéro 245, rue Du Roi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Asbestos, ce 22e jour d'avril 1971.

Le président,
40184-o RAYMOND A. PAQUETTE.
5702-70

Peintures Poly-Décor Itée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Peintures Poly-Décor Itée », constituée par lettres patentes en date du 20 janvier 1971 et ayant son siège social dans la ville de Longueuil, a établi son bureau au Magasin No 27, Place Desormeaux, Longueuil.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour d'avril 1971.

(Sceau) *RÉAL LAFLECHE.*
40185 287-71

Institutional Parking Services Limited
Les services de stationnement institutionnel
limitée

Notice is hereby given that "Institutional Parking Services Limited — Les services de stationnement institutionnel limitée", incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent dated July 10th, 1964, and having its head office in Montreal has moved its office from 1215 Phillips Square, to 2085 Guy Street, Penthouse Floor in the city of Montreal.

Montreal, January 19, 1971.

(Seal) FRANK O'CONNELL,
40180-o Secretary.
3290-64

Lunik Coiffure Inc.

Notice is hereby given that the "Lunik Coiffure Inc.", company incorporated by letters patent issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on the ninth (9) day of the month of December in the year one thousand nine hundred and seventy (1970), and having its head office in the city of Montreal, has established its office at civic number 1256 Jarry Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this eighteenth day of the month of January, 1971.

JEAN-PIERRE MONETTE,
40181-o President.
4954-70

Paquette, Charpentier & Brousseau Inc.

Notice is given that "Paquette, Charpentier & Brousseau Inc." incorporated by letters patent dated December 28, 1970 and having its head office in Asbestos, has established its office at number 245, Du Roi Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Given at Asbestos, this 22nd day of April 1971.

RAYMOND A. PAQUETTE,
40184-o President.
5702-70

Peintures Poly-Décor Itée

Notice is hereby given that "Peintures Poly-Décor Itée", a company incorporated by letters patent dated January 20th, 1971, and having its head office in the city of Longueuil, has established its office at Store No. 27, Place Desormeaux, Longueuil.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of April, 1971.

(Seal) RÉAL LAFLECHE.
40185-o 287-71

**Mines Marval inc.
Marval Mines Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Mines Marval inc.—Marval Mines Inc. » a transféré son siège social de Saint-Victor de Beauce au 65 sud, Notre-Dame, Thetford-Mines.

Le secrétaire,
J.-RENÉ CLOUTIER.

40182

1289-70

**Studio Graphique Monaco inc.
Monaco Graphic Studio Inc.**

La compagnie « Studio Graphique Monaco inc.—Monaco Graphic Studio Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 239, boulevard Deguire, suite 622, Ville Saint-Laurent au numéro 30 est, rue Saint-Paul, Montréal.

Le secrétaire,
GILLES CANTIN.
2837-66

40183

Sabina Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sabina Holdings Inc. » a transféré son siège social du 2255, rue Beaudet, Saint-Laurent, au 166, Wexford Crescent, Hampstead.

Le secrétaire,
BERNARD REIS.
1360-64

40186

**Porlier Express Inc.
Gulf Moving Inc.
Les déménagements du Golfe inc.
Québec Labrador Construction Inc.
North Shore Truck Equipment Ltd.**

Avis est donné que les compagnie en titre respectivement constituées en corporation les 2 avril 1963, 21 octobre 1963, 4 juillet 1969 et 3 juin 1965 et ayant leur siège social à Sept-Iles, où leur bureau était situé jusqu'à ce jour au 466, de la rue Noël, l'ont transporté au 315, de l'avenue Otis à Sept-Iles.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par ces compagnies comme étant leur siège social.

Québec, le 22 février 1971.

Les procureurs des compagnies,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE.

40201-o

1481-63 4496-63 3276-69 2627-65

Canadian Motor Racing Associates Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Canadian Motor Racing Associates Ltd. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 7 mai 1969 et ayant son siège social à Montréal, a déménagé ses bureaux du 1115 ouest, rue Sherbrooke, bureau 2703, au 5585-5595, boulevard de Maisonneuve, dans la ville de Montréal.

Montréal, le 6 janvier 1971.

Le secrétaire,
JOHN HALCRO.
1656-69

40202

**Mines Marval inc.
Marval Mines Inc.**

Notice is given that "Mines Marval inc.—Marval Mines Inc." has transferred its head office from St-Victor de Beauce, to 65 Notre-Dame South, Thetford Mines.

J.-RENÉ CLOUTIER,
Secretary.
1289-70

40182-o

**Studio Graphique Monaco inc.
Monaco Graphic Studio Inc.**

Notice is given that "Studio Graphique Monaco inc.—Monaco Graphic Studio Inc." has transferred its head office from 239 boulevard Deguire, suite 622, City of St-Laurent, to 30 East, St-Paul Street, Montreal.

GILLES CANTIN,
Secretary.
2837-66

40183-o

Sabina Holdings Inc.

Notice is given that "Sabina Holdings Inc." has transferred its head office from 2255 Beaudet Street, St-Laurent to 166 Wexford Crescent, Hampstead.

BERNARD REIS,
Secretary.
1360-64

40186-o

**Porlier Express Inc.
Gulf Moving Inc.
Les déménagements du Golfe inc.
Québec Labrador Construction Inc.
North Shore Truck Equipment Ltd.**

Notice is hereby given that the above-mentioned companies, respectively incorporated on April 2, 1963, October 21, 1963, July 4, 1969 and June 3, 1965 and having their head office at Sept-Iles, where their office was situated until now at 466 Noël street, have moved it to 315 Otis Avenue, Sept-Iles.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by these companies as being their head office.

Québec, February 22, 1971.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
Attorneys for the Companies.

40201-o

1481-63 4496-63 3276-69 2627-65

Canadian Motor Racing Associates Ltd.

Notice is hereby given that "Canadian Motor Racing Associates Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 7th, 1969 and having its head office in Montreal has moved its office from 1115 Sherbrooke Street West, Suite 2703, to 5585-5595 de Maisonneuve Blvd., in the city of Montreal.

Montreal, January 6, 1971.

JOHN HALCRO,
Secretary.
1656-69

40202-o

**Parallel Institute for Community
and Regional Development
Institut parallèle pour le progrès régional
et communautaire**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Parallel Institute for Community and Regional Development — Institut parallèle pour le progrès régional et communautaire », dûment constituée par lettres patentes en date du 29 décembre 1970 et ayant son siège social dans la ville et le district de Montréal, a établi son bureau du 2365, rue du Grand Tronc.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 16e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO.

(Sceau)
40203

6179-69

Prévost & Leroux inc.

La compagnie « Prévost & Leroux inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 9542, rue Papineau, Montréal.

Le secrétaire,

MME THÉRÈSE DESRANLEAU TREMBLAY.

40204-o

3747-69

R. Dubois & Fils ltée

La compagnie « R. Dubois & Fils ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 9542, rue St-Hubert, Montréal à Ste-Mélanie, comté de Joliette.

Le secrétaire,

Mme MARIETTE LÉPINE DUBOIS.

40242-o

11979-60

Le Groupe amical inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Groupe amical inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 novembre 1967, ayant son siège social au numéro 3695 rue Hochelaga, en la ville de Montréal, l'a transporté au numéro 2085 rue Bourbonnière, en la ville de Montréal, à compter du premier mai, mil neuf cent soixante et onze (1971).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

ANDRÉ DUHAIME.

40275-o

4909-67

**Parallel Institute for Community
and Regional Development
Institut parallèle pour le progrès régional
et communautaire**

Notice is hereby given that "Parallel Institute for Community and Regional Development — Institut parallèle pour le progrès régional et communautaire", a corporation duly incorporated by letters patent dated December 29th, 1970 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 2365 Grand Trunk Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of April 1971.

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO,

Attorneys for the Corporation.

(Seal)
40203-o

6179-69

Prévost & Leroux inc.

Notice is given that "Prévost & Leroux inc." has changed its head office from Montreal-North to 9260 Papineau Street, Montreal.

Mrs. THÉRÈSE DESRANLEAU TREMBLAY,

Secretary.

40204

3747-69

R. Dubois & Fils ltée

Notice is given that "R. Dubois & Fils ltée" has changed its head office from 9542 St-Hubert Street, Montreal to Ste-Mélanie, county of Joliette.

Mrs. MARIETTE LÉPINE DUBOIS,

Secretary.

40242

11979-60

Le Groupe amical inc.

Notice is given that "Le Groupe amical inc.", incorporated by letters patent dated November 24, 1967, having its head office at 3695 Hochelaga Street, in the city of Montreal, has transferred it to 2085 Bourbonnière Street, in the city of Montreal, from and after the first day of May, one thousand nine hundred and seventy-one (1971).

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

ANDRÉ DUHAIME.

40275

4909-67

Lettres patentes

Peintures Poly-Décor ltée

(Erratum)

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle* numéro 18 du 1er mai 1971 à la page 3514, le nom de la compagnie aurait dû se lire: « Peintures Poly-Décor ltée » au lieu de « Peinture Poly-Décor ltée ».

40147

Letters Patent

Peintures Poly-Décor ltée

(Erratum)

In the notice published in *Official Gazette* number 18 dated May 1, 1971, on page 3514, the name of the company should have read as: "Peintures Poly-Décor ltée" instead of "Peinture Poly-Décor ltée".

40147

Bills — Assemblée nationale**Bills — National Assembly****CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR****OFFICE OF THE LIEUTENANT GOVERNOR***Québec, 14 mai 1971**Québec, 14th of May 1971*

Aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

This day, at one o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

- 5 Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.
- 16 Loi modifiant la Loi des produits agricoles et des aliments.
- 17 Loi modifiant la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec.

- 5 An Act to amend the Revenue Department Act.
- 16 An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.
- 17 An Act to amend the Central Québec Industrial Park Corporation Act.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

40274

40274

Liquidation — Loi de la**Winding Up Act****Le Théâtre Lyrique de Montréal inc.****Le Théâtre Lyrique de Montréal inc.**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Le Théâtre Lyrique de Montréal inc. », tenue à Montréal, le 16 janvier 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Maurice Bilodeau, c.a., et Léopold Bilodeau, c.g.a., ont été nommés liquidateurs.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Le Théâtre Lyrique de Montréal inc.", held in Montreal on January 16, 1971, a resolution was passed stating that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Messrs. Maurice Bilodeau, c.a., and Léopold Bilodeau, c.g.a., were appointed liquidators.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40187-o

149-66

40187

149-66

Villa Howard limitée**Villa Howard limitée**

Avis est donné que la compagnie « Villa Howard limitée », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 2 août 1945, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 29 avril 1971, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Notice is given that "Villa Howard limitée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated August 2, 1945, with its head office in Montreal, was dissolved on April 29, 1971, pursuant to the Winding-Up Act.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40188-o

4774-45

40188

4774-45

Les Expo Jardinières Brousseau & Associés

Avis est par les présentes donné que les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints en vertu d'un jugement de Monsieur le Juge Jean-Paul Bergeron, de la Cour Supérieure, dans la cause, No 805 017, de Pietro Michetti contre Marcel Brousseau, faisant affaires en société sous la raison sociale de « Les Expo Jardinières Brousseau & Associés » et qu'ils ont les pouvoirs d'administration prévus à l'article 1896 du Code civil de la province de Québec.

Donné à Montréal, le 22e jour d'avril 1971.

Les liquidateurs conjoints,

40243 HARRY BICK, C.A. et YVES BROSSARD, C.A.

Les Expo Jardinières Brousseau & Associés

Notice is hereby given that the undersigned were appointed Joint Liquidators by Judgment of the Honourable Mr. Justice Jean-Paul Bergeron of the Superior Court under Case No. 805 017 in the matter of Pietro Michetti vs Marcel Brousseau, carrying on business in partnership under the name of "Les Expo Jardinières Brousseau & Associés", and were granted the powers of administration as provided by Article 1896 of the Québec Civil Code.

Dated at Montreal, this 22nd day of April, 1971.

HARRY BICK, C.A. & YVES BROSSARD, C.A.,

40243-o Joint Liquidators.

Demandes à la Législature

Corporation des officiers municipaux agréés du Québec

Avis est par les présentes donné que la « Corporation des officiers municipaux agréés du Québec » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte afin de modifier les buts de la corporation et la qualification requise de ses membres, ainsi que pour créer un bureau d'examineurs, prévoir la tenue d'examens, et pour permettre l'admission de membres de l'Institut des officiers municipaux de finance et d'administration du Québec et pour toute autre fin.

Québec, ce 27 avril 1971.

Le procureur de la requérante,

39931-18-4-o MAURICE JACQUES, C.R.

La Commission des écoles catholiques Baldwin-Cartier

Avis public est, par les présentes, donné que les commissaires d'écoles de La Commission des écoles catholiques Baldwin-Cartier s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un loi pour les fins suivantes: confirmation du nom de la Commission scolaire; amendement aux articles 91 et 103 de la Loi de l'Instruction publique; ratification d'une cession d'immeubles à la Succession Richard Meloche; faire déclarer la Commission scolaire propriétaire absolue et incommutable d'un certain immeuble ayant été cédé par Charles St-Denis, pour fins scolaires; autorisation de pouvoir disposer d'un immeuble donné à la Commission Scolaire de Roxboro par Remy Realty Limited; abroger les articles 7, 10, 11, 13, 14 et 15 du chapitre 131 des lois de 1957/1958 et les articles 1, 3 et 4 du chapitre 154 des Lois de 1959/1960: et pour autres fins.

Montréal, le 8 avril 1971.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40000-19-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Applications to Legislature

Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec

Notice is hereby given that the "Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec" will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, to modify the dispositions of its charter, among others: to amend the purposes of the Corporation and the required qualifications of its members, to establish an examining body, and to provide for examination, to authorize the admission of the members of the Institute of Municipal Finance or Administration Officers of Québec, and for any other purposes.

Québec, April 27, 1971.

MAURICE JACQUES, Q.C.,

39931-18-4-o Solicitor for Petitioner.

Catholic School Commission of Baldwin-Cartier

Public notice is hereby given that the members of the Catholic School Commission of Baldwin-Cartier, will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes: to confirm the name of the School Commission; to amend Sections 91 and 103 of the Education Act; to ratify the cession of an immoveable to the Estate Richard Meloche; to declare the School Commission absolute owner of a certain immoveable given by Charles St-Denis, for school purposes; to authorize to sell an immoveable given to the School Commission of Roxboro by Remy Realty Limited; to repeal Sections 7, 10, 11, 13, 14 and 15 of Chapter 131 of the Statutes 1957/1958 and Sections 1, 3 and 4 of Chapter 154 of the Statutes of 1958/1959; and for other purposes.

Montreal, April 8, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

40000-19-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD,
Attorneys.

L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke

Avis est donné que les soussignés: Armand Desrochers, marchand, Jacques Alexanian, pasteur, Armand Bilodeau, journaliste, Jack Cochrane, professeur, et H. Allan Johnston, médecin, tous de la cité de Sherbrooke, adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour demander la constitution en corporation de l'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 305, Statuts refondus de la province de Québec, 1964, et amendements.

Sherbrooke, Québec, le 7 mai 1971.

ARMAND DESROCHERS, JACQUES ALEXANIAN,
ARMAND BILODEAU, JACK COCHRANE,
40138-20-4-0 H. ALLAN JOHNSTON.

Ville de La Prairie*Avis public*

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de La Prairie » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour être autorisée à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation la servitude de droit de passage et de voie d'évitement établie et constituée pour l'érection, l'établissement et l'exploitation d'une voie d'évitement de chemin de fer communiquant de la voie principale du chemin de fer du Canadien National à La Prairie jusqu'à la propriété occupée par la compagnie Fred A. Lallemand Refining Co. of Canada Ltd.;

2° pour être autorisée à acquérir de gré à gré de toute corporation de la Couronne du Canada certains immeubles et à les revendre, sujet à l'approbation de la Commission Municipale de Québec, et pour être autorisée à emprunter à cette fin;

3° Pour être autorisée à vendre à un prix inférieur au coût d'acquisition les lots acquis en vertu des dispositions de la Loi des Fonds Industriels.

4° pour être autorisée à accorder, par résolution, à Messieurs Léopold Péladeau, Hercule Serre, René Guérin et Paul-Henri Beauvais, une pension viagère payable à même les fonds généraux de la ville, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 13 mai 1971.

Les procureurs de la Ville de La Prairie,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40267-21-4-0 MAILLOUX & BEAUREGARD.

Église Luthérienne du Bon Pasteur

Avis public est par les présentes donné que l'Église Luthérienne du Bon Pasteur, une congrégation religieuse ayant son église au numéro 29 Chemin Devonshire en la cité de St-Lambert, s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant l'Église Luthérienne du Bon Pasteur en corporation ecclésiastique avec pouvoir, entre autres, de tenir des registres de l'État Civil.

40216-21-4-0 *Le procureur,*
ARMAND POUPART JR.

L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke

Notice is hereby given that the undersigned: Armand Desrochers, merchant, Jacques Alexanian, pastor, Armand Bilodeau, journeyman, Jack Cochrane, teacher, and H. Allan Johnston, physician, all of the city of Sherbrooke, will present a petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for incorporation of "L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke" under the Church Incorporation Act, chapter 305, Revised Statutes of the Province of Québec, 1964, and amendments.

Sherbrooke, Québec, May 7, 1971.

ARMAND DESROCHERS, JACQUES ALEXANIAN,
ARMAND BILODEAU, JACK COCHRANE,
40138-20-4 H. ALLAN JOHNSTON.

Town of La Prairie*Public notice*

Public notice is hereby given that the "Town of La Prairie" will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, for the following purposes:

1. to be authorized to acquire by consent or by expropriation the right of way granted by the town for the installation and operation of a by-pass road of the railroad from the main line of the Canadian National Railways in the Town of La Prairie to the property occupied by the Fred A. Lallemand Refining Co. of Canada Ltd.;

2. to be authorized to acquire by consent from any Crown Corporation certain immovables, to sell said immovables with the approval of the Québec Municipal Commission and to be authorized to borrow for said purpose;

3. to be authorized to sell some lots acquired under the provisions of the Industrial Funds Act;

4. to be authorized to grant, by resolution, to Messrs. Léopold Péladeau, Hercule Serre, René Guérin and Paul-Henri Beauvais, a pension payable from the general funds of the town, and for all other purposes.

Montreal, May 13, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
40267-21-4-0 Attorneys for the Town of La Prairie.

Good Shepherd Lutheran Church

Public notice is hereby given that the Good Shepherd Lutheran Church, a religious congregation having its place of Worship at number 1389 Victoria Street, in the city of St-Lambert, will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at the present or next Session, for the passing of an Act to Incorporate Good Shepherd Lutheran Church, with power, inter alia, to keep registers of Civil Status.

40216-21-4-0 ARMAND POUPART JR.,
Attorney.

The Church of God of Prophecy of Canada

Avis public est par les présentes donné que « The Church of God of Prophecy of Canada », s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour être autorisée à se procurer et à faire authentifier et tenir des registres des actes de l'état civil et à y inscrire les actes de l'état civil;

2° pour que lesdits registres et les actes de l'état civil qui y seront inscrits aient la même valeur légale et la même authenticité que les registres et les actes d'état civil tenus et inscrits en vertu de l'article 42 du Code civil.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 mai 1971.

Les Procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

40215-21-4-o

MAILLOUX & BEAUREGARD.

Cité de Verdun

Avis public supplémentaire est par les présentes donné que la Cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte pour autoriser la cité, sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par son conseil municipal et l'approbation de ce règlement par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec, à emprunter par émission d'obligations ou autrement, la somme de \$600,000 pour la construction d'une patinoire recouverte à glace artificielle et travaux connexes dans les limites de la municipalité, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 mai 1971.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

40217-21-4-o

MAILLOUX & BEAUREGARD.

Domaine Concordia Itée Concordia Estates Ltd.

Avis est par la présente donné que « Domaine Concordia Itée — Concordia Estates Ltd », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi changeant l'exercice d'une servitude grevant un certain immeuble situé dans le quartier Montcalm de la ville de Québec dont ladite corporation est la preneuse en vertu d'un bail emphytéotique.

Québec, le 19 mai 1971.

Les procureurs de la requérante,

LESAGE, COOTE & LESAGE.

40277-21-4-o

The Church of God of Prophecy of Canada

Public notice is hereby given that "The Church of God of Prophecy of Canada", will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to be authorized to procure and cause to be authenticated registers of civil status and inscribe therein acts of civil status;

2. in order that said registers and the acts of civil status inscribed therein have the same legal validity and the same authenticity as registers kept and acts of civil status inscribed therein by virtue of article 42 of the Civil Code.

and for all other purposes.

Montreal, May 11, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

MAILLOUX & BEAUREGARD,

40215-21-4-o

Attorneys

City of Verdun

Supplementary public notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter to authorize the city, without any other formality than the adoption of a by-law by its municipal council and the approval of such by-law by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, to borrow by bond issue or otherwise, the sum of \$600,000 for the construction of a covered artificial ice skating rink within the limits of the city, and for all other purposes.

Montreal, May 11, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

MAILLOUX & BEAUREGARD,

40217-21-4-o

Attorneys.

Domaine Concordia Itée Concordia Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Domaine Concordia Itée — Concordia Estates Ltd.", will apply to the National Assembly of Québec at its present session for the passing of an Act to change the exercise of a servitude affecting a certain immovable in the Montcalm Ward in the city of Québec of which the said company is the emphyteutic lessee.

Québec, May 19, 1971.

LESAGE, COOTE & LESAGE,

Attorneys for the Petitioner.

40277-21-4-o

Avis divers

Ville de Hampstead

Avis est par les présentes donné que la ville de Hampstead s'adressera, par requête, au lieutenant-

Miscellaneous Notices

Town of Hampstead

Notice is hereby given that the town of Hampstead will apply, by petition, to the Lieutenant-Governor

gouverneur en conseil de cette province, aux fins d'obtenir des lettres patentes amendement sa charte en retranchant les articles suivants:

Les articles 3, 5, 7, 10, 11, 12 et 13 de la Loi 4 George V, chapitre 94;

La Loi 7 George V, chapitre 84;

La Loi 10 George V, chapitre 105;

La Loi 24 George V, chapitre 104;

L'article 2 de la Loi I Édouard VIII, chapitre 12;

Les articles 4, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 22 et 23 de la Loi 7/8 Elizabeth II, chapitre 88.

Donné en la ville de Hampstead, ce 17 mai 1971.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD.

40265-o

Canton de Dunham

Avis est donné que la Municipalité du Canton de Dunham s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article de la Loi de la fusion volontaire et tel quel, qu'autorisé par le règlement numéro 105, adopté à l'assemblée régulière du 3 mai 1971, pour l'obtention de lettres patentes fusionnant le Canton et le Village de Dunham suivant la requête conjointe résumée ci-après:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville de Dunham ».

2. La nouvelle municipalité prend le statut de ville et est régie par la Loi des cités et villes.

3. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1971 si les lettres patentes sont en vigueur le premier août de cette année, si elles sont en vigueur après cette date, elle aura lieu le premier dimanche de novembre 1972. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre.

4. À compter de la première élection générale, le conseil est formé d'un maire et de six conseillers élus.

5. Le territoire de la nouvelle municipalité sera divisé en six quartiers représentés chacun par un conseiller et nommés comme suit: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

7. Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier janvier 1972.

8. La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout intéressé peut prendre connaissance de ce règlement et en obtenir copie au bureau de l'Hôtel de Ville à Dunham aux heures régulières de bureau.

Les propriétaires ont le droit de s'opposer au cours du mois qui suit le présent avis.

Donné à Dunham, ce 7^e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,

PIERRE BERNIER.

40111-20-2-o

in Council of this Province, in order to obtain letters patent amending its charter by striking off the following sections:

Sections 3, 5, 7, 10, 11, 12 and 13 of the Act 4 George V, chapter 94;

Act 7 George V, chapter 84;

Act 10 George V, chapter 105;

Act 24 George V, chapter 104;

Section 2 of the Act I Edward VIII, chapter 12;

Sections 4, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 22 and 23 of the Act 7/8 Elizabeth II, chapter 88.

Given in the town of Hampstead, this May 17, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

MAILLOUX & BEAUREGARD,

Attorneys.

40265-o

Township of Dunham

Notice is given that the Municipality of the Township of Dunham will apply to the Lieutenant-Governor in Council, under a section of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act and as authorized by by-law No. 105 adopted at the regular meeting of May 3, 1971, to be granted letters patent amalgamating the township and the village of Dunham, in accordance with the joint petition hereinafter summarized:

1. The name of the new municipality will be "Town of Dunham".

2. The new municipality will have the status of a town and will be governed by the Cities and Towns Act.

3. The first general election will take place on the first Sunday of November 1971 if the letters patent become effective on August 1st of this year; if they become effective after such date, the election will take place on the first Sunday of November 1972. Subsequent general elections will take place every four years on the first Sunday of November.

4. As of the first general election, the Council will consist of a mayor and six councillors, all to be elected.

5. The territory of the new municipality will be divided into six wards, each one represented by one councillor and to be known as follows: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other deeds for each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they have been made until amended, cancelled or repealed by the new municipality.

7. The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall remain the same up to January first, 1972.

8. The new municipality shall come into being in accordance with the Act.

Any interested party may obtain a copy of this by-law at the office of the Town Hall, at Dunham, during the usual office hours.

Property-owners have the right to object to the amalgamation in the month following publication of the present notice.

Dated at Dunham, this 7th day of May, 1971.

PIERRE BERNIER,

Secretary-Treasurer.

40111-20-2

Village de Dunham

Avis est donné que la municipalité du village de Dunham s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article de la Loi de la fusion volontaire et tel quel, qu'autorisé par le règlement numéro 272, adopté à l'assemblée régulière du 4 mai 1971, pour l'obtention de lettres patentes fusionnant le village et le canton de Dunham suivant la requête conjointe résumée ci-après:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville de Dunham ».

2. La nouvelle municipalité prend le statut de ville et est régie par la Loi des cités et villes.

3. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de Novembre 1971 si les lettres patentes sont en vigueur le premier août de cette année, si elles sont en vigueur après cette date, elle aura lieu le premier dimanche de Novembre 1972. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de Novembre.

4. À compter de la première élection générale, le conseil est formé d'un maire et de six conseillers élus.

5. Le territoire de la nouvelle municipalité sera divisé en six quartiers représentés chacun par un conseiller et nommés comme suit: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

7. Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier janvier 1972.

8. La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout intéressé peut prendre connaissance de ce règlement et en obtenir copie au bureau de l'hôtel de ville à Dunham aux heures régulières de bureau.

Les propriétaires ont le droit de s'opposer au cours du mois qui suit le présent avis.

Donné à Dunham, ce 7^e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,

PIERRE BERNIER.

40111-20-2-o

Cité de Sorel

Avis est par les présentes donné que la Cité de Sorel s'adressera par une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, aux fins d'obtenir des lettres patentes pour remplacer par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, les articles suivants de sa charte: 508, 510, 512, 513, 514, 515, 516, 523, 524, 525, 527, 529, 530, 531, 532, 533 et 534, chapitre 80 des lois de 1889; 6, chapitre 60 des lois de 1899; 35, 36, 37, 40 et 41 chapitre 59 des lois de 1912; 14, 15 et 16, chapitre 112 des lois de 1931-32; 5, chapitre 88 des lois de 1947; 15 et 17, chapitre 66 des lois de 1958-59; et en retrancher une disposition pour laquelle

Village of Dunham

Notice is given that the municipality of the village of Dunham will apply to the Lieutenant-Governor in Council, under a section of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act and as authorized by By-law No. 272 adopted at the regular meeting of May 4, 1971, to be granted letters patent amalgamating the village and the township of Dunham, in accordance with the joint petition hereinafter summarized:

1. The name of the new municipality will be "Town of Dunham".

2. The new municipality will have the status of a town and will be governed by the Cities and Towns Act.

3. The first general election will take place on the first Sunday of November 1971 if the letters patent become effective on August 1st of this year; if they become effective after such date, the election will take place on the first Sunday of November 1972. Subsequent general elections will take place every four years on the first Sunday of November.

4. As of the first general election, the council will consist of a mayor and six councillors, all to be elected.

5. The territory of the new municipality will be divided into six wards, each one represented by one councillor and to be known as follows: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other deeds for each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they have been made until amended, cancelled or repealed by the new municipality.

7. The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall remain the same up to January 1st, 1972.

8. The new municipality shall come into being in accordance with the Act.

Any interested party may obtain a copy of this by-law at the office of the Town Hall, at Dunham, during the usual office hours.

Property-owners have the right to object to the amalgamation in the month following publication of the present notice.

Dated at Dunham, this 7th day of May, 1971.

PIERRE BERNIER,

Secretary-Treasurer.

40111-20-2

City of Sorel

Notice is hereby given that the City of Sorel will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council of this province, in order to obtain letters patent to replace by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the following articles of its charter: 508, 510, 512, 513, 514, 515, 516, 523, 524, 525, 527, 529, 530, 531, 532, 533 and 534, chapter 80 of laws of 1889; 6, chapter 60 of laws of 1899; 35, 36, 37, 40 and 41, chapter 59 of laws of 1912; 14, 15 and 16, chapter 112 of laws of 1931-32; 5, chapter 88 of laws of 1947; 15 and 17, chapter 66 of laws of 1958-59; and to strike a provision for which no correspondence

aucune correspondance n'existe dans ladite loi des cités et villes, à savoir: article 526, chapitre 80 des lois de 1889.

Sorel, 7 mai 1971.

Le maire,
ME LUC POUPART.
Le greffier,
GEORGE J. ZAKAIB.

40150-o

Succession J. Alphonse Olivier

Avis public est par les présentes donné que la soussignée, Dame Claire Olivier, épouse d'Armand Côté, ménagère, demeurant à St-Agapit, comté de Lotbinière, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de son oncle, J. Alphonse Olivier, en son vivant, rentier, de Plessisville, comté de Mégantic, par acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire fait devant Me Guy Gagnon, notaire, le vingt-huit avril, mil neuf cent soixante et onze, et enregistré au bureau de la division de Mégantic, à Inverness, le 30 avril 1971, sous le No 119630, le tout conformément à la loi.

Donné à Plessisville, ce 11^e jour du mois de mai, 1971.

Le notaire,
GUY GAGNON.

40266-o

exists in the said Cities and Towns Act, namely: article 526, chapter 80 of laws of 1889.

Sorel, May 7, 1971.

LUC POUPART,
Mayor.
GEORGE J. ZAKAIB,
City Clerk.

40150-o

Estate of J. Alphonse Olivier

Public notice is hereby given that the undersigned, Dame Claire Olivier, wife of Armand Côté, housewife, residing at Saint-Agapit, County of Lotbinière, accepted under benefit of inventory the estate of her uncle, J. Alphonse Olivier, in his lifetime annuitant, of Plessisville, County of Mégantic, by deed of acceptance under benefit of inventory passed before Me Guy Gagnon, notary, on the twenty-eighth day of April, one thousand nine hundred and seventy-one, and registered at the office of the Mégantic Division, at Inverness, on April 30, 1971, under No. 119630, the whole according to law.

Dated at Plessisville, this 11th day of May, 1971.

GUY GAGNON,
Notary.

40266

Compagnies étrangères Permis

Acari Mines Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Acari Mines Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Charles A. Phelan, avocat et conseil en Loi de la reine, du bureau 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40146

29-71

Tractortecnic (Canada) Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Tractortecnic (Canada) Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Theodore Joseph Samoluk, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 6650, Côte-de-Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40146

19-71

Extra-Provincial Companies Licenses

Acari Mines Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Acari Mines Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Charles A. Phelan, advocate and Queen's Counsel, of Suite 3400, Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal.

The principal office of the company in the province is at Suite 3400, Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40146-o

29-71

Tractortecnic (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Tractortecnic (Canada) Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Theodore Joseph Samoluk, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 6650 Côte-de-Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40146-o

19-71

Mandrel Canada Limited

Avis est donné que, le 3e jour de mai 1971, une nouvelle licence a été accordée par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives à la compagnie « Ray Geophysical Limited » l'autorisant à faire affaires dans la province sous sa nouvelle raison sociale « Mandrel Canada Limited », en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères, (Statuts Refondus 1964, chapitre 282).

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Thomas S. Gillespie, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 700, Édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

40146 76-70

Mandrel Canada Limited

Notice is given that, on 3rd day of May 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Ray Geophysical Limited", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Mandrel Canada Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Thomas S. Gillespie, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 700, The Royal Bank Building, 1 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40146-o 76-70

**Compagnies étrangères
Agent**

**Extra-Provincial Companies
Agent**

Texas Instruments Incorporated et als.

Texas Instruments Incorporated et als

Avis est donné que, en vertu d'une nouvelle procuration, la compagnie « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. » a été nommé agent principal dans cette province de chacune des compagnies étrangères, dûment autorisées à faire affaires dans la province de Québec dont les noms suivent, en remplacement de M. André Desjardins, et que le bureau principal dans cette province de chacune des compagnies mentionnées a été transféré au bureau dudit agent principal, au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec:

Allegheny Industrial Electrical Company Inc. 22-61
Texas Instruments Incorporated 11-66
Vibroflotation Foundation Company 22-63

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

40219

Notice is given that, by new powers of attorney, "C.T. Corporation System (Canada), Ltd." has been appointed chief agent in this Province of each of the following Extra-Provincial Companies, duly licensed to carry on business in the Province of Québec, in the place and stead of Mr. André Desjardins, and that the principal office in this Province of each company hereafter named has been moved to the office of the said chief agent, 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec:

Allegheny Industrial Electrical Company, Inc. 22-61
Texas Instruments Incorporated 11-66
Vibroflotation Foundation Company 22-63

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40219-o

Associations coopératives

Cooperative Associations

**Centre coopératif de création dramatique
de Québec**

**Centre coopératif de création dramatique
de Québec**

(Loi des associations coopératives)

(Cooperative Associations Act)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Centre coopératif de création dramatique de Québec ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 88 Côte de la Montagne, Québec, dans le district électoral de Jean-Talon.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

40193-o

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Centre coopératif de création dramatique de Québec".

The head office of this cooperative association is situated at 88 Mountain Hill, Québec, in the electoral district of Jean-Talon.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40193

Les loisirs coopératifs de St-Éleuthère*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la demande du syndicat coopératif « La salle paroissiale de St-Éleuthère », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec pour devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Les loisirs coopératifs de St-Éleuthère ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
40194-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

Les loisirs coopératifs de St-Éleuthère*(Cooperative Association Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the application of the cooperative syndicate "La salle paroissiale de St-Éleuthère" to be no longer governed by the Québec Cooperative Syndicates Act and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Les loisirs coopératifs de St-Éleuthère".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
40194

**Commission de Géographie
de Québec****Mont d'Iberville**

Avis est par la présente donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu de donner le nom de Mont d'Iberville à une entité orographique du territoire du Nouveau-Québec, dont le centre en coordonnées géographiques est situé à 58°53' de latitude nord et à 63°43' de longitude ouest.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts conformément au chapitre 100 des statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 14 mai 1971.

40212-o *Le secrétaire,*
JEAN POIRIER.

**Québec Geographical
Commission****Mont d'Iberville**

Notice is hereby given that, at a meeting of the Québec Geographical Commission, a resolution was passed in order to give the name of Mont d'Iberville to an orographical feature in the territory of New Québec, the centre of which in geographical co-ordinates is 58°53' of northern latitude and 63°43' western longitude.

This decision was approved by the Minister of Lands and Forests, in conformity with chapter 100 of the Québec Revised Statutes of 1964.

Québec, May 14, 1971.

40212 **JEAN POIRIER,**
Secretary.

**Changement de nom — Loi du
Demandes****Joseph Laurent Roger Beaudoin**

Avis est par les présentes donné que Joseph Laurent Roger Beaudoin, vendeur, domicilié et résidant au No 320 rue Thibault, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Roger Brunelle.

Trois-Rivières, ce 4 mai 1971.

40072-20-2-o *Les procureurs du requérant,*
LEBRUN & MOREAU, avocats.

Giuseppe Garofano

Avis est par les présentes donné que Giuseppe Garofano, chômeur, résidant au 7223 De l'Épée, appartement 2, dans les cités et district de Montréal, fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom de Giuseppe Garofano à Giuseppe Lanzon.

Montréal, le 28 avril 1971.

40073-20-2-o *Les procureurs du requérant,*
KRAVITZ & KRAVITZ, avocats.

**Change of name — Act
Applications****Joseph Laurent Roger Beaudoin**

Notice is hereby given that Joseph Laurent Roger Beaudoin, seller, residing at 320 Thibault Street, in the city of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to Roger Brunelle.

Trois-Rivières, this May 4, 1971.

40072-20-2-o **LEBRUN & MOREAU, advocates,**
Attorneys for the petitioner

Giuseppe Garofano

Notice is hereby given that Giuseppe Garofano, unemployed, residing at 7223 De l'Épée, Apartment 2, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Giuseppe Garofano to Giuseppe Lanzon.

Montreal, April 28, 1971.

40073-20-2-o **KRAVITZ & KRAVITZ, advocates,**
Attorneys for the petitioner.

Marie France Liliane Martin

Avis est par les présentes donné que Marie France Liliane Martin, étudiante de Pointe St-Charles, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un arrêté changeant son nom de Marie France Liliane Martin en celui de Marie France Liliane Lapierre.

Montréal, le 1er mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
BEAULIEU, PHELAN & MACKELL.

40074-20-2-o

Marie France Liliane Martin

Notice is hereby given that Marie France Liliane Martin, student of Pointe St. Charles in the district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the Province of Québec to have her name changed from Marie France Liliane Martin to Marie France Liliane Lapierre.

Montreal, May 1, 1971.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
BEAULIEU, PHELAN & MACKELL,
Attorneys for the applicant.

40074-20-2-o

Nathan Sam

Avis est par les présentes donné que Nathan Sam, résidant dans la cité de Laval s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Norman Joseph Samuels.

40110-20-2

NORMAN SAMUELS.

Nathan Sam

Notice is hereby given that Nathan Sam residing in the city of Laval will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Norman Joseph Samuels.

40110-20-2-o

NORMAN SAMUELS.

David Mletchcowitch

Avis est par les présentes donné que David Mletchcowitch, résidant et domicilié au 3250, Forest Hill Avenue, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de David Mletchcowitch, en celui de David Mars. Ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse Helen (kurtzman) Bernard.

Montréal, ce 3 mai 1971.

Le procureur des requérants,
Me JACOB ROTHMAN.

40060-20-2-o

David Mletchcowitch

Notice is hereby given that David Mletchcowitch, residing and domiciled at 3250 Forest Hill Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from David Mletchcowitch to David Mars. Said change of name will also benefit his wife Helen (kurtzman) Bernard.

Montreal, May 3, 1971.

Me JACOB ROTHMAN,
Attorney for the petitioner.

40060-20-2-o

Michael Grunberg

Avis est donné que Michael Grunberg, traffic manager, domicilié à 4850 Côte des Neiges (#1009), en la cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire changer son nom à Michael Gray. Le nom de son épouse, Dame Bya Clecner de la même adresse sera changé par la présente demande.

Montréal, le 3 mai 1971.

40213-21-2-o

M. GRUNBERG.

Michael Grunberg

Notice is hereby given that Michael Grunberg, traffic manager, residing and domiciled at 4850 Côte des Neiges (#1009), in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed to Michael Gray. The name of his wife, Dame Bya Clecner of the same address will be changed by the present application.

Montreal, May 3, 1971.

40213-21-2-o

M. GRUNBERG.

Gilbert Hazan

Avis est par les présentes donné que monsieur Gilbert Hazan a fait une requête pour changer son nom de Hazan en celui de Azen, changement de nom qui affectera aussi son épouse Odile, sa fille Korinne et son fils Éric, tous résidant et domiciliés au 1251 est, rue Jean-Talon, à Montréal, dit district.

Montréal, ce 11 mai, 1971.

Les procureurs du requérant,
BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,
GRATTON, BLAIN & MORRIS.

40192-21-2-o

Gilbert Hazan

Notice is hereby given that Mr. Gilbert Hazan has filed an application to change his name from Hazan to Azen, this change of name to affect his wife Odile, his daughter Korinne and his son Éric, all residing at 1251 Jean-Talon Street East, in Montreal, said district.

Montreal, May 11, 1971.

BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,
GRATTON, BLAIN & MORRIS,
Attorneys for the applicant.

40192-21-2

Lucien Tellier

Avis est par la présente donné que Lucien Tellier, résidant et domicilié au 979 Agnès, cité de Montréal, district de Montréal, fait une requête pour son nom de Lucien à Manon.

Montréal, le 13 mai 1971.

Le procureur du requérant,
DANIEL BLANCHETTE.

40214-21-2-0

Lucien Tellier

Notice is hereby given that Lucien Tellier, residing and domiciled at 979, Agnès, in the city of Montreal, said district, has made a petition to change his name from Lucien to Manon.

Montreal, May 13, 1971.

DANIEL BLANCHETTE,
Attorney for petitioner.

40214-21-2-0

Changement de nom — Loi du Accordés

Rénald Gaétan Fournier

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1611, du 5 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Rénald Gaétan Gendron en celui de Rénald Gaétan Fournier.

Québec, le 11 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

40149-0

Marie Claire Marchand

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1612, du 5 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Marie Claire Yvette en celui de Marie Claire Marchand.

Québec, le 11 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

40149-0

John Paul Molyn

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1613, du 5 mai 1971, d'effectuer le changement de nom de Johan Paul Molijn en celui de John Paul Molyn.

Québec, le 11 mai 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

40149-0

Change of name — Act Granted

Rénald Gaétan Fournier

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1611 dated May 5, 1971 to change the name of Rénald Gaétan Gendron to that of Rénald Gaétan Fournier.

Québec, May 11, 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Deputy Minister of Justice.

40149

Marie Claire Marchand

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1612 dated May 5, 1971, to change the name of Marie Claire Yvette to that of Marie Claire Marchand.

Québec, May 11, 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Deputy Minister of Justice.

40149

John Paul Molyn

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1613 dated May 5, 1971, to change the name of Johan Paul Molijn to that of John Paul Molyn.

Québec, May 11, 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Deputy Minister of Justice.

40149

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'entraide économique de Charlevoix

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 29 novembre 1970 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Charlevoix », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Charlevoix ».

Québec, le 13 mai 1971.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40250-0

Savings and Credit Unions

Caisse d'entraide économique de Charlevoix

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on November 29, 1970, by "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Charlevoix", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Charlevoix".

Québec, May 13, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40250

La Caisse populaire de Ferme-Neuve

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé l'acte d'accord intervenu le 25 janvier 1971 entre « La Caisse populaire de Ferme-Neuve » et « La Caisse populaire Desjardins de Mont St-Michel ».

Le nom de la caisse résultant de la fusion est: « La Caisse populaire de Ferme-Neuve ».

Le siège social de cette caisse sera situé au numéro 240 de la 9e Avenue, dans le village de Ferme-Neuve, district de Labelle.

Le territoire dans lequel la caisse résultant de la fusion pourra recruter ses membres, sera le suivant: les paroisses de Ferme-Neuve, de Mont St-Michel, du Lac St-Paul et des Chutes St-Philippe.

Cette caisse sera affiliée à l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins.

Québec, le 18 mai 1971.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40278-0

La Caisse populaire de Ferme-Neuve

(Savings and Credit Union Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the deed of agreement drawn up on January 25, 1971 between "La Caisse populaire de Ferme-Neuve" and "La Caisse populaire Desjardins de Mont St-Michel".

The name of the credit union resulting from this amalgamation: "La Caisse populaire de Ferme-Neuve".

The head office of this credit union is situated at No. 240 9th Avenue, in the village of Ferme-Neuve, district of Labelle.

The territory in which the credit union resulting from this amalgamation shall recruit its members is the following: the parishes of Ferme-Neuve, Mont St-Michel, Lake St-Paul and Chutes St-Philippe.

This credit union shall be affiliated to the "Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins".

Québec, May 18, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40278

Examen des Agronomes

La Corporation des Agronomes
de la province de Québec

Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes
de la province de Québec

TABEAU DES INSCRIPTIONS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DE LA PROFESSION D'AGRONOME
TABLE OF ENTRIES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE PROFESSION OF AGROLOGIST

Noms et prénoms Names and surnames	Âge	Domicile Residence	Institutions
Amyot, Bruno	22	2072, St-Ange, Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Arsenault, Jean	24	St-Elzéar, comté de Bonaventure, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Audet, Daniel	21	B #50, Frampton, comté de Dorchester, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Audet, Raymond	20	St-Ubalde, comté de Portneuf, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Bélanger, Bruno	22	645, rue Lemire, Longueuil, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Bélanger, Jean-Hugues	25	St-Médard, comté de Rimouski, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Brousseau, René	23	1190, boul. St-Cyrille, App. 3, Québec 6, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Côté, Donald	23	125, rue Ste-Anne, app. 72, Québec, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Côté, Jean	23	Rang des Îles, St-Gédéon, comté du Lac St-Jean, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Drapeau, Raynald	21	Rang St-André, Jonquière, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Drapeau, Ronald	21	R.R. No 3, St-Henri, comté de Lévis, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Dufour, Jean-Claude	21	7, avenue Forget, Clermont, comté de Charlevoix, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Dupuis, Gilles	27	85, Willow, app. 507, Guelph, Ontario.	University of Guelph, Guelph, Ontario.
Fillon, Robert	22	Rue Beaumont, Beaumont, comté de Bellechasse, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.

Noms et prénoms Names and surnames	Âge	Domicile Residence	Institutions
Fortier, Michel	24	St-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Fortin, Raymonde	21	3548, avenue Royale, Giffard, Québec 5, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Fortin, Rémy	23	710, Place Horizon, app. 2, Ste-Foy, Québec 10, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Fournier, Pierre	22	519A, rue Commerciale, St-David, comté de Lévis, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Gaudette, Claude	29	C.P. 144, 3e Avenue, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Gingras, Denis	25	1883, rue Des Erables, Plessisville, comté de Mégantic, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Girard, Yvan	25	932, rang St-Pierre, Chicoutimi, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Lacasse, Jean-Marc	23	C.P. 443, 166, rue Cartier, La Guadeloupe, comté de Frontenac, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Lavoie, Marcel	22	12, rang St-Louis, Notre-Dame de Pierreville, comté de Yamaska, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Lefebvre, Germain	21	116, rue Boyer, Beauharnois, comté de Beauharnois, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Léger, Pierre-Paul	24	308, 2e Rue Est, app. 407, Cornwall, province d'Ontario	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Marcoux, Arthur	25	Beaumont, comté de Bellechasse, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Marx, Georges	29	1212, rue Jean-Talon, Notre-Dame des Laurentides	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Masson, Jean-R.	26	175, St-Laurent, Maskinongé, comté de Maskinongé, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
McDonald, Stuart-R.	25	Box 39, R.R. 1, Station Dalhousie, comté de Soulanges	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Moineau, Denis	22	3, St-Jean-Baptiste, St-Romuald, comté de Lévis, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Morin, Jacques	22	880, Côte Ste-Geneviève, Québec, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Nadeau, Gilles	23	79, St-François Ouest, Québec 8, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Noël, Jean-Gilles	23	195, rue Berthiaume, Québec 3, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Philibert, Marius	21	R.R. No 1, Petite-Matane, comté de Matane, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Tremblay, Gaétan	25	10, Hôtel de Ville, St-Honoré, comté de Dubuc	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Tremblay, Pierre	22	10674, avenue Royale, Ste-Anne de Beaupré, comté de Montmagny, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Trottier, Claude	23	R.R. No 4, Normandin, comté de Roberval, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Trottier, Pierre	24	R.R. No 4, Normandin, comté de Roberval, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Vézina, Gilles	19	400, avenue Claudel, Québec 8, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.

Montréal 357, le 7 mai 1971 — Montreal 357, May 7, 1971.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,

THÉODORE MONGEON, Agronome,

40112-20-0

Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

Syndicat Professionnel des Ingénieurs de la Ville
de Montréal et de la Communauté Urbaine de
MontréalSyndicat Professionnel des Ingénieurs de la Ville
de Montréal et de la Communauté Urbaine de
Montréal

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates Act)

Le ministre des institutions financières, compagnies
et coopératives donne avis que le 12 avril 1971, il a
autorisé le changement de nom de « Syndicat Profes-
sionnel des Ingénieurs de la cité de Montréal », dont la

Notice is given that on April 12, 1971, the Minister
of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
authorized the change of name of "Syndicat Profes-
sionnel des Ingénieurs de la cité de Montréal", the

constitution a été autorisée le 22 avril 1965, avec siège social à Montréal, en celui de « Syndicat Professionnel des Ingénieurs de la Ville de Montréal et de la Communauté Urbaine de Montréal », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40245-o

106-63

Association des Éducateurs de l'Enfance Inadaptée

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 mai 1971, il a autorisé la construction d'une syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Éducateurs de l'Enfance Inadaptée », avec siège social situé à Charlesbourg-Est, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40244-o

20-71

Association des Professeurs de Ville de Laval

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 avril 1971, il a autorisé le changement de nom de « Association des Professeurs de Maisonneuve », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Association des Professeurs de la Région de St-Martin », a été autorisée le 16 mai 1960, et dont le siège social est situé à Saint-Martin, en celui de « Association des Professeurs de Ville de Laval », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40205-o

269-60

Syndicat Général des Communications

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 mars 1971, il a autorisé le changement de nom de « Le Syndicat des Journalistes de Montréal », dont la constitution a été autorisée le 3 février 1948, avec siège social à Montréal, en celui de « Syndicat Général des Communications », et ce, en vertu de la Loi des syndicats Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40207-o

2916-47

incorporation of which was authorized on April 22, 1965, with its head office in Montreal, into that of "Syndicat Professionnel des Ingénieurs de la Ville de Montréal et de la Communauté Urbaine de Montréal", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40245

106-63

Association des Éducateurs de l'Enfance Inadaptée

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 11, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Éducateurs de l'Enfance Inadaptée", with head office situated at Charlesbourg-Est, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40244

20-71

Association des Professeurs de Ville de Laval

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 27, 1971 he authorized the change of name of "Association des Professeurs de Maisonneuve", the incorporation of which, under the original name of "L'Association des Professeurs de la Région de St-Martin" was authorized on May 16, 1960, and the head office of which is situated at Saint-Martin, to that of "Association des Professeurs de Ville de Laval", and such, under the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40205

269-60

Syndicat Général des Communications

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that on March 17, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "Le Syndicat des Journalistes de Montréal", the incorporation of which was authorized on February 3, 1948, with its head office in Montreal, to that of "Syndicat Général des Communications", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40207

2916-47

L'Association des employés des cadres de l'Hydro-Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, décrète la fin de l'existence corporative de « L'Association des employés des cadres de l'Hydro-Québec », constituée en date du 22 mars 1966.

Québec, le 10 mai 1971.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40146-o

Le syndicat de l'industrie de la boulangerie incorporé, Québec

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, décrète la fin de l'existence corporative de « Le syndicat de l'industrie de la boulangerie incorporé, Québec », constitué le 26 mars 1935.

Québec, le 4 mai 1971.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40206-o

L'Association des employés des cadres de l'Hydro-Québec

Pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives directs the end of the co-operative existence of "L'Association des employés des cadres de l'Hydro-Québec", incorporated on March 22, 1966.

Québec, May 10, 1971.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40146

Le syndicat de l'industrie de la boulangerie incorporé, Québec

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, under section 25 of the Professional Syndicates Act, enacts the end of the corporate existence of "Le syndicat de l'industrie de la boulangerie incorporé, Québec", incorporated on March 26, 1935.

Québec, May 4, 1971.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

40206

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE l'article 41 de la Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (Bill 99, 1971), sanctionnée le 8 avril 1971, prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe par proclamation, la date de l'entrée en vigueur de l'article 38 de cette loi;

ATTENDU QUE cet article 38 a remplacé l'article 358 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, lequel traite du paiement des pensions et des autres bénéfices sociaux (congés de maladie accumulés et vacances) des employés qui sont transférés à la Communauté urbaine de Montréal par les municipalités de cette Communauté;

ATTENDU QUE les modalités du paiement de ces bénéfices sociaux doivent être approuvées par le ministre des Affaires municipales ou par la Régie des rentes, selon le cas;

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under section 41 of an Act to amend the Montreal Urban Community Act (Bill 99, 1971), assented to 8th April 1971, stipulates that the Lieutenant-Governor in Council shall fix by proclamation the date of the coming into force of section 38 of that Act;

WHEREAS such section 38 replaces section 358 of the Montreal Urban Community Act, which deals with the payment of pensions and other social benefits (accrued sick leave and holidays) of employees who are transferred to the Montreal Urban Community from the municipalities of such Community;

WHEREAS the terms and conditions under which the payment of such social benefits must be effected should be approved by the Minister of Municipal Affairs or the Pension Board, as the case may be;

ATTENDU qu'il est opportun de décréter sans délai l'entrée en vigueur de cet article 38.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1649, en date du 5 mai 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la présente proclamation soit lancée, fixant au 5 mai 1971 la date de l'entrée en vigueur de l'article 38 de la Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (Bill 99, 1971), sanctionnée le 8 avril 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,

40149-o

Sous-procureur général adjoint.

WHEREAS it is expedient to decree without delay the coming into force of such section 38.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 1649 dated May 5, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the present proclamation be published, choosing May 5, 1971 as the date of the coming into force of section 38 of an Act to amend the Montreal Urban Community Act (Bill 99, 1971), assented to 8th April 1971.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

40149

Assistant Deputy Attorney General.

Soumissions — Demandes de

Cité de Jonquière Comté de Jonquière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lionel Harvey, greffier, Hôtel de ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mardi, le 8 juin 1971, pour l'achat de \$1,114,000 d'obligations de la cité de Jonquière, comté de Jonquière, datées du 1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tenders — Requests for

City of Jonquière County of Jonquière

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lionel Harvey, clerk, at the City Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q., until 4:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 8, 1971, for the purchase of an issue of \$1,114,000 of bonds for the city of Jonquière, county of Jonquière, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,114,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1972	\$ 18,000
1er juillet 1973	20,000
1er juillet 1974	20,000
1er juillet 1975	22,000
1er juillet 1976	23,000
1er juillet 1977	24,000
1er juillet 1978	27,000
1er juillet 1979	28,000
1er juillet 1980	30,000
1er juillet 1981	33,000
1er juillet 1982	34,000
1er juillet 1983	37,000
1er juillet 1984	39,000
1er juillet 1985	44,000
1er juillet 1986	46,000
1er juillet 1987	49,000
1er juillet 1988	52,000
1er juillet 1989	57,000
1er juillet 1990	60,000
1er juillet 1991	451,000

Table of redemption — \$1,114,000 — 20 years.

Year	Capital
July 1, 1972	\$ 18,000
July 1, 1973	20,000
July 1, 1974	20,000
July 1, 1975	22,000
July 1, 1976	23,000
July 1, 1977	24,000
July 1, 1978	27,000
July 1, 1979	28,000
July 1, 1980	30,000
July 1, 1981	33,000
July 1, 1982	34,000
July 1, 1983	37,000
July 1, 1984	39,000
July 1, 1985	44,000
July 1, 1986	46,000
July 1, 1987	49,000
July 1, 1988	52,000
July 1, 1989	57,000
July 1, 1990	60,000
July 1, 1991	451,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$50,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1991 au montant de \$451,000 comprend un solde de \$387,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juillet 1992	\$ 29,000
1er juillet 1993	31,000
1er juillet 1994	33,000
1er juillet 1995	35,000
1er juillet 1996	37,000
1er juillet 1997	39,000
1er juillet 1998	42,000
1er juillet 1999	44,000
1er juillet 2000	47,000
1er juillet 2001	50,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$50,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 1, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 1, 1991 in the amount of \$451,000 includes a balance of \$387,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	Capital
July 1, 1992	\$ 29,000
July 1, 1993	31,000
July 1, 1994	33,000
July 1, 1995	35,000
July 1, 1996	37,000
July 1, 1997	39,000
July 1, 1998	42,000
July 1, 1999	44,000
July 1, 2000	47,000
July 1, 2001	50,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$451,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Jonquière s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 725 — \$365,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 733 — \$725,500 — aqueduc et égouts; 761 — \$23,500 — aqueduc, égouts, électricité.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 8 juin 1971, à 4 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière (Comté de Jonquière), ce 13 mai 1971.

Le greffier,
LIONEL HARVEY.

Hôtel de ville, 320, rue St-Dominique,
Jonquière, (Jonquière), P.Q.

Téléphone: 542-4127, code 418. 40246-0

Cité de Pointe-aux-Trembles Comté de Lafontaine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Vanier, greffier, Hôtel de ville, 11953, rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles, comté de Lafontaine, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 juin 1971, pour l'achat de \$2,539,000 d'obligations de la cité de Pointe-aux-Trembles, comté de Lafontaine, datées du 1er juillet 1971 et remboursables par série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$451,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Jonquière agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 725 — \$365,000 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 733 — \$725,500 — aqueduct and sewers; 761 — \$23,500 — aqueduct, sewers, electricity.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 8, 1971, at 4:00 o'clock p.m., at the City Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière (County of Jonquière), May 13, 1971.

LIONEL HARVEY,
Clerk.

City Hall, 320 St-Dominique Street,
Jonquière (Jonquière), P.Q.

Téléphone: 542-4127, code 418. 40246

City of Pointe-aux-Trembles County of Lafontaine

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received up to 8:00 o'clock p.m., Monday, June 7, 1971, by the undersigned Guy Vanier, clerk, City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, county of Lafontaine, P.Q. for the purchase of a bond issue of \$2,539,000 for the city of Pointe-aux-Trembles, county of Lafontaine; such bonds will be dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one

un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans la présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$2,539,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1972.....	\$ 61,000
1er juillet 1973.....	67,000
1er juillet 1974.....	72,000
1er juillet 1975.....	78,000
1er juillet 1976.....	85,000
1er juillet 1977.....	94,000
1er juillet 1978.....	103,000
1er juillet 1979.....	110,000
1er juillet 1980.....	119,000
1er juillet 1981.....	128,000
1er juillet 1982.....	84,000
1er juillet 1983.....	92,000
1er juillet 1984.....	103,000
1er juillet 1985.....	113,000
1er juillet 1986.....	122,000
1er juillet 1987.....	135,000
1er juillet 1988.....	147,000
1er juillet 1989.....	160,000
1er juillet 1990.....	175,000
1er juillet 1991.....	491,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$48,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1991 au montant de \$491,000 comprend un solde de \$301,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Table of redemption — \$2,539,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1972.....	\$ 61,000
July 1, 1973.....	67,000
July 1, 1974.....	72,000
July 1, 1975.....	78,000
July 1, 1976.....	85,000
July 1, 1977.....	94,000
July 1, 1978.....	103,000
July 1, 1979.....	110,000
July 1, 1980.....	119,000
July 1, 1981.....	128,000
July 1, 1982.....	84,000
July 1, 1983.....	92,000
July 1, 1984.....	103,000
July 1, 1985.....	113,000
July 1, 1986.....	122,000
July 1, 1987.....	135,000
July 1, 1988.....	147,000
July 1, 1989.....	160,000
July 1, 1990.....	175,000
July 1, 1991.....	491,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance carried as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$48,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of July 1, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions herein stipulated. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1991 maturity in the amount of \$491,000 covers a balance of \$301,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Année	Capital
1er juillet 1992.....	\$16,000
1er juillet 1993.....	18,000
1er juillet 1994.....	20,000
1er juillet 1995.....	22,000

Year	Capital
July 1, 1992.....	\$16,000
July 1, 1993.....	18,000
July 1, 1994.....	20,000
July 1, 1995.....	22,000

1er juillet 1996.....	\$29,000
1er juillet 1997.....	32,000
1er juillet 1998.....	34,000
1er juillet 1999.....	39,000
1er juillet 2000.....	43,000
1er juillet 2001.....	48,000

July 1, 1996.....	\$29,000
July 1, 1997.....	32,000
July 1, 1998.....	34,000
July 1, 1999.....	39,000
July 1, 2000.....	43,000
July 1, 2001.....	48,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$491,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Pointe-aux-Trembles s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 480 — \$643,200 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 490 — \$398,000 — aménagement de parcs; 491 tel que modifié — \$119,000 — égouts; 493 — \$1,249,800 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 501 — \$129,000 — aménagement de l'Hôtel de ville.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 7 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 11953, rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles, comté de Lafontaine, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles (Comté de Lafontaine), ce 13 mai 1971.

Le greffier,
GUY VANIER.

Hôtel de ville, 11953, rue Notre-Dame Est,
Pointe-aux-Trembles, comté de Lafontaine, P.Q.
Téléphone: 645-5381, code 514. 40247-o

Village de Rimouski-Est Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hervé Lavoie, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 540 rue St-Germain, Rimouski-Est, comté de Rimouski, Québec, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 juin 1971, pour l'achat de \$105,000 d'obligations du village de Rimouski-Est, comté de Rimouski, datées du 1er

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$491,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Pointe-aux-Trembles agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 480 — \$643,200 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 490 — \$398,000 — building of parks; 491 — as modified — \$119,000 — sewers; 493 — \$1,249,800 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 501 — \$129,000 — equipping of the city hall.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, June 7, 1971, at 8:00 o'clock p.m., City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, county of Lafontaine, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles (County of Lafontaine), May 13, 1971.

GUY VANIER,
Clerk.

City Hall, 11953 Notre-Dame East,
Pointe-aux-Trembles, county of Lafontaine, P.Q.,
Telephone: 645-5381, code 514. 40247

Village of Rimouski-East County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Hervé Lavoie, Secretary-Treasurer, City Hall, 540 Saint-Germain Street, Rimouski-East, county of Rimouski, P.Q., up to 8:00 o'clock p.m., Monday, June 7, 1971, for the purchase of a bond issue of \$105,000, bonds of the village of Rimouski-East, county of Rimouski, dated July 1, 1971

juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — \$105,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1972.....	\$ 2,000
1er juillet 1973.....	2,500
1er juillet 1974.....	2,500
1er juillet 1975.....	2,500
1er juillet 1976.....	3,000
1er juillet 1977.....	3,000
1er juillet 1978.....	3,500
1er juillet 1979.....	4,000
1er juillet 1980.....	4,000
1er juillet 1981.....	4,500
1er juillet 1982.....	5,000
1er juillet 1983.....	5,500
1er juillet 1984.....	5,500
1er juillet 1985.....	6,500
1er juillet 1986.....	7,000
1er juillet 1987.....	7,500
1er juillet 1988.....	8,000
1er juillet 1989.....	8,500
1er juillet 1990.....	9,500
1er juillet 1991.....	10,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on July 1st and January 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1971.

Table of redemption — \$105,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1972.....	\$ 2,000
July 1, 1973.....	2,500
July 1, 1974.....	2,500
July 1, 1975.....	2,500
July 1, 1976.....	3,000
July 1, 1977.....	3,000
July 1, 1978.....	3,500
July 1, 1979.....	4,000
July 1, 1980.....	4,000
July 1, 1981.....	4,500
July 1, 1982.....	5,000
July 1, 1983.....	5,500
July 1, 1984.....	5,500
July 1, 1985.....	6,500
July 1, 1986.....	7,000
July 1, 1987.....	7,500
July 1, 1988.....	8,000
July 1, 1989.....	8,500
July 1, 1990.....	9,500
July 1, 1991.....	10,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$10,500, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of July 1, 1991 being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only on the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$10,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Rimouski-Est s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 84 — \$105,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 540, rue St-Germain, Rimouski-Est, comté de Rimouski, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski-Est (Comté de Rimouski), ce 13 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
HERVÉ LAVOIE.

Hôtel de ville, 540, rue St-Germain,
Rimouski-Est (Comté de Rimouski), Québec.
Téléphone: 723-8388, code 418. 40248-0

Village de Lacolle
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léodore Ryan, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 63, rue de l'Eglise, Case postale 400, Lacolle, comté de St-Jean, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 9 juin 1971, pour l'achat de \$388,500 d'obligations du village de Lacolle, comté de St-Jean, datées du 1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$10,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The village of Rimouski-East agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under by-law number 84 — \$105,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, June 7, 1971 at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 540 Saint-Germain Street, Rimouski-East, county of Rimouski, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski-East (County of Rimouski), May 13, 1971.

HERVÉ LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 540 Saint-Germain Street,
Rimouski-East (County of Rimouski), Québec.
Telephone: 723-8388, code 418. 40248

Village of Lacolle
County of St. John's

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léodore Ryan, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 63 Eglise Street, Post Office Box 400, Lacolle, county of St. John's, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, June 9, 1971, for the purchase of an issue of \$388,500 of bonds for the village of Lacolle, county of St. John's, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$388,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1972	\$ 6,500
1er juillet 1973	6,500
1er juillet 1974	7,000
1er juillet 1975	7,000
1er juillet 1976	8,000
1er juillet 1977	8,000
1er juillet 1978	8,500
1er juillet 1979	8,500
1er juillet 1980	9,000
1er juillet 1981	10,000
1er juillet 1982	10,000
1er juillet 1983	10,500
1er juillet 1984	10,500
1er juillet 1985	11,000
1er juillet 1986	12,000
1er juillet 1987	12,500
1er juillet 1988	12,500
1er juillet 1989	13,500
1er juillet 1990	14,000
1er juillet 1991	203,000

Table of redemption — \$388,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1972	\$ 6,500
July 1, 1973	6,500
July 1, 1974	7,000
July 1, 1975	7,000
July 1, 1976	8,000
July 1, 1977	8,000
July 1, 1978	8,500
July 1, 1979	8,500
July 1, 1980	9,000
July 1, 1981	10,000
July 1, 1982	10,000
July 1, 1983	10,500
July 1, 1984	10,500
July 1, 1985	11,000
July 1, 1986	12,000
July 1, 1987	12,500
July 1, 1988	12,500
July 1, 1989	13,500
July 1, 1990	14,000
July 1, 1991	203,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$22,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1991 au montant de \$203,000 comprend un solde de \$188,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juillet 1992	\$ 15,500
1er juillet 1993	16,000
1er juillet 1994	17,000
1er juillet 1995	17,500
1er juillet 1996	18,000
1er juillet 1997	19,000
1er juillet 1998	20,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$22,500, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 1, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 1, 1991 in the amount of \$203,000 includes a balance of \$188,500 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
July 1, 1992	\$15,500
July 1, 1993	16,000
July 1, 1994	17,000
July 1, 1995	17,500
July 1, 1996	18,000
July 1, 1997	19,000
July 1, 1998	20,000

1er juillet 1999.....	\$21,000
1er juillet 2000.....	22,000
1er juillet 2001.....	22,500

July 1, 1999.....	\$21,000
July 1, 2000.....	22,000
July 1, 2001.....	22,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lacolle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$203,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Lacolle s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 93 — \$306,000 — renouvellement d'emprunt; 117 — \$82,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 9 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 63, rue de l'Église, Case postale 400, Lacolle, comté de St-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lacolle (Comté de St-Jean), ce 14 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,

LÉODORE RYAN.

Hôtel de ville, 63, rue de l'Église, Case postale 400, Lacolle (St-Jean), P.Q.

Téléphone: 246-3234 jour,

246-3201 soir, code 514. 40249-0

La Commission des écoles catholiques de Chicoutimi

Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Bilodeau, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 9 juin 1971, pour l'achat de \$777,500 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er juillet 1971 et remboursables en série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lacolle.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$203,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Lacolle agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 93 — \$306,000 — renewal of a loan; 117 — \$82,500 — renewal of a loan.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 9, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 63 Église Street, Post Office Box 400, Lacolle, county of St. John's, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lacolle (County of St. John's), May 14, 1971.

LÉODORE RYAN,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 63 Église Street, Post Office Box 400, Lacolle (St. John's), P.Q.

Telephone: 246-3234 day,

246-3201 night, code 514. 40249

The Catholic School Commission of Chicoutimi

County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Laurent Bilodeau, Secretary-Treasurer, at the Office of the Commission, 36 Jacques-Cartier Street East, Chicoutimi, county of Chicoutimi, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, June 9, 1971, for the purchase of an issue of \$777,500 of bonds for The Catholic School Commission of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated July 1, 1971 and redeemable serially from July 1, 1972 to July 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-

semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1^{er} juillet 1972 au 1^{er} juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} juillet 1971.

annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$777,500 — 20 ans
Année Capital

1 ^{er} juillet 1972.....	x \$67,500
1 ^{er} juillet 1973.....	x 74,000
1 ^{er} juillet 1974.....	x 81,000
1 ^{er} juillet 1975.....	x 87,000
1 ^{er} juillet 1976.....	x 95,000
1 ^{er} juillet 1977.....	13,000
1 ^{er} juillet 1978.....	14,000
1 ^{er} juillet 1979.....	16,000
1 ^{er} juillet 1980.....	16,000
1 ^{er} juillet 1981.....	18,000
1 ^{er} juillet 1982.....	19,000
1 ^{er} juillet 1983.....	21,000
1 ^{er} juillet 1984.....	23,000
1 ^{er} juillet 1985.....	25,000
1 ^{er} juillet 1986.....	28,000
1 ^{er} juillet 1987.....	30,000
1 ^{er} juillet 1988.....	33,000
1 ^{er} juillet 1989.....	36,000
1 ^{er} juillet 1990.....	39,000
1 ^{er} juillet 1991.....	42,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de construction de \$450,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 5 versements de \$90,000 de 1972 à 1976 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

La commission des écoles catholiques de Chicoutimi, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

Table of redemption — \$777,500 — 20 years
Year Capital

July 1, 1972.....	x \$67,500
July 1, 1973.....	x 74,000
July 1, 1974.....	x 81,000
July 1, 1975.....	x 87,000
July 1, 1976.....	x 95,000
July 1, 1977.....	13,000
July 1, 1978.....	14,000
July 1, 1979.....	16,000
July 1, 1980.....	16,000
July 1, 1981.....	18,000
July 1, 1982.....	19,000
July 1, 1983.....	21,000
July 1, 1984.....	23,000
July 1, 1985.....	25,000
July 1, 1986.....	28,000
July 1, 1987.....	30,000
July 1, 1988.....	33,000
July 1, 1989.....	36,000
July 1, 1990.....	39,000
July 1, 1991.....	42,000

The letters "x" indicate the years during which annual instalments of a \$450,000 construction grant, issued by the Provincial Government and payable in 5 instalments of \$90,000 each, from 1972 to 1976 inclusively, will be applied to the service of this loan. Payments made from the said grant shall be deposited during the aforementioned years in the hands of the Minister of Finance to complete the sums necessary to pay in full the service of the debt on the said issue, pursuant to the provisions of Bill 64.

The Catholic School Commission of Chicoutimi, availing itself of section 1 of the Act Amending the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), will apply to the Minister of Education for him to deposit in trust with the Minister of Finance from the grants to be paid annually by him to the said school corporation the sums sufficient to pay off in full the capital and interests of this issue and the renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$42,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$42,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission des écoles catholiques de Chicoutimi s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 16 juin 1970 — \$642,500 — construction d'une école de 18 classes et de deux maternelles; 17 septembre 1970 — \$135,000 — financement des dépenses en immobilisation pour 1967-68 et 1969-70.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 9 juin 1971, à 7.30 heures du soir, Bureau de la commission, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi (Comté de Chicoutimi), ce 18 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT BILODEAU.

Bureau de la commission,
36 est, rue Jacques-Cartier,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.
Téléphone: 549-8210, code 418.

40251-0

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$42,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$42,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Catholic School Commission of Chicoutimi agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: June 16, 1970 — \$642,500 — construction of a school of 18 classes and two kindergartens; September 17, 1970 — \$135,000 — financing of the immobilization expenses for 1967-68 and 1969-70.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, June 9, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Commission, 36 Jacques-Cartier Street East, Chicoutimi, county of Chicoutimi, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi (County of Chicoutimi), May 18, 1971.

LAURENT BILODEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Commission,
36 Jacques-Cartier Street East,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.
Telephone: 549-8210, code 418.

40251

Ventes pour taxes

Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Armand DelTorchio, greffier de la cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale, No 60 Avenue Martin à Dorval, P.Q. LUNDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, plus les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payées avant la vente.

La Commission municipale du Québec, par décision en date du 14 avril 1971, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Sales for taxes

City of Dorval

Public notice is hereby given by the undersigned Armand DelTorchio, city clerk of the city of Dorval, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Municipal Hall, No. 60 Martin Avenue at Dorval, P.Q. on MONDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1971 at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal, special, school and other taxes, with interest plus costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs are paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated April 14th, 1971 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Cadastre de la paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

No d'ordre	Nom	Cadastre	Subdivision
Order No.	Name		
1	Inconnu-Unknown	1.	P. 40.
2	Smyth, J. M.	2.	360, 361, 362.
3	Inconnu-Unknown	P. 4.	
4	Inconnu-Unknown	P. 4.	
5	Strecko, Frank	4.	92.
6	Hewson, Douglas Roger	9.	P. 436.
7	Pezoulas, Peter	11.	323, P. 324.
8	Luben, Claude	11.	437-438.
9	Sava, Mlle-Miss Helen	P. 818, P. 819	
10	Marcotte, Maurice-R.	865.	116.

Donné en la cité de Dorval, P.Q., ce 3e jour de mai 1971.

40075-20-2-o
Le greffier,
ARMAND DELTORCHIO,
Cité de Dorval.

Given at Dorval, P.Q., this 3rd day of May, 1971.

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.
City of Dorval.

Cité de Kénogami

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la cité de Kénogami, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus par enchère publique à l'Hôtel de Ville de la cité de Kénogami, 91 King George, Kénogami, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les intérêts et frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale du Québec par sa décision en date du 29 avril 1971, a autorisé une énumération abrégée des lots cadastraux des immeubles sous l'autorité de l'article 550 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

City of Kénogami

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the city of Kénogami, that hereafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall of the city of Kénogami, 91 King George Street, Kénogami, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated April 29, 1971, has authorized an abridged form of cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1964, chapter 193).

Nom et prénoms Rôle	Adresse	Description	Taxes mun.	Taxes scol.	Total
Name and surnames Roll	Address		Mun. taxes	School taxes	
Audet, Adrien 1-1-4-2	78 Bégin, Kénogami	27-120, P. 27-121, Rg I.	\$ 158.47	\$ 96.46	\$ 254.93
Bernier, Maurice 2-1-3-6	40 Champlain, Kénogami.	22A-184, Rg III	618.09		618.09
Bouchard, Omer 1-4-8-7	St-Félix, Chicoutimi-Nord.	P. 26-236, -237, -238 Rg I.	8.07	18.09	26.16
Côté, France 3-4-5-12	25 Lapointe, Kénogami.	23-54, 23-55, Rg III.	222.15	320.78	542.93
Duchesne, Rosaire 1-2-7-2	38 Bellevue, Kénogami.	28-193, 28-194, Rg I.	360.71	1,050.03	1,410.74
Gagnon, Mme-Mrs. Jos. 2-3-91-15	521 Ste-Berthe, Jonquière.	P. 29 Rg I.	148.65	57.67	206.32
Gagnon, Philippe 3-1-3-5-2	92 King George, Kénogami.	P. 23-96, Rg III.	107.04	346.57	453.61
Inconnu-Unknown 1-1-01-3		P. 25, Rg I.	10.77		10.77
Tremblay, Richard 4-5-2-7	Rang St-André, Kénogami.	P. 14B, Rg III.	32.27	100.35	132.62
Tremblay, Richard 4-5-2-1	Rang St-André, Kénogami.	P. 13, Rg III.	16.95	61.74	78.69

Donné à Kénogami, ce 10e jour de mai 1971.

Copie certifiée.

(Sceau)

40151-21-2-0

Le secrétaire-trésorier,

LOUIS DE LA SABLONNIÈRE, O.M.A.

Given at Kénogami, this 10th day of May, 1971.

Certified copy.

(Seal)

40151-21-2-0

LOUIS DE LA SABLONNIÈRE, O.M.A.,

Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté des Iles-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Marc-A. Boudreau, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté des Iles-de-la-Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice de Havre-Aubert, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, savoir:

Dans la municipalité de Fatima

Comme appartenant à succession Johnny Chevarie, deux lots de terrain connus au cadastre de Fatima, comme suit:

Lot No 1411 contenant 8,080 p.c. avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$10; frais: \$1.40. Total: \$11.40.

Lot No 1385 contenant 81,270 p.c. Taxes municipales: \$9.52; frais: \$1.35. Total: \$10.87.

Dans la municipalité de Grande-Entrée

Comme appartenant à Mme Jérémie Deveau, deux lots de terrain connus au cadastre de Pointe-aux-Loups, comme suit:

Lots No 13-14, contenant 7.5 acres. Taxes municipales: \$11; taxes scolaires: \$20.95. Total: \$31.95.

Donné à Havre-aux-Maisons, Iles-de-la-Madeleine, ce 11e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,

MARC-A. BOUDREAU.

40218-21-2-0

Municipality of the County of Magdalen Islands

Public notice is hereby given by the undersigned, Marc-A. Boudreau, Secretary-Treasurer of the County Council of Magdalen Islands, that the immovables hereafter described will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

In the municipality of Fatima

As belonging to estate Johnny Chevarie, two lots of land on the cadastre of Fatima, as follows:

Lot No. 1411 containing 8,080 sq. ft. with building thereon erected. Municipal taxes: \$10; costs: \$1.40. Total: \$11.40.

Lot No. 1385 containing 81,270 sq. ft. Municipal taxes: \$9.52; costs: \$1.35. Total: \$10.87.

In the municipality of Grande-Entrée

As belonging to Mrs. Jérémie Deveau, two lots of land on the cadastre of Pointe-aux-Loups, as follows:

Lots No. 13-14, containing 7.5 acres. Municipal taxes: \$11; school taxes: \$20.95. Total: \$31.95.

Given at House-Harbour, Magdalen Islands, this 11th day of May, 1971.

MARC-A. BOUDREAU,

Secretary-Treasurer.

40218-21-2-0

Municipalité du comté d'Argenteuil

Rétractation

À la suite d'une erreur, la municipalité de Morin Heights, comté d'Argenteuil, désire retirer la propriété de la compagnie « Dubois Entreprise Inc. » de l'avis de vente du conseil de comté (*Gazette officielle du Québec*, No 13, p. 2598).

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT BASLER.

40276

Municipality of the County of Argenteuil

Retraction

Due to an error, the municipality of Morin Heights, county of Argenteuil, wishes to retract the advertised selling of the "Dubois Entreprise Inc." property for the county council sale (*Québec Official Gazette*, No. 13, p. 2598).

ALBERT BASLER,
Secretary-Treasurer.

40276-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { DAME FLORIDA CÔTÉ, Victoriaville, P.Q., demanderesse,
No 22,166. { vs JEAN-BAPTISTE ROULLARD, 4, rue Rousseau, Victoriaville, P.Q., défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé sur le côté est de la rue Rousseau, dans la ville de Victoriaville, contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest et quatre-vingt-seize pieds de profondeur dans la ligne sud-est, connu et désigné au cadastre officiel révisé de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Ste-Victoire, comme étant le numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du numéro quatre cent quatre-vingt-seize (496-79) prenant d'un côté au nord-ouest à Conrad Létourneau, et du côté sud-est à Désiré Leblanc, avec bâtisses, maison et dépendances ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement d'Arthabaska, 33 rue Laurier, Arthabaska, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. G. BOISSONNAULT.

40271-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Québec
District of Arthabaska

Superior Court, { MRS. FLORIDA CÔTÉ, Victoriaville, P.Q., plaintiff, vs
No. 22,166. { JEAN-BAPTISTE ROULLARD,
4 Rousseau Street, Victoriaville, P.Q., defendant.

"A piece of land or emplacement situated on the east side of Rousseau Street, in the town of Victoriaville, containing fifty feet in front by ninety feet in depth on the northwest line and ninety-six feet in depth on the southeast line, known and designated on the revised official cadastre of this part of the township of Arthabaska, forming the parish of Ste-Victoire, as being number seventy-nine of the official subdivision of number four hundred and ninety-six (496-79) bounded on one side on the northwest by Conrad Létourneau, and on the southeast side by Désiré Leblanc, with buildings, a house and dependencies."

To be sold at the Arthabaska Registry Office, 33 Laurier Street, Arthabaska, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

J. G. BOISSONNAULT,
Assistant Sheriff.

40271

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, { DR. JEAN MARIE TREM-Baie Comeau, { BLAY, demandeur vs LAU-
No 11345. { RENT GIRARD, défendeur.

Affectant un emplacement situé dans la paroisse de Sacré-Coeur, mesurant environ quatre-vingt pieds (80') de front au chemin public par environ quatre-

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, { DR. JEAN MARIE TREM-Baie Comeau, { BLAY, plaintiff, vs LAU-
No. 11345. { RENT GIRARD, defendant.

Affecting an emplacement situated in the parish of Sacré-Coeur, measuring about eighty feet (80') in front on the public road by about eighty feet (80') in depth,

vings pieds (80') de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro: cinq cent trente-quatre (ptie 534) du premier rang est, Moulin à Beaudé, aux plan et livre de renvoi officiels pour le Canton Tadoussac: avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement, et borné ledit emplacement comme suit: au nord, à l'est et au sud, par la balance du lot; et à l'ouest par le Chemin Public.

À distraire partie dudit lot superficie de 6,400 pieds carrés sujet dépôt d'expropriation par le Ministère de la Voirie, Province de Québec, sous enregistrement 65838.

Pour être vendu au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de justice de Baie Comeau, LUNDI, le DOUZIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif adjoint, RAYMOND TREMBLAY.
Baie Comeau, ce 22e jour de Mai 1971. 40255-0

Canada — Province de Québec
District de Haute-ribe

Cour Provinciale, { MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE CHUTE AUX OUTARDES, demanderesse, vs ROCK RIOUX, défendeur.

Affectant la demie (1/2) sud-ouest du lot quatre-cent sept (4-107) du rang (1) de l'arpentage primitif du village de Chutes aux Outardes, canton de Ragueneau, faisant partie du lot quatre-cent sept (4-107) du rang un (1) du cadastre officiel du canton de Ragueneau.

Affectant le lot quatre-cent huit (4-108) du rang un (1) de l'arpentage primitif du village de Chute aux Outardes, canton de Ragueneau, correspondant au lot quatre-cent huit (4-108) du rang un (1) du cadastre officiel du canton de Ragueneau.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites.

Pour être vendu au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif adjoint, RAYMOND TREMBLAY.
Baie Comeau, le 22 mai 1971. 40208-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur requé-

more or less, known and designated as being and forming part of lot number: five hundred and thirty-four (P. 534) of the first East Range, Moulin à Beaudé, on the official plan and in the book of reference for the township of Tadoussac: with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, as the whole is now, and the said emplacement bounded as follows: on the north, east and south by the remainder of the lot; and on the west by the public road.

To withdraw part of the said lot of an area of 6,400 square feet subject to the registration of the expropriation by the Department of Roads, Province of Québec, under registration 65838.

To be sold at the office of the registrar of the first registration division of the county of Saguenay, at the Baie Comeau Court House, on MONDAY, the TWELFTH day of the month of JULY, 1971, at TWO-THIRTY in the afternoon.

RAYMOND TREMBLAY,

Assistant Sheriff's Office, Assistant Sheriff.
Baie Comeau, this 22nd day of May, 1971. 40255

Canada — Province de Québec
District de Haute-ribe

Provincial Court, { MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF CHUTE AUX OUTARDES, plaintiff, vs ROCK RIOUX, defendant.

Affecting the southwest half (1/2) of lot four-one hundred and seven (4-107) of range one (1) of the primitive land-surveying of the village of Chutes aux Outardes, township of Ragueneau, forming part of lot four-one hundred and seven (4-107) of range one (1) of the official cadastre of the township of Ragueneau.

Affecting lot four-one hundred and eight (4-108) of range one (1) of the primitive land-surveying of the village of Chute aux Outardes, township of Ragueneau, corresponding to lot four-one hundred and eight (4-108) of range one (1) of the official cadastre of the township of Ragueneau.

With buildings, circumstances and dependencies constructed thereon.

To be sold at the office of the registrar of the first registration division of the county of Saguenay, at the Baie Comeau, Court House, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1971, at TEN-THIRTY in the morning.

RAYMOND TREMBLAY,

Assistant Sheriff's Office, Assistant Sheriff.
Baie Comeau, May 22, 1971. 40208

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — District of Kamouraska

Superior Court, { QUÉBEC FARM CREDIT BURAU, body politic and corporate, having its head office in Québec, (plaintiff) petitioner, vs

rant, *vs* DENIS ALEXANDRE, cultivateur, autrefois de St-Alexandre, comté de Kamouraska, défendeur intimé, et ARTHUR ALEXANDRE, rentier, autrefois de St-Alexandre, demeurant actuellement Notre-Dame du Portage, comté de Kamouraska, mis en cause.

(Pour être vendu en bloc les immeubles suivants)

« Une terre contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur et connue et désignée sous les numéros sept cent six et sept cent sept (706 et 707) au cadastre officiel de St-Alexandre de Kamouraska, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Le lot numéro neuf cent douze (912) au cadastre officiel de St-Alexandre, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur;

Une terre à bois contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur et connue sous le numéro neuf cent cinquante-neuf (959) au même cadastre de St-Alexandre, comté de Kamouraska. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Pascal, comté de Kamouraska, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 11 mai 1971.

Le shérif,
MAURICE MORIN.
40209-0

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps
Kamouraska. { No 26,324. { politique ayant son siège social à Québec, demandeur requérant; *vs*
ROSARIO LAINE, résidant à Forestville, comté de Saguenay, a/s de M. Marcel Mimeault, défendeur intimé.

(Pour être vendu en bloc les immeubles suivants):

1. Les lots numéros vingt et un et vingt-deux (21 et 22) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un circuit de terre situé au même endroit, contenant deux arpents de largeur sur quatre arpents de profondeur, borné au nord à Joseph Moyen, au sud à Marcel Jean, représentant d'Eugène Jean, à l'ouest au No 21 sus-mentionné et à l'est à Joseph Albert, représentant Narcisse Albert, maintenant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise comme faisant partie du lot numéro vingt (ptie 20).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33 rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 11 mai 1971.

Le shérif,
MAURICE MORIN.
40210-0

DENIS ALEXANDRE, farmer, formerly of St-Alexandre, county of Kamouraska, (defendant) respondent, and ARTHUR ALEXANDRE, annuitant, formerly of St-Alexandre, living at the present time in Notre-Dame du Portage, county of Kamouraska, mis en cause.

(The following immovables are to be sold "en bloc")

"A plot of land four acres wide by thirty acres deep, known and designated under number seven hundred and six and seven hundred and seven (706 and 707) on the official cadastre of St-Alexandre of Kamouraska, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

Lot No. nine hundred and twelve (912) on the official cadastre of St-Alexandre, two acres wide by thirty acres deep;

A wood two acres wide by thirty acres deep known under No. nine hundred and fifty-nine (959) on the same cadastre of St-Alexandre, county of Kamouraska."

To be sold at the Registry Office of St-Pascal, county of Kamouraska, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1971, at TWO o'clock p.m.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 11, 1971.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
40209

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, { THE QUÉBEC FARM CREDIT
Kamouraska, { BUREAU, body politic having
No. 26,324. { its head office in Québec, (plaintiff)
petitioner, *vs* ROSARIO LAINE,
residing at Forestville, county of Saguenay, c/o Mr. Marcel Mimeault, (defendant) respondent.

(The following immovable property is to be sold "en bloc"):

1. Lots Nos. twenty-one and twenty-two (21 and 22) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Ste-Françoise, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

2. A plot of land situated at the same place, two acres wide by four acres deep, bounded in the north by the property of Joseph Moyen, in the south by that of Marcel Jean, representing Eugène Jean, in the west by lot No. 21 mentioned above and in the east by that of Joseph Albert, representing Narcisse Albert, now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Ste-Françoise as being part of lot No. twenty (Part 20).

To be sold at the Registry Office, division of Témiscouata, at the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 11, 1971.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
40210

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 802-275. { **THE CANADA TRUST COMPANY**, corps politique et incorporé, dûment constitué et ayant son siège social dans la ville de London, dans la province d'Ontario, et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la ville et le district de Montréal, au 800 ouest, boulevard Dorchester, demanderesse, *vs* **MAURICE STAWNYCZY**, de Saint-Michel, district de Montréal, et dont la dernière adresse connue est 7744, 21e Avenue, défendeur, et Dame **VALENTINA BUKACZ**, épouse séparée de corps et de biens du défendeur, Maurice Stawnyczy, de la ville et du district de Montréal, et dont la dernière adresse connue est 640, rue Madeleine, mise en cause.

Une propriété immobilière, située dans la cité de Saint-Michel, donnant sur la Vingt et unième Avenue, et se composant de:

a) la partie sud-est de la parcelle de terre connue et désignée comme étant le lot numéro vingt-deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante (440-22 s.e. p.) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, mesurant seize pieds de l'argère sur soixante-dix pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins et bornée en avant, vers le nord-est par la Vingt et unième Avenue, à l'arrière, vers le sud-ouest par une ruelle, d'un côté vers le nord-ouest par le reste dudit lot No. 440-22 et de l'autre côté, vers le sud-est, par la partie décrite ci-dessus du lot No. 440-23, tous du même cadastre;

b) de la partie nord-ouest de la parcelle de terrain connue et désignée comme étant le lot numéro vingt-trois de la subdivision dudit lot numéro quatre cent quarante (440-23 p. n.o.), auxdits plan et livre de renvoi, mesurant douze pieds de largeur sur sixante-dix pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, et borné vers le nord-est par la Vingt et unième Avenue, à l'arrière par une ruelle, d'un côté vers le nord-ouest par la partie décrite ci-dessus dudit lot no 440-22, et de l'autre côté vers le nord-est par le résidu dudit lot no 440-23, tous du même cadastre.

Ainsi qu'une maison à trois étages, dont les murs sud-est et nord-ouest sont mitoyens, portant les numéros 7944, 7946 et 7948, 21e Avenue, membres et appartenances, le tout tel qu'il subsiste présentement.

Avec et sujet à un droit de vue en faveur de la présente propriété, créé en vertu d'un acte de servitude passé devant Me Lucien Morin, notaire, le treizième jour d'août mil neuf cent cinquante-neuf, enregistré à Montréal, sous le numéro 1423150.

Pour être vendus au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,
Cour supérieure,
Montréal, le 30 avril 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40257

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 802-275. { **THE CANADA TRUST COMPANY**, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office in the city of London, in the province of Ontario, and its chief place of business for the province of Québec, in the city and district of Montreal, at 800 Dorchester Blvd. West, plaintiff, *vs* **MAURICE STAWNYCZY**, of St-Michel, district of Montreal, his last known address being 7744, 21st Avenue, defendant and Dame **VALENTINA BUKACZ**, wife separate as to bed and board of the Defendant, Maurice Stawnyczy, of the city and district of Montreal, her last known address being 640 Madeleine Street, mise en cause.

An immoveable property situate in the city of Saint-Michel, fronting on Twenty-first Avenue, and composed of:

(a) The southeast part of the parcel of land known and designated as lot number twenty-two of the subdivision of lot number four hundred and forty (440-22 S.E. Pt.), upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring sixteen feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less and bounded in front, towards the northeast by Twenty-first Avenue, in rear, towards the southwest by a lane, on one side towards the northwest by the residue of said lot No. 440-22 and on the other side, towards the southeast, by the part hereinabove described of lot No. 440-23, all of the same cadastre;

(b) Of the northwest part of the parcel of land known and designated as lot number twenty-three of the subdivision of said lot number four hundred and forty (440-23 N.W. Pt.) upon the said plan and book of reference, measuring twelve feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, and bounded towards the northeast by Twenty-first Avenue, in rear by a lane, on one side towards the northwest by the part hereinabove described of said lot No. 440-22, and on the other side towards the northeast by the residue of said lot No. 440-23, all of the same cadastre.

And a three storey house, the southeast and northwest walls whereof are "mitoyens", bearing civic numbers 7944, 7946 and 7948, 21st Avenue, members and appurtenances; the whole as it now subsists.

With and subject to a right of view in favour of and upon the present property, created in a deed of servitude passed before Mtre. Lucien Morin, notary, on the thirteenth day of August nineteen hundred and fifty-nine, registered at Montreal, under number 1423150.

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-FIFTH day of JUNE 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, April 30, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40257-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 803-953. { **L**ASZLO GUTTMAN, tailleur, de la ville et du district de Montréal, et y résidant au 3512, avenue de l'Hôtel de ville, demandeur, *vs* FERENC RAKOCZY, résidant au 3630, rue Drolet, à Montréal, défendeur.

1° « Un emplacement sur la rue Drolet, à Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision de lot soixante-huit (68) du lot original neuf cent deux (902-68) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, avec les bâtisses y érigées, 3630, rue Drolet;

2° « Un emplacement donnant sur la rue Drolet, connu et désigné comme étant la subdivision soixante-neuf (69) dudit lot original neuf cent deux (902-69) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, avec les bâtisses y érigées, particulièrement celles portant les numéros 3634 et 3640, rue Drolet. »

Pour être vendus « séparément » au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de JUN 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 13 mai 1971. 40260

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 803-517. { **R**OBERT & ALAIN OSTIGUY, faisant affaires sous les nom et raison sociale "R. et A. Ostiguy Enrg.", demandeurs, *vs* MARCEL DOIRE, résidant et étant domicilié au 201 rue des Tilleuls, Ville de Carignan, District de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé à l'Île Demers en la ville de Carignan, comté de Verchères, ayant front sur l'avenue des Tilleuls, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire Trois cent cinquante-sept (357-247) du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Chambly; de forme irrégulière, borné en front vers le sud-ouest par le No 357-242 (rue des Tilleuls), vers le nord-ouest par la Rivière Richelieu, vers le nord-est par une partie non divisée du No 357 et vers le sud-est par le No 357-246 (rue); mesurant cent trente (130) pieds de largeur en front dans sa ligne sud-ouest, cent cinquante (150) pieds dans sa ligne nord-est par une profondeur de cent (100) pieds et contenant en superficie quatorze mille (14,000) pieds carrés, mesure anglaise.

Avec maison érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, édifice Montval, en la ville de Longueuil, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 14 mai 1971. 40261-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 803-953. { **L**ASZLO GUTTMAN, tailor, of the city and district of Montreal, therein residing at 3512 City Hall Avenue, plaintiff, *vs* FERENC RAKOCZY, residing at 3630 Drolet Street, in Montreal, defendant.

1. "An emplacement on Drolet Street in Montreal, known and designated as sub-division lot sixty-eight (68) of original lot nine hundred and two (902-68) on the official plan and book of reference of the St. Louis Ward, with buildings 3630 Drolet Street thereon erected;

2. "An emplacement fronting on said Drolet Street, known and designated as sub-division sixty-nine (69) of the said original lot nine hundred and two (902-69) on the said official plan and book of reference for the St. Louis Ward, with buildings thereon erected, particularly those bearing civic numbers 3634 and 3640 Drolet Street."

To be sold "separately" at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, May 13, 1971. 40260-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 803-517. { **R**OBERT & ALAIN OSTIGUY, doing business under the name and style of "R. and A. Ostiguy Enrg.", Plaintiffs, *vs* MARCEL DOIRE, residing and domiciled at 201 des Tilleuls Street, town of Carignan, District of Montreal, defendant.

A site situated at Ile Demers in the town of Carignan, Verchères County, fronting on des Tilleuls Avenue, known and designated under the number two hundred and forty-seven of the official sub-division of original lot three hundred and fifty-seven (357-247) of the cadastre of the parish of St. Joseph de Chambly; of irregular form, bounded in front towards the southwest by No. 357-242 (des Tilleuls Street), towards the northwest by the Richelieu River, towards the north-east by a non-divided part of No. 357, and towards the southeast by No. 357-246 (street); measuring one hundred and thirty (130) feet wide in front in its southwest line, one hundred and fifty (150) feet in its northeast line, by a depth of one hundred (100) feet, and comprising an area of fourteen thousand (14,000) square feet, English measure.

With standing house and appurtenances.

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the town of Longueuil, TWENTY-NINTH day of JUNE, 1971 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, May 14, 1971. 40261

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 797-729. { **COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE LA SAUVEGARDE**, corporation légalement constituée ayant son siège social au 152 est, rue Notre-Dame, en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* **JEAN AUBREY**, commerçant, demeurant au 1950, Albert Murphy, App. 4, Chomedey, Laval, Qué. défendeur, et **L. CLAUDE MERCURE**, en sa qualité de syndic à la faillite de Jean Aubry, ayant sa place d'affaires au 804 Tour de la Bourse, Montréal, et **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, corporation légalement constituée ayant une succursale à Chomedey, Laval, et **LE REGISTREUR** de la division d'enregistrement de Laval, mis en cause.

« Un emplacement de forme irrégulière situé en la ville de Laval, quartier Chomedey, ayant front à la Quatre-vingt-douzième (92e) Avenue, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-69) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Mesurant ledit emplacement soixante pieds (60') dans sa ligne sud-ouest, quatre-vingt-sept pieds et trois dixièmes de pied (87.3') dans sa ligne nord-ouest, cinquante-cinq pieds et quatre dixièmes de pied (55.4') dans sa ligne nord-est et quatre-vingt-dix pieds et trois dixièmes de pied (90.3') dans sa ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins. »

Et toute les constructions y érigées et notamment une maison portant le numéro civique 209, 92e Avenue.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, Laval, P.Q., le TRENTIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 14 mai 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40259-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 803 162. { **LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL**, demanderesse, *vs* **JACQUES ALLAIRE & AL**, défendeurs, et **GASTON BÉLIVEAU**, syndic, et **LE REGISTREUR** de Montréal, mis en cause.

Description

« Un emplacement ayant front sur la rue Olier en la cité de Montréal-Nord, mesurant vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et composé de :

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 797-729. { **SAFEGUARD LIFE ASSURANCE COMPANY (The)**, a corporation legally constituted having its head office at 152 Notre-Dame Street East, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **JEAN AUBREY**, merchant, residing at 1950 Albert Murphy, Apt. 4, Chomedey, Laval, Québec, defendant, and **L. CLAUDE MERCURE**, in his capacity as assignee of the creditors of Jean Aubry, having his place of business at 804 Tour de la Bourse, Montreal, and **PROVINCIAL BANK OF CANADA (The)**, a corporation legally constituted having a branch in Chomedey, Laval, and **THE REGISTRAR** of the registration division of Laval, mis en cause.

“A site of irregular form situated in the town of Laval, district of Chomedey, fronting on Ninety-second (92nd) Avenue, known and designated as being lot number sixty-nine of the official sub-division of original lot number eighty-two (82-69) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

The said site measuring sixty feet (60') in its southwestern line, eighty-seven and three-tenths feet (87.3') in its northwestern line, fifty-five and four-tenths feet (55.4') in its northeastern line, and ninety and three-tenths feet (90.3') in its southeastern line English measure and more or less.”

And all the buildings erected thereon and principally a house bearing the civic number 209, 92nd Avenue.

To be sold at the Registry Office for Laval County, in the town of Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, Laval, P.Q., the THIRTIETH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40259

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 803 162. { **THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK**, plaintiff, *vs* **JACQUES ALLAIRE & AL**, defendants, and **GASTON BÉLIVEAU**, trustee, and **THE REGISTRAR** of Montreal, mis en cause.

Description

“An emplacement fronting on Olier Street, in the city of Montreal-North, measuring twenty-nine feet and five-tenths of a foot in width by a depth of ninety feet, and composed of :

a) Subdivision huit cent quatre-vingt du lot huit (8-880) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur soixante-dix-huit pieds et six dixièmes de pied de profondeur; et

b) Subdivision cent vingt-neuf du lot sept (7-129) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur onze pieds et quatre dixièmes de pied de profondeur.

Toutes les mesures ci-haut mentionnées sont mesure anglaise.

Avec la bâtisse en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 11,501 rue Olier, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Sujet à une servitude en faveur de l'Hydro Québec, consentie par G. Albert Gauthier Ltée aux termes d'un acte signé sous seing privé et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous peu.

Avec et sujet à une servitude de droit de vue et de droit de passage telle que créée aux termes d'un acte de création de servitude consenti par G. Albert Gauthier Ltée devant H. Poitevin, notaire, le vingt-neuf décembre mil neuf cent soixante-quatre et enregistré audit bureau d'enregistrement sous peu.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 14 mai 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40256-o

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

No 293-525. { **M**ARC CHAMPAGNE, contracteur, du No 7661 rue Chouinard, cité de LaSalle, district de Montréal, demandeur, *vs* EDCO CONSTRUCTION CO. LTD. un corps politique et dûment constitué en corporation, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la cité et de district de Montréal, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision 84 du lot 1006 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec une bâtisse dessus érigée portant les numéros civiques 7632-7634 rue Anita, ville LaSalle. »

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision 85 du lot 1006 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec une bâtisse dessus érigée portant les numéros civiques 7636-7638 rue Anita, ville LaSalle. »

Pour être vendu « séparément » au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 14 mai 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40258-o

(a) Subdivision eight hundred and eighty of lot eight (8-880) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring twenty-nine feet and five-tenths of a foot in width by seventy-eight feet and six-tenths of a foot in depth; and

(b) Subdivision one hundred and twenty-nine of lot seven (7-129) on the said official plan and in the book of reference, measuring twenty-nine feet and five-tenths of a foot in width by eleven feet and four-tenths of a foot in depth.

All the measurements hereabove mentioned are English measure.

With the building being built thereon bearing civic number 11,501 Olier Street, the northwest wall of which is a party wall.

Subject to a servitude in favor of Hydro Québec, agreed upon by G. Albert Gauthier Ltée according to the terms of a deed signed under private seal and registered at the Montreal Registry Office before long.

With and subject to a servitude of right of view and right of way as created on the terms of a deed of creation of servitude agreed upon by G. Albert Gauthier Ltée before H. Poitevin, notary, on the twenty-ninth day of December, one thousand nine hundred and sixty-four and registered at the said registry office before long.

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40256

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 293-525. { **M**ARC CHAMPAGNE, contractor, 7661 Chouinard Street, city of LaSalle, district of Montreal, plaintiff, *vs* EDCO CONSTRUCTION CO. LTD., body politic and duly incorporated, having its head office and its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

“An immovable known and designated as being subdivision 84 of lot 1006 on the official plan and reference book for the parish of Lachine.

With a building thereon erected bearing civic numbers 7632-7634 of Anita Street, town of LaSalle.”

“An immovable known and designated as being subdivision 85 of lot 1006 on the official plan and reference book for the parish of Lachine.

With a building thereon erected bearing civic numbers 7636-7638 of Anita Street, town of LaSalle.”

To be sold “separately” at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1971, at TWO o'clock p.m.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40258

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **BANQUE DE MONTRÉAL**,
Cour Provinciale, { corps politique et incorporé,
No 62-772. { ayant une place d'affaires à 1405
Chemin Ste-Foy, Québec, *vs* PAUL
TRUDEL, domicilié et résidant à 1066 Louis Riel,
Ste-Foy, Québec, et RÉGISTRATEUR, division
d'enregistrement de Québec, mis en cause.

« Le lot 214-126 du cadastre officiel de Ste-Foy, en la
cité de Ste-Foy avec maison dessus construite portant
le numéro civique 1066 Louis Riel, Ste-Foy, circons-
tances et dépendances tel que plus amplement décrit
au titre de Paul Trudel enregistré sous le numéro
645460. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
Québec, 20 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-
TROISIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 17 mai 1971.

40262-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **THE NATIONAL LIFE ASSU-**
Cour Supérieure, { **RANCE COMPANY OF**
No 6887. { **CANADA**, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à
Toronto et une place d'affaires à Québec, *vs* RENÉ
BLANCHET, autrefois domicilié à 860 Sir Adolphe
Routhier, district de Québec, et maintenant domicilié
et résidant à 1568 du Parc, Ancienne Lorette, district de
Québec.

« La subdivision dix-sept du lot originaire cinquante-
six (56-17) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-
Dame de Québec, banlieue, division d'enregistrement
de Québec.

Avec la maison dessus construite portant le numéro
civique 860 de la rue Sir Adolphe Routhier à Québec,
circonstances et dépendances.

Sujet à une servitude en faveur de Québec Power
Company telle qu'établie par acte passé devant Me
Charles Cantin, le vingt-trois juillet mil neuf cent
quarante-six (1946), enregistré à Québec, sous le
numéro 306,547. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
Québec, 20 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-
DEUXIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 17 mai 1971.

40263-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **HOUSEHOLD FINANCE COR-**
Cour Provinciale, { **PORATION OF CANADA**,
No 60-186. { corps politique légalement constitué
ayant son siège social canadien à Toronto, province
d'Ontario et une place d'affaires à 487 est, boulevard

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **BANK OF MONTREAL**, body
Provincial Court, { politic and corporate having
No. 62-772. { its place of business at 1405 St. Foy
Road, Québec, *vs* PAUL TRUDEL,
domiciled and residing at 1066 Louis Riel, St. Foy,
Québec and REGISTRAR of the registration division
of Québec, mis en cause.

"Lot No. 214-126 on the official cadastre of St. Foy,
in the city of St. Foy with a house thereon erected
bearing civic number 1066 Louis Riel, St. Foy, cir-
cumstances and dependencies and described in more
detail under title of Paul Trudel registered under
number 645460."

To be sold at the Registry Office of Québec, 20 Chau-
veau Avenue, Québec, the TWENTY-THIRD day of
JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 17, 1971.

40262

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **THE NATIONAL LIFE ASSU-**
Superior Court, { **RANCE COMPANY OF**
No. 6887. { **CANADA**, body politic and corpo-
rate, having its head office in Toronto
and a place of business in Québec, *vs* RENÉ BLAN-
CHET, formerly domiciled at 860 Sir Adolphe Routhier,
district of Québec, and now domiciled at 1568 du Parc,
Ancienne Lorette, district of Québec.

"Subdivision seventeen of the original lot fifty-six
(56-17) on the official cadastre of the parish of Notre-
Dame de Québec, suburb, registration division of
Québec.

With the house thereon erected bearing civic number
860 of the street Sir Adolphe Routhier in Québec,
circumstances and dependencies.

Subject to a servitude in favour of Québec Power
Company as established in a deed passed before Me
Charles Cantin, on July twenty-third, one thousand
nine hundred and forty-six (1946), registered at
Québec under number 306,547."

To be sold at the Registry Office of Québec, 20
Chauveau Avenue, Québec, the TWENTY-SECOND
day of JUNE, 1971, at TEN o'clock a.m.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 17, 1971.

40263

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **HOUSEHOLD FINANCE COR-**
Provincial Court, { **PORATION OF CANADA**,
No. 60-186. { body politic legally incorporated
having its Canadian head office at Toronto, province
of Ontario and a place of business at 487 Charest Bou-

Charest, en les cité et district de Québec, *vs* OMER ROBITAILLE, résidant actuellement à 11, Hôtel de Ville, Beauport, Québec, et LE REGISTRATEUR du bureau de la division d'enregistrement de Québec et Dame HERMÈNE GILDE GAGNON, résidant actuellement à 11 hôtel de Ville, Beauport, Québec, mis en cause.

1. « Un emplacement sis et situé en la ville de Beauport, sur le côté ouest de la rue Déziel et mesurant ledit emplacement quarante-six pieds et six pouces (46'6") en front le long de ladite rue, sur soixante et quinze pieds (75') environ, plus ou moins de profondeur, au bout de laquelle profondeur la largeur dans la ligne ouest dudit emplacement est de quarante-neuf pieds et six pouces (49'6") le tout mesure anglaise, avec la bâtisse y érigée, circonstances et dépendances; et connu ledit emplacement comme une partie du lot connu et désigné sous le numéro 574 du cadastre officiel de Beauport. Cet emplacement est désigné sous le numéro quatre (4) des subdivisions du lot originaire cinq cent soixante et quatorze (574) de Beauport sur un plan préparé par monsieur René Tremblay, arpenteur-géomètre de Québec, le 25 mai 1932 et non encore déposé officiellement.

2. « Une lisière de terrain faisant partie du lot numéro cinq cent soixante et quatorze (574) du cadastre de Beauport, mesurant trois pieds (3') de large sur toute la profondeur du lot, à prendre, immédiatement au sud du terrain ci-dessus décrit; ladite lisière de trois pieds (3') devant former avec ce qui reste du terrain en premier lieu décrit, à compter du solage de la maison y érigée, une largeur moyenne de neuf pieds (9') sur toute la profondeur du lot; ladite lisière bornée comme suit: en avant à la rue Déziel, en arrière à Xisde Jeannot du côté nord du terrain en premier lieu décrit, et au sud à une autre partie du lot cinq cent soixante et quatorze (574) appartenant à Azarias Langevin. »

Le tout avec maison et bâtisse dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Québec, 20 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 17 mai 1971.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
40272-0

levar East, in the city and district of Québec, *vs* OMER ROBITAILLE, residing at the present time at 11 Hôtel de Ville, Beauport, Québec, and THE REGISTRAR of the Registration Division of Québec and Dame HERMÈNE GILDE GAGNON, residing at the present time at 11 Hôtel de Ville, Beauport, Québec, mis en cause.

1. "A lot situated in the town of Beauport, on the west side of Déziel Street and the said site measuring forty-six feet and six inches (46'6") in front along the said street, by approximately seventy-five feet (75'), in depth, at the end of which depth the width along the western line of the said site measures forty-nine feet and six inches (49'6"), the whole English measurement, with the building thereon erected, circumstances and dependencies; and the said site is known as being part of the lot known and designated under number 574 on the official cadastre of Beauport. This site is designated under No. four (4) of the subdivisions of the original lot five hundred and seventy-four (574) of Beauport on a plan prepared by Mr. René Tremblay, land-surveyor of Québec, May 25, 1932 and not yet official filed."

2. "A strip of land forming part of lot No five hundred and seventy-four (574) on the cadastre of Beauport, measuring three feet (3') wide along the entire depth of the lot, to be taken immediately south of the land described below; the said strip of land of three feet (3') to measure, with the remainder of the lot described in the first instance as of the foundations of the house thereon erected, an average width of nine feet (9') along the entire depth of the lot; the said strip bounded as follows: in front by Déziel street, in the rear by the property of Xisde Jeannot, on the northern side of the land described in the first instance, and in the south by another part of lot five hundred and seventy-four belonging to Azarias Langevin."

The whole with the house and building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office of Québec, 20 Chauveau Avenue, Québec, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1971, at ELEVEN a.m.

Sheriff's Office,
Québec, May 17, 1971.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
40272

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 801 426. { DAME ROSE-HILDA VOYER et
DAME CÉCILE BOULAIS,
demandereses; *versus* RÉGENT
TÉTRAULT, défendeur.

Désignation

1. Un emplacement situé en la ville de Marieville, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 801 426. { DAME ROSE-HILDA VOYER and
DAME CÉCILE BOULAIS,
plaintiffs; *vs* RÉGENT TÉTRAULT,
defendant.

Designation

1. An emplacement situated in the town of Marieville, known and designated as being lot number

douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-sept (147-72) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Marieville.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, dont la maison portant le numéro 600 de la rue Bourdages, à Marieville.

2. Un emplacement situé en la Ville de Marieville, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-sept (147-73) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Marieville.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Marieville, à DEUX heures de l'après-midi le SEPTIÈME jour de JUILLET 1971.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, ce 17 mai 1971. 40264-0

MARCEL LEMONDE.

seventy-two of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-seven (147-72) on official plan and book of reference for the village of Marieville.

With all the buildings thereon erected, of which the house bearing number 600 Bourdages Street, in Marieville.

2. An emplacement situated in the town of Marieville, known and designated as being lot number seventy-three of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-seven (147-73) on official plan and book of reference for the village of Marieville.

With all the buildings thereon erected.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable.

To be sold at the Registry Office at Marieville, at TWO o'clock p.m., on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY 1971.

MARCEL LEMONDE,

Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, May 17, 1971. 40264

Interim Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Provinciale, { SEABOARD SECURITIES CA-
No 11,589. { NADIAN LTD., corporation
légalement constituée, ayant une
place d'affaires à Trois-Rivières, sur la rue Royale,
demanderesse, vs M. PHILIPPE RICHER, ingénieur
en mécanique, 203 Duval, Trois-Rivières-Ouest, et
M. MARCEL GODIN, vendeur 203, Duval, Trois-
Rivières-Ouest, défendeurs conjoints et solidaires, et
LE REGISTRATEUR du district de Trois-Rivières,
mis en cause.

« Le lot numéro cent de la subdivision du lot numéro trente-cinq (35-100) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, mesurant soixante pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur (60 x 92) mesure anglaise, avec maison dessus construite, portant le numéro civique 203 avenue Duval, Trois-Rivières-Ouest. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Trois-Rivières, 878, rue de Tonnancourt, Trois-Rivières, MERCREDI, le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 14 mai 1971. 40273-0

FERNANDE TURGEON.

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Provincial Court: { SEABOARD SECURITIES CA-
No 11,589. { NADIAN LTD., a corporation
legally incorporated, having a place
of business at Trois-Rivières, on Royale Street, plain-
tiff, vs Mr. PHILIPPE RICHER, mechanical engineer,
203 Duval, Trois-Rivières-West, and Mr. MARCEL
GODIN, salesman, 203 Duval, Trois-Rivières-West,
jointly and severally defendants and THE REGIS-
TRAR of the district of Trois-Rivières, mis en cause.

"Lot number one hundred of the subdivision of lot number thirty-five (35-100) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, measuring sixty feet in width by ninety-two feet in depth (60 x 92) English measure, with a house constructed thereon, bearing civic No. 203 Duval Avenue, Trois-Rivières-West."

To be sold at the Trois-Rivières Registry Office 878 Tonnancourt Street, Trois-Rivières, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

FERNANDE TURGEON,

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, May 14, 1971. 40273

Assistant Sheriff.

INDEX No 21

ARRÊTÉS EN CONSEIL

1481 — Réserve de chasse et de pêche du parc Mastigouche	4036
1481 — Fish and Game Reserve of Mastigouche Park	4036
1497 — Éducation, règlement no 7 relatif au cadre général d'organisation de l'enseignement de la classe maternelle, du niveau élémentaire et du niveau secondaire	4042
1497 — Education, Regulation No. 7 respecting the general framework for the organization of Kindergarten, elementary and secondary education	4042
1599 — Règles de procédure et de pratique de la commission d'appel de l'aide et des allocations sociales	4029
1599 — Rules of procedure and practice of the Social Aid and Allowances Appeal Board	4029
1601 — Loi de l'assurance-hospitalisation (<i>Règlements</i>) (<i>Erratum</i>)	4053
1601 — Hospital Insurance Act (<i>Regulations</i>) (<i>Erratum</i>)	4053
1682 — Soustraction au jalonnement d'étandues de terrain situées dans les district électoraux de Duplessis et Saguenay	4039
1682 — Withdrawal from staking of stretches of land situated in the electoral districts of Duplessis and Saguenay	4039
1683 — Soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans la région de Douglas Harbour, péninsule d'Ungava, territoire du Nouveau-Québec	4038
1683 — Withdrawal from staking of a stretch of land in the region of Douglas Harbour, Ungava Peninsula, territory of New Québec	4038
1718 — Signature des documents du ministère des Finances	4035
1718 — Signing of documents originating of the Department of Finance	4035

ORDERS IN COUNCIL

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

Centre coopératif de création dramatique de Québec (<i>Formation</i>)	4075
Loisirs coopératifs de St-Éleuthère (Les) (<i>Ch. Stat.</i>)	4076

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

AVIS DIVERS

Dunham, canton-township (<i>Requête-Petition</i>)	4072
Dunham, village (<i>Requête-Petition</i>)	4073
Estate of J. Alphonse Olivier (<i>Benefit of inventory</i>)	4074
Hampstead, ville-town (<i>Requête-Petition</i>)	4071
Sorel, cité-city (<i>Requête-Petition</i>)	4073
Succession J. Alphonse Olivier (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	4074

MISCELLANEOUS NOTICES

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Demandes:

Beaudoin, Joseph Laurent Roger	4076
Garofano, Giuseppe	4076
Grunberg, Michael	4077
Hazan, Gilbert	4077
Martin, Marie France Liliane	4077
Mletchkowitch, David	4077
Sam, Nathan	4077
Tellier, Lucien	4078

CHANGE OF NAME ACT

Applications:

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Accordés:

Fournier, Rénald Gaétan	4078
Marchand, Marie Claire	4078
Molyn, John Paul	4078

CHANGE OF NAME ACT

Granted:

BILLS

Sanctioned	4068
Sanctionnés	4068

BILLS

CAISSES D'ÉPARGNE
ET DE CRÉDITSAVINGS AND
CREDIT UNIONS

Caisse d'entraide économique de Charlevoix (<i>Nom-Name ch.</i>)	4078
---	------

**CAISSES D'ÉPARGNE
ET DE CRÉDIT**

(suite)

Caisse populaire de Ferme-Neuve (La) (Fusion-Amalgamation)..... 4079

**COMMISSION
De Géographie**

Mont d'Iberville..... 4076

**COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES**

Changements d'agent:

Allegheny Industrial Electrical Company Inc. 4075
Texas Instruments Incorporated..... 4075
Vibroflotation Foundation Company..... 4075

**COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES**

Permis:

Acari Mines Ltd..... 4074
Mandrel Canada Limited..... 4075
Tractortecnic (Canada) Ltd..... 4074

**COMPAGNIES —
LOI DES**

Demandes d'abandon
de charte

Bureau de développement économique de
Thetford Mines inc..... 4053
Cord Realties Inc..... 4053
Disco-Mods ltée..... 4054
Entreprises B.C.M. ltée (Les)..... 4055
Fermawoods Inc..... 4053
Gabe Company Ltd..... 4055
Galerie des valeurs (Drummond) inc..... 4054
Garage Lambert inc..... 4054
General Knitting Corp..... 4055
Logetudiant inc..... 4054
Roy (Florian) automobile ltée..... 4055
St. Lawrence Hardware Inc..... 4054
Studenlodge Inc..... 4054

Dissoutes

Allen (Peggy) Fashions Inc..... 4019
Balmoral Investments Co. Ltd..... 4020
Camp de Vacances à la Belle Étoile..... 4019
Chauffage Pelletier ltée (Le)..... 4026
Cie de Placements Balmoral ltée (La)..... 4020
Claude Cosmetics Inc..... 4020
Compagnie de Téléphone de Parisville inc.
(La)..... 4020
Cosmétiques Claude inc..... 4020
Dee-Gar Corp..... 4020
Dupuis (A.) & Fils ltée..... 4020
Eastern Canada Skier Ltd..... 4020
Easy Parking Inc..... 4021
Elgar Ltd..... 4021

**SAVINGS AND
CREDIT UNIONS**

(continued)

**COMMISSION
Geographical Commission**

**EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES**

Changes of agent:

**EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES**

Licenses:

**COMPANIES
ACT**

Applications for
Surrender of Charter

Equity Research Corporation..... 4021
Fairview Corporation (The)..... 4021
Fas Import Ltd..... 4021
Felsky (Lou) Enterprises Inc..... 4021
Fisher Bros. Packaging Inc..... 4022
5203 Côte des Neiges Realties Ltd..... 4022
Ford's Groceries Company Limited..... 4022
Fuller Company Limited..... 4022
Garage St-Donat ltée..... 4022
Girard (Alphide) & Fils, limitée..... 4022
Harvey Realties Limited..... 4023
Hélio Gravure inc..... 4023
Hochelaga Helcats Inc..... 4023
Hôtel Chez Léo ltée..... 4023
Hudson Water Works Ltd..... 4023
Immeubles B. & L. ltée (Les)..... 4023
Immeubles Harvey limitée (Les)..... 4023
Institut d'Hygiène Sociale des Trois-Rivières
inc..... 4024
Jansin Limited..... 4024
Kenway Investments Co. Inc..... 4024
Lamothe (A.) Transport inc..... 4024
Lampron & Sons Ltd..... 4024
Lernard Investment Co. Ltd..... 4025
Lessard (H.) et Frères ltée, Arvida..... 4025
Light Saver Services Inc..... 4025
Manoir Nominique inc..... 4025
McNally (W.) & Company Inc..... 4025
Mont Thabor (Le)..... 4025
Moses & Duhamel ltée..... 4026
Northolt Trading Corp..... 4026
Ouellet & Doucet inc..... 4026
Pademaral Corporation..... 4026
Pelletier Heating Ltd..... 4026
Plomberie P.E. Pilote inc..... 4026
Rager Construction Co..... 4027
Roy (F.X. Aurèle) inc..... 4027
St. Onge Inc..... 4027
Société Financière de la Côte Nord inc..... 4027
Specialty Finance Corporation..... 4027
Sydhart Holdings Inc..... 4027
Teresa Realty Corp..... 4028
Tomiko inc..... 4028

Divers

Miscellaneous

Agary Co. Inc. (Dir.)..... 4059
Anglo-Canadian Telephone Company (Dir.).. 4059
Apex Garment Ltd. (Dir.)..... 4059
Association de chasse et de pêche de Val d'Or
inc. (Règl.-By-laws)..... 4056
Association des amateurs de danse (Règl.).... 4056
Association des loisirs du Lac des pins et du
Rapide Blanc (Règl.-By-laws)..... 4056
Association des producteurs de films du Qué-
bec (L') (Règl.-By-laws)..... 4059
Association Mariste de Disraéli inc. (L') (Nom-
Name ch.)..... 4061
Association of Amateur Dancers (By-laws).... 4056
Association sportive d'Outremont inc. (Règl.).. 4056
Bibliothèque centrale de prêt de l'Outaouais
inc. (Règl.-By-laws)..... 4062
Capitale Toyota (Québec) inc. (Dir.)..... 4060

Divers**Miscellaneous**

(suite)	(continued)
Centre Métro inc. (Dir.)	4055
Chambre d'immeubles de Québec (Règl.)	5640
Chanoinesses hospitalières de St-Augustin de Jonquièrre (Les) (Règl.-By-laws)	4057
Château Champlain Ltd. (Dir.)	4057
Château Champlain ltée (Dir.)	4057
Club auto neige de Lytton (Règl.-By-laws)	4060
Club autosport Richelieu inc. (Règl.-By-laws)	4058
Club culturel Dufferin inc. (Nom ch.)	4060
Club Lions Val d'Or métropolitain inc. (Règl.-By-laws)	4057
Club optimiste de Val d'Or inc. (Règl.-By-laws)	4057
Club sportif de St-Herménégilde (Règl.-By-laws)	4060
Comité des loisirs de Ste-Marthe (Le) (Règl.-By-laws)	4058
Dufferin Cultural Club Inc. (Name ch.)	4060
Fédération de la construction du Québec (La) (Règl.-By-laws)	4063
Fédération des mutuelles d'incendie inc. (Règl.-By-laws)	4058
Galeries Schertle inc. (Les) (Dist. Actif-Assets)	4059
German-Canadian Home for Senior Citizens Inc. (Règl.-By-laws)	4058
Goco Knitting Ltd. (Dir.)	4060
Groupe prêt et revenu (Dir.)	4060
Halet Corporation (1966) Limited (Dir.)	4058
Hôpital Jean-Talon (Règl.-By-laws)	4061
Hôpital Notre-Dame-de-la-Garde (Règl.-By-laws)	4061
Institut parallèle pour le progrès régional et Communautaire (Règl.)	4061
Jolicoeur (Georges) inc. (Dir.)	4057
Kink-Well Investment Inc. (Nom-Name ch.)	4059
Loisirs de Ste-Agathe inc. (Les) (Règl.-By-laws)	4061
Lunik Coiffure inc. (Dir.)	4062
Merizzi (Guy) inc. (Dir.)	4062
Métro Centre Inc. (Dir.)	4055
Mines d'Iberville ltée (Les) (Dir.)	4057
Outremont Sports Association Inc. (The) (By-laws)	4056
Parallel Institute for Community and Regional Development (By-laws)	4061
Québec Real Estate Board (By-laws)	4056
Radio Laval inc. (Dir.)	4059
Rendez-vous du salarié Québécois (Le) (Règl.-By-laws)	4062
St-Jérôme Bandag inc. (Nom-Name ch.)	4062
Savings and Investment Group (Dir.)	4060
Shawinigan Steel & Mill Supplies Inc. (Dir.)	4058
Viens (R.) équipement inc. (Nom-Name ch.)	4062

Lettres patentes**Letters Patent**

A B M Printing Co. Ltd.	3993
A & B Noodle Mfg. (Wing Fung) Inc.	3973
A. G. Drill Service Inc.	3973
AGF gestion de placements Montréal inc.	3973
AGF Montreal Investment Management Inc.	3973

À la boutique du Petit Soulier (Sept-Iles) inc.	3979
Abattoir Packing Inc.	3974
Agence de voyage Pollack inc.	4003
Alban Industries Ltd.	3974
Altair construction inc.	3974
Angora Leather Garments Ltd.	3975
April Fashions Inc.	3975
Atlas Administration Inc.	3975
Atlas Maintenance Ltd.	3976
Au Pied de Cochon (1971) inc.	4003
Beaudi inc.	3976
Berkeley International Hotels Ltd.	3977
Blouin, Lafond, Rochon & Blouin, inc.	3977
Blow-Up Posters (Mtl.) Ltd.	3977
Bogil inc.	3978
Boutique à la Fondue Suisse inc.	3978
Boutique d'Or (Lasalle) inc. (La)	3978
Cabot Explorations Limited.	3979
Canadian Champion Die Co. Ltd.	3980
Can-African Limited.	3980
Cinéma Vénus-Joliette inc.	3980
Cobe Investment Corporation Ltd.	3981
Community Life Youth Clinic Inc.	3981
Compagnie d'aménagement Kanas ltée (La)	3996
Construction des Pins inc.	3981
Créations Jacqueline Familiant (1971) ltée	3982
Custom Woodwork Recreational Inc.	3982
D. G. A. Sporting Goods Agencies Ltd.	3983
Daigneault (J. Eldor) inc.	3983
Davis (Alex) & Associates Inc.	3983
Di-Klor Ltd.	3984
Distributions Mini-Maxi (Rimouski) inc. (Les)	3984
Donaldi Fashions Ltd.	3984
Draperies décor service Québec inc.	3985
Dunn (Jack) Ltd.	3985
Duocon Inc.	3986
Elegant Lady Originals Ltd.	3986
Élysée Pants Inc.	4001
Engel-Rubin Ltd.	3986
Enrico New and Used Auto Sales Inc.	3987
Entreprises Beaudelles inc. (Les)	3987
Entreprises Lucardie inc.	3987
Expo aluminium inc.	3988
F.R. Construction (Benevento) Inc.	3988
Fédération de hockey sur gazon de la Province de Québec (La)	4004
Fleuriste Opéra ltée (Le)	3988
Fleuriste Rouillard inc.	3989
Galaxy Mining Resources Limited.	3989
Galerie d'Art Longueuil inc.	3990
Gauthier (Jean) conseiller en administration inc.	3990
Gauthier (Jean) Management Consultant Inc.	3990
Gered Tube and Core Inc.	3990
Gimaco inc.	3991
Girard & Laferté ltée	3991
Golden Caterers Inc.	3991
Gregus (Emery) inc.	3992
Howco Corp.	3992
Iberville Investigations Inc.	3993
Immeubles Évasion de Bromont inc. (Les)	3993
Immeubles Sabbatino ltée (Les)	4007
Imprimerie A B M Cie ltée	3993

Lettres patentes

(suite)

Letters Patent

(continued)

Industries Shari-Todd ltée (Les)	4008
Intergesco Holding Inc.	3994
Jardins Duvernal ltée (Les)	3995
Jelly Bean Slacks Ltd.	3995
K. G. M. Limited	3995
Kanas Development Company Ltd.	3996
Kefalonia Vending Machine Co. Ltd.	3996
Kobbler (Kiddie) (Place Cartier) limited.	3996
Kobbler (Kiddie) (Place Cartier) limitée	3996
Lakeshore Chapter (K-81) S.P.E.B.S.Q.S.A. Inc.	3997
Lanthier (Luc) inc.	3997
Laval Quality Bakery, Pastry & Delicatessen Inc.	3997
Lexpar Inc.	3998
Marbru Management Corp.	3998
Masyel ltée.	3999
Meteco Entreprises Ltd.	3999
Mobile Maintenance (Québec) Inc.	3999
Modern Crane & Transport Service Ltd.	3994
Modern Demolition Inc.	4000
Motel Quinze inc.	4000
Norcrystal inc.	4000
Pamabu Importing-Exporting Inc.	4001
Pantalons Élysée inc. (Les)	4001
Paradis (Roger) inc.	4001
Park Royal Construction Inc.	4002
Park Warehouse Ltd.	4002
Peintures Poly-Décor ltée (Erratum)	4067
Poirier (D.) inc.	4003
Pollack Travel Agency Inc.	4003
Province of Québec Field Hockey Federation	4004
Provincial Erectors Ltd.	4004
Quemar (Québec) Inc.	4005
R. P. J. inc.	4005
Radio CFOX 1470 Inc.	4005
Rayonier Québec Inc.	4006
Restaurant Le Sieur de Lauzon inc.	4006
Roma construction inc.	4006
Rouillard Florist Inc.	3989
S.I.M.P. Ltd.	4007
S.I.M.P. ltée.	4007
Sabbatino Realities Ltd.	4007
Salons mortuaires J.C. Filiatrault & fils inc.	4007
Service Belt of Québec Ltd.	4008
Shari-Todd Industries Ltd.	4008
Sheropt Trading Limited.	4009
Société immobilière Clair-Bois inc.	4009
Souk Québec inc. (Le)	4009
Tri-Har Corp.	4010
Valleyforge Scaffolding Inc.	4010
Vêtements de cuir Angora ltée.	3975
Way Ahead Corporation (Québec) Inc.	4010
Yan Inc.	4011
Zarbatany (Michael) Inc.	4011
Willjob Inc.	4012

**Lettres patentes
supplémentaires**

**Letters Patent
supplementary**

Admiral Aluminum Products Limited	4012
-----------------------------------	------

Blais (J. A.) & Fils limitée.	4012
Bonhomme Materials Ltd.	4016
Bonhomme Materials (St-Eustache) Inc.	4017
Centre du Trousseau G.M. inc.	4013
Cerec Ltd.	4013
Cie de Bois de Nouvelle limitée (La)	4013
Clarke (Chas.) & Associates Limited	4013
Club Lions de Saint-Jean inc.	4013
Corporation de l'Hôpital Général de Chandler	4014
Couturier (Jacques) inc.	4014
Fashions of Israel Inc.	4014
Glenns Bargain Stores of Canada Ltd.	4014
Hill Security (Que.) Ltd.	4015
Industries Grutman ltée (Les)	4015
Jardins Château ltée.	4015
Laflamme (Conrad) limitée	4015
Maçonnerie Laval inc.	4015
Manoir Richelieu Limited	4016
Manoir Richelieu limitée	4016
Marial Imports Inc.	4016
Matériaux Bonhomme ltée.	4016
Matériaux Bonhomme (St-Eustache) inc.	4017
Nouvelle Lumber Co. Limited	4013
Pamela Trading Company	4017
Papineauville Lumber Company (The)	4017
Projet de Loisirs « 80 » inc.	4018
Provincial Mobile Inc.	4017
Recreation Project "80" Inc.	4018
S & W Vehicles Inc.	4018
Segac inc.	4018
Société des Applications du Plastique Sodap inc.	4018
Société Immobilière du Vieux Montréal inc.	4019
Véhicules S & W inc.	4018
Vermette inc.	4019

Sièges sociaux

Head Offices

A.G.B. Electric Inc.	4063
A.G.B. électrique inc.	4063
Agary Co. Inc.	4063
Audiola Corp.	4063
Buanderette A.J.L. Inc.	4064
Canadian Motor Racing Associates Ltd.	4066
Charlotte & De Bullion Estate Limited	4064
Compagnie Farr ltée (La)	4064
Déménagements du golfe inc. (Les)	4066
Dubois (R.) & fils ltée.	4067
Entrepreneurs en ciment impérial limitée (Les)	4064
Farr Company Ltd.	4064
Groupe amical inc. (Le)	4067
Gulf Moving Inc.	4066
Hiland Limited.	4064
Imperial Cement Contracting Limited.	4064
Institutional Parking Services Limited	4065
Institut parallèle pour le progrès régional et communautaire.	4067
Lunick Coiffure Inc.	4065
Marval Mines Inc.	4066
Mines d'Iberville ltée (Les)	4063
Mines Marval inc.	4066
Monaco Graphic Studio Inc.	4066
North Shore Truck Equipment Ltd.	4066

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)	SOUMISSIONS — demandes de	TENDERS — Requests for
Paquette, Charpentier & Brousseau inc.	4065	Chicoutimi, c.s.-s.c.	4091
Parallel Institute for Community and regional Development.	4067	Jonquièrre, cité-city	4083
Peintures Poly-Décor ltée.	4065	Lacolle, village	4089
Polier Express Inc.	4066	Pointe-aux-Trembles, cité-city	4085
Prévost & Leroux inc.	4067	Rimouski-Est-East, village	4087
Québec Labrador Construction Inc.	4066		
Sabina Holdings Inc.	4066		
Services de stationnement institutionnel limi- tée (Les)	4065		
Studio graphique Monaco inc.	4066		
DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE	SYNDICATS PROFESSIONNELS	PROFESSIONAL SYNDICATES
Catholic School Commission of Baldwin-Car- tier.	4069	Association des éducateurs de l'enfance ina- daptée (Const.-Inc.)	4081
Church of God of Prophecy of Canada (The).	4071	Association des employés des cadres de l'hydro-Québec (L') (Exist. term.)	4082
Commission des écoles catholiques Baldwin- Cartier (La)	4069	Association des professeurs de ville de Laval (Nom-Name ch.)	4081
Concordia Estates Ltd.	4071	Syndicat de l'industrie de la boulangerie in- corporé, Québec (Le) (Ext. term.)	4082
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	4069	Syndicat général des communications (Nom- Name ch.)	4081
Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec	4069	Syndicat professionnel des ingénieurs de la ville de Montréal et de la communauté urbaine de Montréal (Nom-Name ch.)	4080
Domaine Concordia ltée.	4071		
Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke	4070	VENTES	SALES
Église Luthérienne du Bon Pasteur	4070	Par Shérifs	By Sheriffs
Good Shepherd Lutheran Church	4070	Arthabaska	Arthabaska
La Prairie, ville-town	4070	Côté vs Rouillard	4096
Verdun, cité-city	4071		
Examens des Agronomes	Agronomists Examinations	Hauterive	Hauterive
Province (Admission à la pratique-Admission to the practice)	4079	Chute aux Outardes, munic. vs Rioux	4097
		Tremblay vs Girard	4096
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT	Kamouraska	Kamouraska
Expos jardinières Brousseau & associés (Les)	4069	Office du crédit agricole du Québec (L') vs Alexandre	4097
Théâtre lyrique de Montréal inc. (Le)	4068	Office du crédit agricole du Québec (L') vs Lainé	4098
Villa Howard limitée	4068	Québec Farm Credit Bureau (The) vs Alexan- dre	4097
		Québec Farm Credit Bureau (The) vs Lainé	4098
MINISTÈRE	DEPARTMENT	Montréal	Montreal
Terres et forêts	Lands and Forests	Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Allaire	4101
Cadastre:	Cadastre:	Canada Trust Company vs Stawnczy	4099
Baby, canton-township	4028	Champagne vs Edco Construction Co. Ltd.	4101
Lachine, ville-town	4028	Compagnie d'assurance sur la vie la Sauvegar- de vs Aubrey	4101
St-Ubalde, par.	4028	Guttman vs Rakoczy	4100
		Montreal City and District Savings Bank (The) vs Allaire	4101
PROCLAMATION	PROCLAMATION	Ostiguy vs Doire	4100
Communauté urbaine de Montréal, mise en vigueur de l'article 38 de la loi modifiant la loi	4082	Safeguard Life Assurance Company (The) vs Aubrey	4101
Montreal Urban Community, coming into force of Section 38 of the Act amending that Act	4082		

Québec	Québec	Trois-Rivières	Trois-Rivières
Bank of Montreal <i>vs</i> Trudel.....	4103	Seaboard Securities Canadian Ltd. <i>vs</i> Godin	
Banque de Montréal <i>vs</i> Trudel.....	4103	<i>et al.</i>	4105
Household Finance Corp. of Canada <i>vs</i> Robi- taille.....	4103	Taxes	Taxes
National Life Assurance Company of Canada (The) <i>vs</i> Blanchet.....	4103	Argenteuil, comté-county (<i>Erratum</i>).....	4096
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	Dorval, cité-city.....	4094
Voyer <i>vs</i> Tétrault.....	4104	Iles de la Madeleine, comté.....	4095
		Kénogami, cité-city.....	4094
		Magdalen Islands, county.....	4095

Maintenant en vente

Now on sale

Lois du Québec 1970

Statutes of Québec 1970

Reliure toile . . . \$15

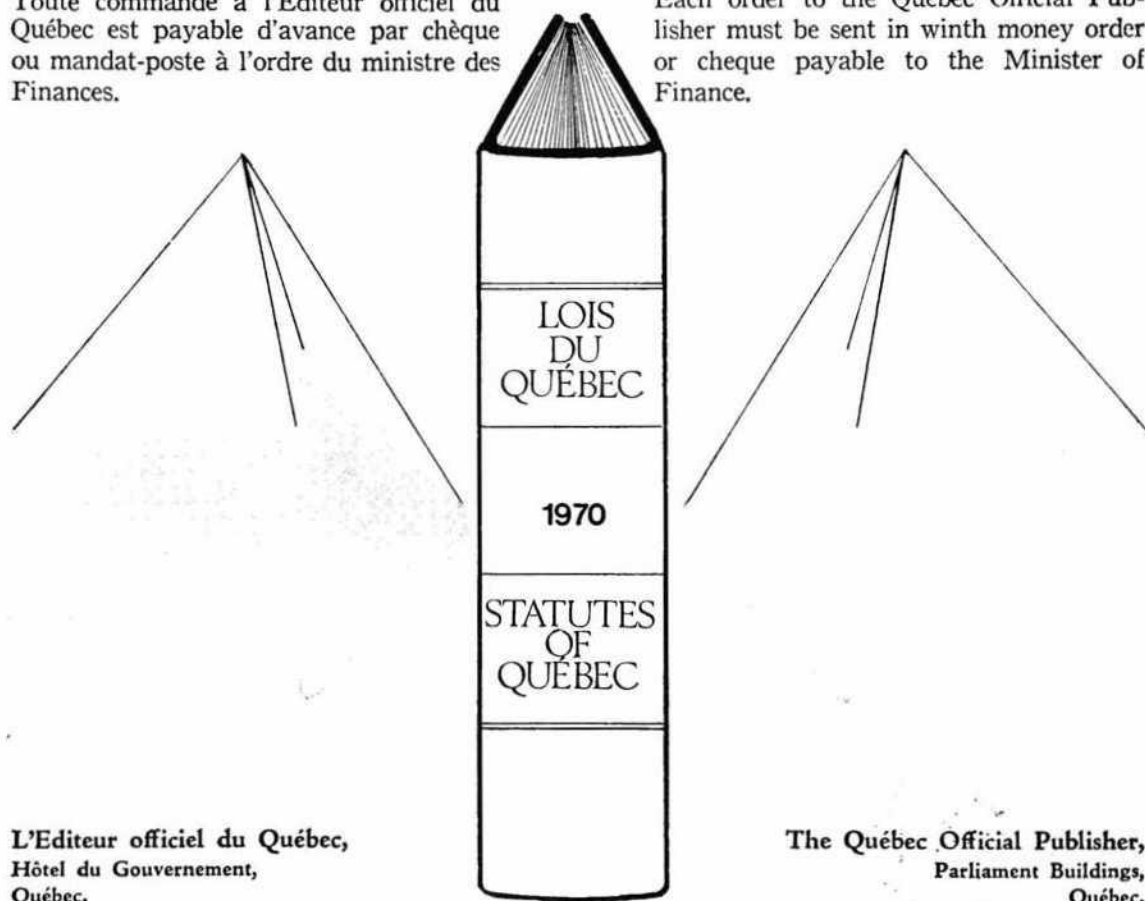
Reliure chagrin rouge \$25

Cloth bound . . . \$15

Red morocco-leather \$25

Toute commande à l'Éditeur officiel du Québec est payable d'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

Each order to the Québec Official Publisher must be sent in winth money order or cheque payable to the Minister of Finance.



L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

The Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec.

Comptoirs de vente à MONTREAL Books Stores

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications)
1450, rue Saint-Denis

Wilson & Lafleur, (limitée),
39 ouest, rue Notre-Dame

Librairie des Presses de l'Université de Montréal

à SAINT-HYACINTHE : le Comptoir du Livre, 1391, Calixa-Lavallée, Saint-Hyacinthe, Qué.